

## INCLUSION DES JEUNES

pour un accompagnement qui renforce  
les liens sociaux

# Sommaire

Institut de  
Recherche, Formation  
et Action sur les Migrations

17 Rue Agimont  
B-4000 Liège  
04-221 49 89  
info@irfam.org  
www.irfam.org



3

## ÉDITO

Charlotte Poisson

## ACCUEIL

4

### MENA : apports des liens sociaux autour de pratiques sportives et ludiques

Leïla Scheurette, Danièle Crutzen et Altay Manço

12

### « Métissages » dans les Ardennes : réflexion sur les conditions d'une rencontre authentique

Lucie Antoniol

## PARENTALITÉS

17

### L'accueil d'enfants de parents immigrés : effets sur l'accès à l'emploi et l'égalité hommes/femmes

Marie Hugret et Altay Manço

22

### Accompagner et orienter les mères immigrées : Kopplabunz à Luxembourg

Andrea Gerstnerová

## ÉCOLE

26

### Trajectoires scolaires et effet d'établissement

Abdelkrim Bouhout

31

### L'Espace Laïcité contre le défi de la marginalisation

Renaud Erpicum

36

### Élèves syriens à l'école belge francophone : quels parcours scolaires ?

Élodie Oger

## TRANSITION DES JEUNES VERS L'EMPLOI

41

### Liens entre structures de jeunesse et monde de l'emploi : Quels apports pour l'autonomie des jeunes ?

Alexia Heusdens

45

### Quel rôle peuvent jouer les entreprises en amont de l'insertion professionnelle des jeunes migrants ?

Wendy Roufosse

## HORS DOSSIER

52

### La coconstruction d'une pratique de soins avec des migrants victimes de traumatismes multiples

Daniel Schurmans

**2**022, année européenne de la Jeunesse ! La prise de conscience de l'impact de la crise de la covid-19 et des confinements successifs en particulier sur la santé mentale, les perspectives, la socialisation des jeunes a fait émerger une série de réflexions mettant au centre la parole des jeunes. Durant l'été 2021, le Forum des jeunes a lancé l'enquête : « Être jeune en 2021 » afin de récolter les avis de ces derniers et de rédiger une série de recommandations soutenant la Stratégie Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les 66 revendications, à retrouver dans le Mémoire, abordent notamment les sujets de la santé mentale et de la résilience des jeunes, les liens sociaux, la préoccupation des jeunes pour leur avenir et leur insertion professionnelle... Ce dernier point est l'une des préoccupations principales qui ressort de la vaste enquête menée par l'IRFAM et ses partenaires en 2021 auprès des associations de migrants. L'IRFAM a donc décidé de mener en 2022 une étude qui interroge les liens sociaux et la résilience des jeunes mineurs étrangers non accompagnés (MENA) par la pratique du sport et d'activités ludiques. Une version résumée est à retrouver dans ce numéro.

« Je me demande parfois où est ma place au niveau de l'emploi. Quelle place pour les jeunes comme moi ? Le problème, c'est aussi que beaucoup de jeunes ont des difficultés pour participer à des

activités : elles ont un cout...transport, inscriptions. Il faudrait plus d'aides afin de les rendre réellement accessibles et ouvertes à tous les jeunes ». Ce témoignage d'un jeune, récolté dans le cadre de « La Caravane des Assises de la Jeunesse » (asbl Scan-R, 2021) illustre autant le malaise présent et la difficulté à se projeter que le besoin de sentiment d'appartenance et de s'investir des jeunes. Dans ce numéro, l'inclusion des jeunes issus de l'immigration est examinée sous l'angle du parcours scolaire avec l'article d'Élodie Oger qui a enquêté auprès de jeunes élèves syriens, ainsi qu'avec le texte d'Abdelkrim Bouhout qui s'est penché sur « l'effet d'établissement » particulièrement présent à Bruxelles où l'école fréquentée par un jeune déterminera en grande partie son parcours de formation et son futur professionnel. Les familles et les parents de ces jeunes se retrouvent par moment dépourvus, s'ils ne connaissent pas le système scolaire belge, s'ils ne parlent pas bien français ou n'ont pas de points d'appui vers lesquels se tourner. En particulier, les familles monoparentales (bien souvent des mamans solos) qui vont tenter de trouver du soutien auprès d'associations et de structures afin de disposer des ressources et des moyens indispensables à leur insertion professionnelle ou à leur formation. Il s'agit de garantir un accès à l'emploi ainsi qu'une égalité homme/femme. Deux articles d'Andrea Gerstnerova, Marie Hugret et Altay

Manço se penchent sur l'accueil d'enfants de parents immigrés et présentent une bonne pratique d'accompagnement de mères immigrées au Luxembourg. Renaud Erpicum, du Centre d'Action Laïque propose un exemple de pratique d'accueil extrascolaire en vue de renforcer l'égalité des chances.

La question de l'insertion professionnelle des jeunes ne peut se faire sans un coup de projecteur sur le monde des entreprises. Alexia Heusdens et Wendy Roufosse ont analysé les programmes d'insertion spécifiques à destination de jeunes issus des diversités développés par certaines entreprises ainsi que les liens actuels entretenus entre les structures de jeunesse et les entreprises.

Enfin, mais à lire en début de ce numéro, la philosophe Lucie Antoniol nous partage son point de vue sur ce qui fait « rencontre » entre des personnes issues d'horizons divers et interroge le rôle de l'art et des animateurs-artistes face aux enjeux de notre monde. ▲

# MENA

Apports des liens sociaux  
autour de pratiques  
sportives et ludiques

Leïla **Scheurette**, Danièle **Crutzen** et Altay **Manço**

À la demande du centre d'accueil de mineurs étrangers non accompagnés (MENA) d'Assesse, l'IRFAM a mené, dès 2019, une observation pour saisir l'impact de la pratique d'un sport ou d'une activité ludique sur le développement de jeunes exilés, dont la plupart est affecté psychologiquement par le trajet migratoire.

Les migrations constituent un facteur de stress intense, d'autant plus lorsqu'elles sont subies. Les ruptures — spatiales, temporelles ou relationnelles — qu'elles engendrent placent les individus, en particulier les enfants et les adolescents, dans des situations de vulnérabilité (Szikra et coll., 2019). Ces dernières années, ce constat n'a eu de cesse de s'aggraver à cause du durcissement des politiques d'accueil et des procédures de demande d'asile. Ces procédures peuvent s'étaler sur plusieurs années. Dans cette incertitude, il est difficile de s'établir dans le pays dit d'accueil, de s'y enraciner, de se reconstruire ou de se projeter dans l'avenir. L'instabilité qui en découle est par conséquent source de stress et d'anxiété qui « favorisent, dans certains cas, des décompensations psychiques ou des somatisations » (Manço et coll., 2006, 21). Les durcissements en matière de reconnaissance du statut de MENA, tels que l'utilisation renforcée de l'examen osseux, participent à alimenter cet état d'anxiété et de méfiance (Devries, 2019).

Ce contexte augmente la probabilité de développer des troubles psychosociaux comme l'atteste la psychiatre A. Tortelli, pour qui la majorité des difficultés psychologiques sont liés aux conditions de vie dans

le pays d'accueil. Elle constate une recrudescence de ces difficultés au sein de la population ayant vécu un parcours migratoire. L'exposition à certaines situations telles que violences, discriminations ou précarité augmente le risque de développer des troubles. Si les facteurs sociaux et environnementaux ont la capacité de détériorer la santé mentale des jeunes migrants, ils peuvent aussi participer à les améliorer. Ce constat a poussé le Centre MENA d'Assesse à pourvoir un accès plus important des MENA aux activités sportives et ludiques, en mesurant l'impact sur leur résilience et leur santé.

## Des vulnérabilités au stress post-traumatique

L'exil est une expérience qui coupe les racines et place l'individu dans un contexte dont il ne comprend pas tout. Il l'arrache à des êtres chers : « *plus un migrant est seul, plus il est anxieux* », souligne Cyrulnik (2014). Les premiers mois sont généralement plus faciles à vivre, les personnes quittent un pays souvent par nécessité et portent plein d'espoir dans le pays qui les accueille. Malheureusement, avec le temps qui passe et une certaine réalité qui se profile, se manifestent généralement les premiers troubles anxieux, d'où l'importance de penser l'accompagnement sur le long terme et éviter l'isolement (Martin et coll., 2006). Pour comprendre cette trajectoire, il est nécessaire de prendre en compte les différentes étapes de la migration vécue par ces jeunes, sans oublier la phase pré-migratoire qui permet de comprendre les raisons qui les ont poussés à partir. Même s'il est important de ne pas globaliser la population immigrée, en

gardant en vue la singularité de chacun, une chose les rassemble : la rupture de liens et des repères. Elle est source de vulnérabilité, indépendamment d'autres éléments matériels liés au parcours (Szikra et coll., 2019). Les conditions d'accueil et les procédures de demande d'asile doivent également être prises en compte pour comprendre leur impact sur la santé mentale (Mançõ et coll., 2006).

Si le concept de vulnérabilité rend compte d'une « *fragilité dans le processus de développement psychologique de l'enfant, se caractérisant par une moindre capacité de résister aux agressions externes* » (Rizzi, 2015, 27), l'élément qui devient vulnérable lors d'une expérience migratoire n'est pas tant l'enfant lui-même que son processus de développement. Comme le souligne Cyrulnik (2014, 16), « *notre histoire n'est pas un destin* », nous évoluons constamment et les souffrances vécues à un moment particulier de la vie d'un enfant pourront soit être alimentées soit être apaisées en fonction des relations et du soutien qui marqueront son parcours. Pour Curtis et coll. (2018), les MENA — et, en particulier, les plus âgés d'entre eux — semblent être plus susceptibles de développer le syndrome de stress post-traumatique que les enfants migrants accompagnés. Les symptômes psychologiques observés auprès des MENA relèvent de troubles liés à l'attachement, de l'anxiété, de la dépression et des troubles du sommeil, de l'alimentation, etc. Sont notées également des formes d'agressivité envers soi ou les autres. En comparaison avec la population « native », on dénombre davantage de troubles psychotiques chez les migrants. Selon Renard et coll. (2006), les jeunes primo-arrivants auraient tendance à percevoir leur vie et leurs loisirs comme étant de moins bonne qualité que leurs voisins belges. Les troubles psychosociaux ne

seraient donc pas le résultat direct du trajet pré-migratoire et migratoire, mais se développeraient également sur le long terme, lors du processus post-migratoire. Des facteurs tels que l'apprentissage d'une langue « à un âge avancé », l'angoisse suscitée par les démarches administratives, le choc lié à l'introduction d'une nouvelle culture parfois éloignée de la leur et les relations conflictuelles qui peuvent survenir avec des personnes adultes issues de la nouvelle culture semblent impacter l'intégration sociale des adolescents primo-arrivants. Rappelons que, dans ce contexte complexe, les mineurs non accompagnés ne possèdent pas d'étayage parental pour les protéger et les orienter. La filiation reste cependant un socle important de l'identité, les enfants qui en sont privés n'ont pas le bénéfice d'une identification facile, selon Cyrulnik (2014). Ainsi, le sentiment de marginalité ressenti par les adolescents peut les pousser à rechercher de nouveaux modèles d'identification distincts de leurs origines familiales et/ou culturelles (Martin et coll., 2006). Ce passage à l'adolescence, empreint de bouleversements, peut également donner lieu à une « surinterprétation » des mondes intérieurs et extérieurs et déboucher dans certains cas sur de la paranoïa. Baubet et Moro (2013), soulignent que l'impact de la migration sur la vie mentale est plus complexe à appréhender s'il s'agit d'un enfant qui se construit en s'appuyant sur un modèle culturel, une façon de faire transmise par les parents. Car l'enfant est, par la suite, amené à vivre des situations paradoxales où son modèle ne correspond parfois pas à celui de la société d'accueil. Cet aspect paradoxal, voire ce « conflit de loyauté » (entre sa culture et la culture d'accueil), est d'autant plus prégnant pour les enfants non accompagnés. Il est important d'éviter l'écueil de l'assimilation qui implique de refouler une partie ou la totalité

de son identité culturelle passée : le refoulement peut entraîner des comportements inadaptés chez des individus que l'on pensait assimilés (Cyrulnik, 2014).

L'état de stress post-traumatique est la persistance, suite à des événements traumatisants, d'un stress accompagné de problèmes aigus de concentration, d'humeur, de somnolence, de désengagement relationnel, etc. Certains individus peuvent également développer le sentiment de ne plus être attaché à la réalité et de constamment revivre les événements qui ont causé le trauma, dans leurs rêves et pensées (Van Rillaer, 2011). Mouhica (2017), montre qu'en Europe, les migrants et surtout les réfugiés sont plus enclins à subir cet état que les natifs. Constat confirmé par la majorité des recherches récentes qui observent un taux élevé de dépression, d'anxiété et de stress post-traumatiques chez les jeunes réfugiés dont les symptômes risquent de devenir chroniques. Cette prévalence est notamment expliquée par le risque élevé de séparations ou de pertes d'êtres chers (Unterhitzenberg et coll., 2015). Dans le cas des enfants plus jeunes, les symptômes peuvent être multiples et divers tels que « *l'instabilité et l'inattention, et parfois l'échec scolaire, ou des psychopathologies comportementales (vols, fugues) en passant par des troubles psychosomatiques ou des états dépressifs* » (Anaut, 2002). Aussi, faire face aux troubles psychiques des jeunes migrants non accompagnés peut s'avérer ardu, en raison notamment des barrières linguistiques et des conceptions divergentes de la santé mentale et des soins adéquats à prodiguer, entre institutions d'accueil et MENA : la notion même de thérapie peut être entourée de certains tabous (Thomson et coll., 2015).

## Favoriser la résilience des MENA

De cette déstabilisation peut émerger un processus de résilience. Pour Wattel (2020, 37), la résilience désigne la « *capacité d'un individu à maintenir une adaptation optimale malgré l'expérience d'évènements déstabilisants et de conditions de vie difficiles* ». Il s'agit de pouvoir continuer à vivre, à se développer, à se projeter malgré des difficultés vécues. De nombreux travaux montrent que la résilience ne se base pas uniquement sur des facteurs propres à l'individu, mais aussi sur des facteurs environnementaux ou des « *couches dites protectrices* ». Ces dernières comprennent la famille, la communauté proche ou, plus généralement, les ressources de la société, dans son ensemble (Martin et coll., 2006).

Sachant que le processus migratoire spolie l'enfant de ces protections, il est nécessaire de lui proposer de nouveaux tuteurs de résilience afin de lui permettre de se renforcer. L'intérêt de cette vision constructiviste est de nous éloigner d'une lecture fataliste des traumatismes et de leurs effets. Elle nous permet d'envisager le pouvoir et l'impact des politiques sociales et éducatives sur l'amélioration du devenir des MENA. Pour l'enfant migrant, il est fondamental de jouer et de vivre son innocence. Le simple fait de s'extraire de la solitude et de retisser les liens est une étape prépondérante dans la reconstruction de soi. Les loisirs et le sport peuvent ainsi aider les jeunes migrants à (re)prendre en main leur existence, leur corps, leur esprit, mais aussi leur place au sein d'un groupe et dans la société d'accueil. Par ailleurs, les enfants atteints du syndrome du stress post-traumatique peuvent être dans des stratégies d'évitement et avoir tendance à se taire lorsque le

trauma expérimenté est évoqué, notamment dans un contexte thérapeutique. Il est donc important d'imaginer des outils alternatifs ou complémentaires à la psychothérapie, tels que des activités récréatives, culturelles, citoyennes et sportives, dans toutes leurs variantes.

## L'art et le sport peuvent-ils renforcer la résilience ?

Entre résilience et bien-être (Graz et coll., 2009), les activités ludiques et sportives ont leur place dans les propositions utiles pour les MENA, puisque tout soutien exogène peut renforcer leur capacité à se reconstruire et faire face aux traumatismes qu'ils ont pu vivre. En effet, ces activités permettent de mettre sur pied des groupes de référence et d'appartenance qui tendent à renforcer la cohésion intragroupe et le sentiment de maîtrise nécessaire pour l'élaboration identitaire. Certes, l'école aussi peut être à la source d'un groupe d'appartenance et faire émerger — en la personne d'un professeur, par exemple — un tuteur de résilience, mais il est conseillé de multiplier et de diversifier les sources permettant aux jeunes de développer leurs capacités, car tous sont porteurs d'aptitudes (cognitives, linguistiques, etc.), d'orientations et d'aspirations différentes. De plus, les adolescents primo-arrivants ont tendance à quitter rapidement le système scolaire. D'où la nécessité de leur permettre de choisir d'autres activités vectrices d'intégration sociale, de valeurs culturelles et de résilience. Dans ce cadre, Anaut (2002) souligne la force des activités créatives. En effet, l'imagination et la création font partie des mécanismes de défense qui permettent aux individus de donner du sens à leurs trajectoires

chaotiques. La figure de tuteur de résilience n'est pas nécessairement une personne, elle peut également s'incarner au travers d'activités (Ciprut, 2007). Le médium artistique n'est cependant pas une fin en soi, l'important est pour l'enfant d'être entouré et de trouver en l'autre ou dans l'activité un réceptacle.

Au Québec, des chercheuses se sont concentrées sur l'impact du récit narratif sur le développement de la résilience parmi de jeunes migrants : La Pointe et Jourdan-Ionescu (2018) montrent que la narration sous ses multiples formes donne aux personnes ne maniant pas la langue française le pouvoir s'exprimer. En outre, la pratique en question permettrait également de soutenir le processus d'élaboration psychique et culturelle du mineur dans le groupe. Une étude réalisée sur les enfants migrants non accompagnés au Sénégal révèle, quant à elle, que les activités ludiques, en dehors du cadre éducatif *per se*, sont bénéfiques pour leur développement mental, car elles leur permettent d'augmenter leur capacité de résilience notamment par la création de liens sociaux. Les chercheurs confirment « *cette importance des jeux pour les enfants migrants, qui pour certains, peuvent expérimenter la liberté de mouvement dont les atrocités de la guerre les ont privés* » (Szikra et coll., 2019, 624). Les revues systématiques récentes de l'efficacité de l'art-thérapie auprès des publics jeunes présentant des symptômes de stress post-traumatique montrent, au pire, des améliorations significatives chez les sujets, avec une tendance globale vers l'efficacité (Clapp et coll., 2019) et au mieux, des preuves concluantes que la psychothérapie par l'art peut être bénéfique pour les enfants qui ont subi un traumatisme (Braitto et coll., 2021). De plus, il apparaît que la pratique (ré)créative permet aux enfants migrants de mieux maîtriser la langue du

pays d'installation. Il existe un lien entre la qualité des relations interpersonnelles dont l'adolescent bénéficie et son envie d'apprendre la langue du pays qui l'accueille (Jamouille, 2011). Aussi, Graz et coll. (2009) montrent qu'il est préférable d'associer à l'initiation sportive ou artistique une personne dite de confiance et connue des jeunes ciblés. Le rôle de cette dernière sera de faire la médiation entre les jeunes et les activités proposées.

D'un point de vue neurologique, les recherches tendent à montrer que la pratique d'un sport permet d'atténuer les angoisses, conséquences d'un stress répétitif : l'exercice physique régulier aurait un effet anxiolytique (Leem et coll., 2019). L'activité physique intensive serait également susceptible de diminuer le risque d'anxiété secondaire (Schuch et coll., 2019). Plus spécifiquement, une étude portant sur la course à pied encadrée et en groupe note que les capacités sociales et cognitives des individus sujets à des troubles de l'humeur s'améliorent, ainsi que leur perception d'une meilleure santé physique, mais aussi mentale (Keating et coll., 2019). En Belgique, des expériences ont été menées dans les centres pour les MENA à travers la pratique du yoga. Ses bienfaits, rapportés par Liénart (2015, 15), impactent tant le psychique que le corps des jeunes migrants : « *certaines sont plus détendues, d'autres voient une amélioration de la qualité de leur sommeil, voient leurs céphalées diminuer, d'autres encore s'ouvrent et souhaitent s'exprimer sur leur vécu* ». Prévinaire et Stas (2020) ont, quant à eux, évalué des cours de natation et de secourisme s'adressant à des MENA, dans le but de renforcer leur pouvoir d'agir sur leur environnement, intégration sociale et acculturation en Belgique. Bien que les résultats montrent une augmentation significative du sentiment de bien-

être chez les participants, aucun résultat positif n'a été mis en avant dans le domaine de l'intégration ou de l'acculturation. Le groupe des participants, constitué de jeunes réfugiés, a renforcé sa cohésion intra-groupe et s'est montré moins désireux de s'ouvrir vers l'extérieur, à la fin de l'expérience, contrairement aux résultats de Morela et coll. (2013) qui, ayant examiné le rôle de la participation sportive dans l'intégration sociale d'athlètes adolescents d'origine ethnique et culturelle non dominante en Grèce, indiquent que leur recherche fournit des preuves préliminaires du potentiel du sport pour promouvoir l'intégration sociale des jeunes migrants. Force est toutefois de constater que le nombre de recherches scientifiques sur le sport comme traitement des états de stress post-traumatique et adjuvant de l'intégration sociale doit être encore augmenté.

## La recherche de l'IRFAM

Sur base de ces constats, la recherche menée par l'IRFAM en collaboration avec le Centre d'Assesse interroge l'apport de ces pratiques en tant que facteurs de résilience psychosociale, pose la question de leur opportunité en guise de réponse aux besoins de réappropriation de soi par le corps et le mouvement et cherche à identifier les conditions favorables au développement d'aptitudes psychosociales résilientes. L'intention est d'étayer l'hypothèse préventive en observant les bénéfices de l'activité sportive et ludique sur le développement psychosocial des jeunes concernés.

La recherche s'étale de juillet 2019 à avril 2021 et a été élaborée en collaboration avec l'équipe du centre et l'IRFAM. Elle consiste principalement en une récolte mensuelle de données quantitatives et d'ob-

servations individuelles sur l'ensemble des aspects de la vie de 48 jeunes : soins, accompagnement juridique, participation sociale, vie scolaire, etc. Le protocole d'observation intègre également la fréquentation de clubs sportifs, d'un hall omnisports, ainsi que d'autres activités culturelles, plus ou moins structurées, collectives ou individuelles, en plein air ou non, et dont la plupart ont été lourdement impactées par le contexte de la pandémie. Des interviews ont également été réalisées auprès de partenaires (coachs sportifs, tuteurs, enseignants, thérapeutes), ainsi que de jeunes. L'analyse de ces données est présentée, discutée et ajustée en réunion de manière trimestrielle, plusieurs membres de l'équipe ayant également commenté le rapport des résultats.

## Résultats et discussion

Un des constats les plus nets concerne l'issue de la demande de protection internationale de ces jeunes réfugiés et le lot de démarches administratives et de confrontations que cela occasionne au quotidien. L'intensité de cette activité est lourdement corrélée avec les difficultés psychologiques et physiques que vivent ces jeunes durant l'attente à laquelle ils sont soumis dans leur requête de protection. La violence institutionnelle subie est d'autant plus grave qu'approche inexorablement l'âge de la majorité et que certains jeunes sont contraints de quitter le Centre «sans solution». L'impact de cette perturbation se mesure notamment par une incapacité à suivre la scolarité qui, elle-même, constitue en soi une seconde source de stress et d'incompréhension importante pour ces jeunes, dont la plupart ne sont pas francophones, voire pas alphabétisés.

La maîtrise de la langue française apparaît avec force comme une des clés de la résistance au stress, dans la mesure où elle augmente les capacités de compréhension et d'action des jeunes sur leur environnement. C'est un facilitateur évident du contact avec l'entourage immédiat et en particulier les éducateurs du centre, les enseignants et les psychothérapeutes. Plus le temps passé au centre s'allonge, plus les jeunes sont en capacité de mettre en œuvre des compétences sociales et linguistiques, ainsi qu'une autonomie dont ils ont besoin pour se construire une vie d'adulte sur leur terre d'adoption.

L'investigation a permis d'isoler au sein des résidents du centre différents sous-groupes en termes de capacités de résilience et de vulnérabilité psychosociale, mais aussi d'ethnicité, dont la comparaison les uns aux autres est source d'enseignements sur l'efficacité des modalités d'interventions psycho-éducatives mobilisant, notamment, les pratiques sportives, culturelles ou ludiques. Les jeunes réputés «résilients» développent plus ou moins spontanément un agir, un imaginaire et des rapports sociaux favorisant leur protection face à l'isolement, l'éloignement des leurs, les traumatismes subis avant, pendant et après le voyage, l'adversité des démarches administratives dans le cadre de la régularisation de leur statut de séjour en Belgique, les difficultés scolaires et linguistiques, ainsi que le stress accompagnant leur installation dans le pays. Ils déploient cependant ces capacités à la faveur d'un contexte socio-éducatif orchestré pour eux par la politique d'accueil des MENA, et en particulier par le centre où ils sont hébergés.

La pandémie due au coronavirus a créé de manière inopinée une situation quasi expérimentale d'observation des jeunes mineurs en demande de

protection internationale. Amenant la fermeture des écoles et l'internalisation partielle de l'activité scolaire au centre, le confinement a permis la disparition des conflits occasionnés par la confrontation des MENA au système d'enseignement. Malgré l'absence de l'école et compte tenu des animations organisées, le niveau moyen de maîtrise en français oral des résidents est passé durant l'année scolaire 2020-21 du grade A1.2 à A2. Cette accalmie sur le front de l'école a aussi bénéficié à l'assainissement significatif du bien-être psychosocial général des jeunes, tel que le protocole d'observation a pu le mesurer, alors que les sollicitations administratives diverses ne se sont pas arrêtées et les occasions de loisirs, dont la pratique sportive, ont été forcément limitées.

En raison des confinements sanitaires successifs, l'observation systématique imaginée a dû être réaménagée. Son objet s'est élargi à des activités informelles de pratiques sportives et ludiques, souvent au sein même de l'établissement d'hébergement. Ces informations sont en définitive d'une grande richesse. Elles attirent l'attention sur des thématiques non imaginées au départ de la recherche, comme, le rôle des jeunes eux-mêmes dans l'organisation des activités. Ces analyses et constats ont, par ailleurs, été de nombreuses fois débattus avec l'équipe du centre, occasionnant une valorisation de leurs compétences professionnelles et le développement de nouvelles maîtrises sur leur quotidien, si perturbé par la pandémie. Ces aléas nous ont toutefois empêchés de montrer un lien général et net entre le développement du bien-être psychosocial des jeunes exilés, d'une part, et la pratique sportive au sein des clubs de la région, d'autre part. Toutefois, nous avons pu

développer des constats intéressants les contextes et pratiques de différents sports, ainsi que leurs potentialités en termes de liens sociaux.

Ainsi, la pratique du cricket, mise en œuvre quasiment en huis clos, de manière informelle, auto-organisée par des jeunes exclusivement d'origine afghane, constitue un apport important en tant qu'espace-temps de renforcement personnel et groupal, notamment dans des moments critiques comme la réception d'une décision négative à une demande de protection. Nous parlerons d'un levier de «régulation interne». Cette constatation largement supportée par l'observation ne gomme pourtant pas la dimension exclusive de la pratique de ce sport peu connu en Belgique (mise en œuvre difficile, absence de liens à la population locale, conflits avec des résidents non afghans ne participant pas aux matches...) qui ne contribue pas à la participation socioculturelle dans ce pays. En revanche, la pratique, par exemple, du football, en club, pourrait bien constituer un excellent levier de «régulation externe» pour les jeunes MENA : dans une équipe mixte, les clivages peuvent disparaître ou s'atténuer et les liens peuvent ouvrir vers de nouveaux possibles. Dans l'esprit d'une gestion éducative judicieuse, il serait pertinent d'arriver à un équilibre entre ces divers types d'activités permettant de renforcer autant les racines que les ailes.

Les constats sur les pratiques sportives et ludiques exercées en solo sont du même ordre. Les jeunes sont nombreux à évoquer la course à pied ou la fréquentation de la salle fitness du centre comme des moyens efficaces pour éloigner leurs angoisses et préparer leur sommeil. Même la consommation de films et de musiques du pays d'origine ou encore de jeux vidéo apparaît comme un moyen de construire une inté-

riorité protectrice (Tovmassian, 2016), surtout la nuit (occasionnant, néanmoins, des conflits autour de l'accès au wifi et du bruit occasionné). La confrontation à soi-même semble ainsi pondérer le stress accumulé et préparer, peu à peu, le porteur d'une atteinte post-traumatique à un travail psychothérapeutique (Elghezouani, 2016). Là encore, alors que le principal objectif du travail éducatif est de conduire les jeunes vers une socialisation positive, c'est d'isolement dont il s'agit... Toutefois, compte tenu des apports importants de ce type de «colloques singuliers», il convient de leur réserver un espace-temps et de veiller à les alterner avec des activités créatrices de liens avec l'extérieur. Les constats indiquent que la moitié des jeunes dits «vulnérables» pratiquent des activités sportives seuls, alors que dans le groupe «résilient» ils sont moins d'un sur cinq. En revanche, aucun jeune «vulnérable» ne fréquente un club d'arts martiaux, ils sont près d'un sur quatre dans les autres sous-groupes de l'échantillon. La participation formelle à l'activité d'un club de sport ou à une activité culturelle régulière offre aux MENA la possibilité de fréquenter les locaux collectifs, ce qui en l'espèce est rare, même à l'école où les primo-arrivants sont regroupés dans les mêmes classes. Outre le bénéfice de la pratique du français, l'exercice d'un sport dans un club permet, entre autres, de développer des transferts de connaissances, de construire un carnet de relations, mais aussi de recevoir des feedbacks immédiats, fréquents, par de multiples canaux, y compris non verbaux. Les témoignages laissent entendre que ces rétroactions sont le combustible

de l'estime de soi et le garant d'un lien de confiance envers les personnes et les organismes représentatifs de la société d'accueil : coaches, enseignants, etc. Or, ce lien est plutôt rare à l'école, dont le mode de communication privilégié, au contraire, le formel, l'écrit, le discontinu et le différé. En effet, le matériel narratif analysé montre combien les canaux de communication informels utilisés dans le cadre d'activités sportives, de jeunesse et de loisirs semblent

mieux convenir aux besoins des jeunes exilés non francophones en quête de construction de soi et de modèles.

Nous constatons encore que la barrière de la langue est probablement sous-estimée dans la gestion du quotidien du centre et des relations des jeunes avec l'extérieur. Certains jeunes ne comprennent pas

ou peu ce qui leur arrive. Si cela peut les protéger, dans une certaine mesure, face aux incohérences de la politique d'asile, par exemple, l'incompréhension pose évidemment de nombreux problèmes dans tous les domaines de la vie et, en particulier, à l'école ou en ce qui concerne les soins de santé, voire même dans la vie du centre. Les malentendus sont à la base de la plupart des conflits ; il s'agit d'en tenir compte et de les déconstruire en suivant une approche interculturelle (Cohen-Emerique, 2011). À défaut, ils font le lit de désaffiliations qui vulnérabilisent davantage les jeunes. Les données montrent, par exemple, que les francophones accèdent plus facilement à des psychothérapies. La qualité et la quantité des liens avec les éducateurs sont meilleures pour les jeunes parlant le français... Renforcer la pratique d'activités à plus-value

---

## Les jeunes évoquent la course à pied ou la salle de fitness comme des moyens efficaces pour éloigner leurs angoisses et préparer leur sommeil

---

linguistique et interculturelle (insérer davantage les jeunes dans des équipes/familles locales, au sein de partenariats associatifs, etc.) s'impose comme recommandation, ainsi que l'importance de liens avec l'extérieur et surtout avec le voisinage. Enfin, les pratiques de médiation linguistique avec l'aide d'anciens du centre, mais aussi des représentants des communautés immigrées, ou encore veiller à engager des intervenants parlant les langues des jeunes, sont parmi les pistes à renforcer.

Les résultats insistent sur l'importance des relations suffisantes en qualité et en quantité entre les jeunes et les «éducateurs», au sens large (coaches sportifs, certains tuteurs, parents d'accueil, enseignants, thérapeutes...). Ces personnes fonctionnent comme tuteurs de résilience, dont la confiance générée peut rejaillir sur de nouveaux contacts et faciliter, par exemple, l'acceptation de soins redoutés, une orientation avantageuse ou la compréhension d'une décision administrative non désirée, etc. Ces acteurs de liaison rendent possible la diffusion de la connaissance et de la confiance indispensables à l'action, ils en pilotent de multiples aspects, en assurent le suivi et l'évaluation. Ils sont aussi garants du sens, qu'il s'agisse de l'orientation du dossier de la demande de protection, de la scolarité, de l'hébergement, du choix des loisirs ou des soins psychomédicaux, etc. Les clubs ou les associations, en tant que tels, peuvent aussi jouer un rôle dans la construction d'une posture de résilience par les jeunes. Ces structures peuvent offrir à leurs usagers un contexte d'opportunités et de liens, un canal de diffusion d'informations, des possibilités de soutien et de confrontation aux réalités sociales. Aussi, l'observation plaide en faveur d'une multiplicité de personnes et de contextes diversifiés, proches et accessibles pour les jeunes, y compris d'un point

de vue linguistique. Cette pluralité offre à chacun la probabilité de trouver matière à accrochage, afin de permettre l'épanouissement de liens qui guérissent et font grandir. ▲

### Pour en savoir plus :

Altay Manço, Danièle Crutzen et Leila Scheurette, «Pratiques socio-éducatives et sportives comme facteur de résilience : leçons pour une politique d'inclusion de mineurs étrangers non accompagnés », *Étude de l'IRFAM*, 2022.



#### Pratiques socio-éducatives et sportives comme facteur de résilience :

leçons pour une politique d'inclusion de  
mineurs étrangers non accompagnés

Altay Manço, Danièle Crutzen et Leila Scheurette

ÉTUDE 2022



## Bibliographie

- Anaut M. (2002), «Trauma, vulnérabilité et résilience en protection de l'enfance», *Connexions*, v. 77 n° 1, p. 101-118.
- Baubet T. et Moro M. (2013), *Psychopathologie transculturelle*, Paris : Elsevier Masson.
- Braito I., Rudd T., Buyuktaskin D., Mohammad A., Caoimhe G. et Mulligan A. (2021) « Review: systematic review of effectiveness of art psychotherapy in children with mental health disorders », *Irish Journal of Medical Science*.
- Ciprut M.-A. (2007), *Migration, blessure psychique et somatisation*, Genève : éditions Médecine et Hygiène.
- Clapp L. A., Taylor E. P., Di Folco S. et Mackinnon V. L. (2019), « Effectiveness of art therapy with pediatric populations affected by medical health conditions : a systematic review », *Arts & Health*, v. 11, n° 3, p. 183-201.
- Cohen-Emerique M. (2011), *Pour une approche interculturelle en travail social. Théories et pratiques*, Rennes : Presses de l'École des Hautes Etudes en Santé Publique.
- Curtis P., Thompson J. et Fairbrother H. (2018), « Migrant children within Europe : a systematic review of children's perspectives on their health experiences », *Public Health*, v. 158, n° 5, p. 71-85.
- Cyrułnik B. (2014), *Les âmes blessées*, Paris : Jacob.
- Devries M. (2019), « Enfants migrants : réalités migratoires et enjeux de l'accueil », *Diversités et Citoyennetés*, n° 54, p. 18-24.
- Elghezouani A. (2016), « Souffrances psychiques et syndromes psychotraumatiques chez les migrant(e)s : éléments pour un nouveau paradigme ». Snoeck L. et Manço A. (coord.), *Soigner l'autre en contexte interculturel*, Paris : L'Harmattan.
- Furtos J. (2005), « La clinique psychosociale au regard de la souffrance psychique contemporaine », Joubert M. et Louzoun C. (coord.), *Répondre à la souffrance sociale*, Toulouse : Érès.
- Graz B., Plancherel F., Gervasoni J. et Hofner M. (2009), « La "bientraitance", une exploration du concept et essai d'utilisation en santé publique. Une expérience à Fribourg (Suisse) », *Santé publique*, v. 21 n° 1, p. 89-99.
- Jamouille P. (2011), « Adolescents en exil », *Nouvelle revue de psychologie*, v. 12 n° 2, p. 36-82.

- Keating L.E., Becker S., Mc Cabe K., Whattam J., Garrick L., Frey B. N., Sassi R. B. et Mc Kinnon M. C. (2019), « Impact of a structured, group-based running programme on clinical, cognitive and social function in youth and adults with complex mood disorders: a 12-week pilot study », *BMJ Open Sport Exerc. Med.*, v. 21, n° 5(1), p. 521.
- La Pointe M. et Jourdan-Ionescu C. (2018), « Le récit narratif : un outil de résilience assistée pour les jeunes migrants », Jourdan-Ionescu C., Ionescu S., Kimessoukié-Omolomo É. et Julien-Gauthier F. (Coord.), *Résilience et culture, culture de la résilience*, Québec : Livres en ligne du CRIRES, p. 226-231.
- Leem Y. H., Jang J. H., Park J. S. et Kim H. S. (2019), « Exercise exerts an anxiolytic effect against repeated restraint stress through 5-HT2A-mediated suppression of the adenosine A2A receptor in the basolateral amygdala », *Psychoneuroendocrinology*, v. 108, n° 10, p. 182-189.
- Liénart C. (2015), « Ateliers de Yoga pour mineurs étrangers non accompagnés », *Diversités et citoyennetés*, n° 40-41, p. 13-15.
- Manço A., Petit S. et Born M. (2006), « La santé psychique et psychosociale des enfants et de leur famille », Born M., Deccache A., Desmet H., Humblet P. et Pourtois J. (sous la dir.), *Recomposer sa vie ailleurs. Recherche-action auprès des familles primo-arrivantes*, Paris : L'Harmattan, p. 15-30.
- Martin E., Renard F., Levie K., Steyaert M. et Deccache A. (2006), « Comment favoriser la résilience de l'enfant et l'adolescent migrants primo-arrivants dans le cadre scolaire », Born M., Deccache A., Desmet H., Humblet P. et Pourtois J. (sous la dir.), *Recomposer sa vie ailleurs. Recherche-action auprès des familles primo-arrivantes*, Paris : L'Harmattan, p. 147-184.
- Meynckens-Fourez M., Vander Borghet C. et Kinoo P. (dir.) (2011), *Éduquer et soigner en équipe*, Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur.
- Morela E., Hatzigeorgiadis A., Kouli O., Elbe A-M. et Sanchez X. (2013), « Team cohesion and ethnic-cultural identity in adolescent migrant athletes », *International Journal of Intercultural Relations*, v. 37, n° 5, p. 643-647.
- Mouhica A. (2017), « Symptômes dissociatifs et psychotiques dans le trouble de stress post-traumatique : revue de la littérature et illustration dans une situation spécifique, les populations migrantes », *Thèse en médecine humaine et pathologies*, Université de Bordeaux.
- Omar A. (2015), « L'état de stress post-traumatique chez des enfants et des adolescents syriens réfugiés au Liban », *Le journal des psychologues*, v. 322 n° 10, p. 20-35.
- Prévinaire G. et Stas J. (2020), *Quel est l'impact d'une formation sportive sur l'intégration sociale et l'empowerment de MENA en Belgique ?*, Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain.
- Renard F., Martin E., Abeloos D. et Deccache A. (2006), « Comment sauvegarder le capital santé des enfants et des adolescents primo-arrivants en médecin scolaire », Born M., Deccache A., Desmet H., Humblet P. et Pourtois J. (sous la dir.), *Recomposer sa vie ailleurs. Recherche-action auprès des familles primo-arrivantes*, Paris : L'Harmattan, p. 31-50.
- Rizzi A. (2015), « Importance des productions des enfants en clinique transculturelle »,  *carnets PSY*, v. 188 n° 3, p. 27-30.
- Schuch F. B., Stubbs B., Meyer J., Heissel A., Zech P., Vancampfort D., Rosenbaum S., Deenik J., Firth J., Ward P. B., Carvalho A. F. et Hiles S. A. (2019), « Physical activity protects from incident anxiety : A meta-analysis of prospective cohort studies », *Depress Anxiety*, v. 36, n° 9, p. 846-858.
- Szikra D., Radjack R., Kokou-Kpolou K., Baubet T. et Moro M. (2019), « Traumatismes migratoires chez les mineurs non accompagnés en Afrique. Analyse des facteurs de vulnérabilité et d'adaptation », *L'information psychiatrique*, v. 95, n° 8, p. 619-626.
- Thomson M. S., Chaze F., George U., et Guruge S. (2015), « Improving immigrant populations' access to mental health services in Canada : a review of barriers and recommendations », *Journal of immigrant and minority health*, v. 17, n° 6, p. 1895-1905.
- Tovmassian L. T (2016), « De l'exil à la reconnaissance : entre traumatisme et tendresse », Snoeck L. et Manço A. (coord.), *Soigner l'autre dans un contexte interculturel*. Paris : L'Harmattan, p. 105-113.
- Unterhitzenberg J., Eberle-Sejari R., Rassenhofer M., Sukale T., Rosner R. et Goldbeck L. (2015), « Trauma-focused cognitive behavioral therapy with unaccompanied refugee minors: a case series », *BMC Psychiatry*, v. 15 n° 260, p. 645-654
- Van Rillaer J. (2011), « L'impact psychologique des traumatismes et son traitement », *Sciences et pseudosciences*, n° 294, p. 6-18.
- Wattel I. (2020), « Portrait des conséquences associées aux maltraitements infantiles intrafamiliaux à partir d'une recension d'écrits scientifiques », *Psycause : Revue scientifique étudiante de l'École de psychologie de l'Université Laval*, v. 10, n° 1, p. 28-44.

# « Métissages » dans les Ardennes :

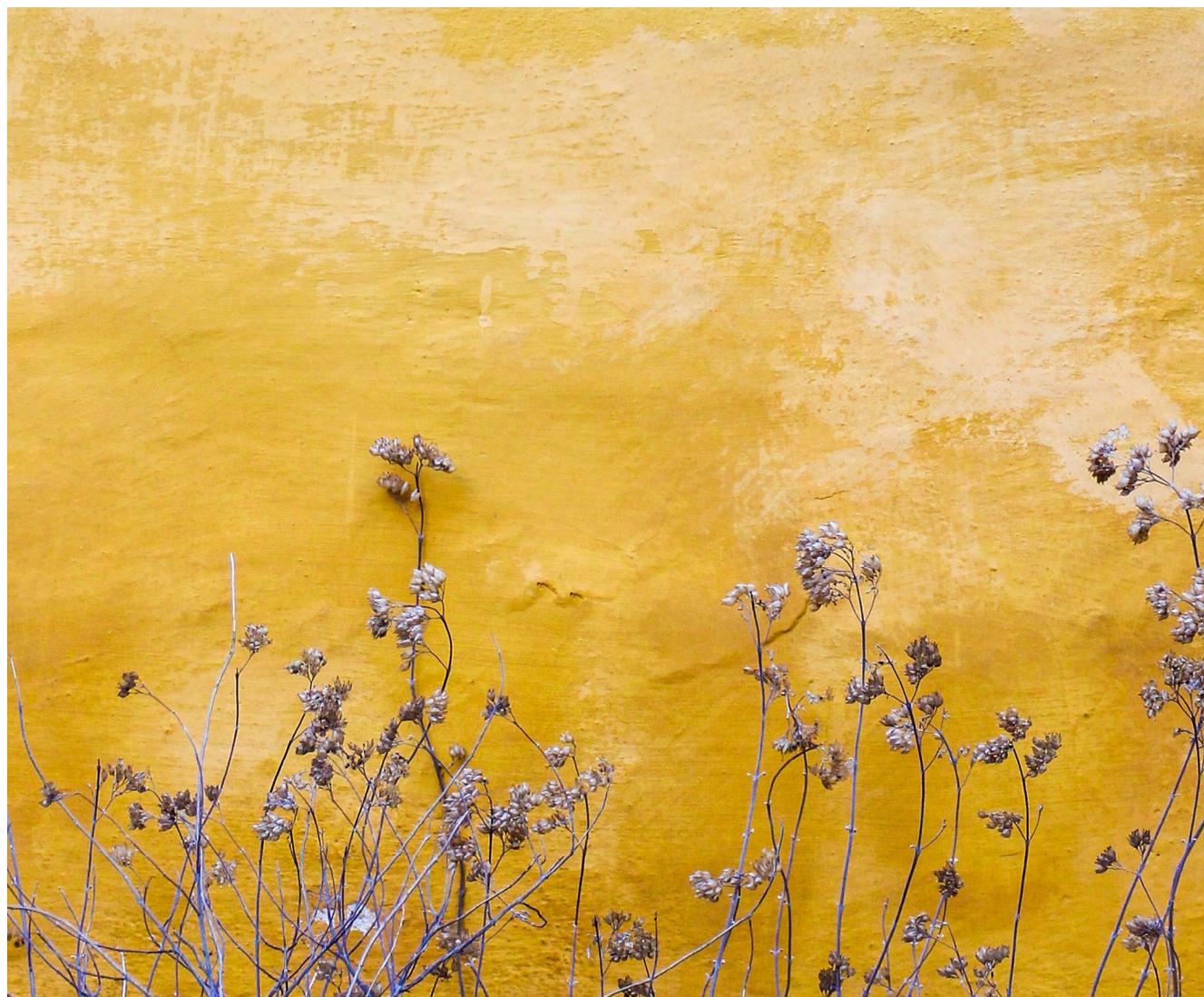
## réflexion sur les conditions d'une rencontre authentique

Lucie **Antoniol**

**L**e projet Métissages est une expérience de rencontres autour d'ateliers artistiques entre des personnes de différents horizons : jeunes, retraités, demandeurs d'asile, artistes, animateurs, voisins. La philosophe Lucie Antoniol partage son point de vue sur ce qui fait « rencontre », sur les obstacles et les enjeux autour de ces « face à face » improbables. Les considérations de l'auteure interrogent le rôle de l'art et des animateurs-artistes face aux enjeux de notre monde.

### « L'Atelier » : catalyseur de rencontres improbables

Le projet *Métissages* fut porté en 2015 par l'ASBL *L'Atelier*, un centre d'expression et de créativité situé sur la commune de Rendeux. Son objectif est l'exploration des modalités d'un véritable dialogue et d'échanges interculturels entre les différents publics cibles de L'Atelier, en particulier entre les résidents des centres d'accueil de demandeurs d'asile, souvent jeunes, et la population de trois communes : Rendeux, Manhay et Erezée. *Comment créer (ou renouer) la confiance entre personnes issues d'horizons très variés, à travers des activités artistiques et festives ?*



La démarche de L'Atelier consiste, depuis longtemps, à remettre de l'humain et de la rencontre authentique, là où, bien souvent, il n'y a que du fonctionnel et des rôles professionnels qui se croisent. Les artistes-animateurs qui y interviennent ne se voient pas comme des artisans apportant, à différents lieux, un supplément d'âme et des animations ponctuelles. Leur but est de créer un espace de réflexion qui constitue un prétexte à des rencontres possibles, mais autrement improbables. L'Atelier sert ainsi directement et indirectement de catalyseur de rencontres. Il facilite la préparation d'activités portées par des groupements du terrain.

Cette méthodologie implique de faire confiance aux groupes et interlocuteurs locaux pour mobiliser leurs forces vives. La confiance accordée porte en elle des dangers inhérents : jusqu'où peut-on faire confiance, sans tout tolérer aveuglément, et surtout sans dénaturer l'idée originale de ces festivités, ouvertes à la fois sur le passé et l'avenir, l'ici et l'ailleurs, et brassant différents publics, tout en reposant sur la participation bénévole de plusieurs associations, parfois en tension, et sur celle d'intervenants locaux ?

Différentes actions à Rendeux, Manhay, Erezée ont nourri le projet *Métissages* : des « vannières » et des demandeurs d'asile ont entrepris d'explorer et de collaborer à des constructions en saule vivant, des stages de ferronnerie et vannerie monumentale ont réuni des demandeurs d'asile et des voisins, des soirées de rencontres autour du chant, de la danse et de l'expression orale, des « Chinoiseries » proposant des voyages virtuels en Asie. L'inauguration festive de la sculpture à l'entrée du centre de demandeurs d'asile à Rendeux a été l'occasion d'une rencontre entre les résidents, des visiteurs extérieurs, et la popu-

lation locale du voisinage. À chaque fois, ces actions avaient la volonté de rassembler des personnes d'horizons divers : demandeurs d'asile, riverains, mineurs non accompagnés, personnes âgées, animateurs et animatrices de centres...

## État critique des lieux : acteurs du paysage socioculturel local

Comment s'intègre l'artiste-animateur dans le tissu social des communes de Manhay, Rendeux et Erezée ? Il s'agit d'un véritable parcours du combattant. Différents obstacles aux métissages de publics se rencontrent et parfois, là même où l'on s'y attendrait le moins.

Conditionnés par leur formation professionnelle, de façon consciente ou non, certains travailleurs sociaux fonctionnent comme l'enveloppe paternaliste des « publics fragilisés ». Ceux-ci ont souvent une attitude de bons gestionnaires par rapport à leurs « clients ». Leur connaissance de première ligne des publics avec lesquels ils travaillent habituellement fait écran à toute démarche originale d'intervenants artistiques et culturels extérieurs. À charge de l'intervenant extérieur de reformater son animation afin que celle-ci puisse intégrer le moule convenu des travailleurs sociaux et leur agenda. Ainsi, le travailleur social est aussi bien paternaliste vis-à-vis des publics cibles que vis-à-vis de ses partenaires de L'Atelier.

Dans les centres d'accueil de demandeurs d'asile, le personnel encadrant est en surcharge. États d'urgence, employés accablés de tâches administratives, slalomant entre des heures de congés à reprendre et une durée rétrécissante des moments dédiés à

l'animation : les centres d'accueil de la Croix-Rouge travaillent sous un régime de flux tendu, craignant toujours d'être en sureffectif. Le résultat est un personnel pour moitié démotivé, émotionnellement épuisé et constamment au bord du burnout.

Si l'on se penche sur le système scolaire, loin de tenir uniquement aux présumés vices et vertus du personnel enseignant, la perpétuation des inégalités sociales est liée — telle est l'hypothèse de sociologues comme Pierre Bourdieu — à l'institution elle-même, véritable organe de reproduction de schémas mentaux (Eribon, 2009). Selon ces schémas, l'accent n'est souvent mis que sur les performances et les résultats individuels évaluables et pas assez sur les processus et les apprentissages ni sur le plaisir de l'effort et des obstacles surmontés. La difficulté d'aller à l'encontre de cela et d'éveiller tous les élèves à une dimension artistique aussi bien individuelle que participative et collective en est d'autant accrue.

Enfin, au niveau associatif, on retrouve des structures qui se débattent parfois avec une conception étriquée et procédurale de l'éducation permanente. Un véritable formatage qui laisse peu de place à l'intuition ou au plaisir et aucune à l'improvisation. Sans parler des budgets minuscules et à court terme avec lesquels il leur faut composer. Les associations sans but lucratif sont toutes concurrentes comme autant de chiens autour d'un petit os. Elles sont le plus souvent en sous-effectif et les quelques chargés de projet se partagent des territoires gigantesques. Ces derniers sont conduits à faire vite et mal ce que leur enthousiasme de départ aurait voulu faire bien et en profondeur.

## Obstacles institutionnels et positionnements individuels qui compliquent les rencontres

Ces obstacles institutionnels font que la rencontre, tant recherchée, se transforme en une violence systémique. La fonction professionnelle fait écran à un échange humain authentique et, en conséquence, crée paradoxalement plus de marginalisation et de stigmatisation, alors que les objectifs invoqués sont toujours ceux de l'émancipation et du respect mutuel. La démarche des animateurs de L'Atelier se veut toute différente, prônant une attitude ouverte qui permette le contact de personne à personne. Le face-à-face avec les quatre figures typiques — quelque peu caricaturales — de l'environnement de travail mentionné ci-dessus se passe à la façon d'un bal de hérissons : très prudemment. À cela s'ajoute un grand public — par moment présent dans une optique consumériste et interpellant les projets artistiques avec une certaine conception de la gestion des biens publics, en s'offusquant des dépenses de « *nos taxes qui servent à faire de l'art avec les réfugiés* ».

### Le difficile positionnement des artistes-animateurs

La question de l'utilisation et de l'utilité des réseaux sociaux dans la promotion des actions que proposent les artistes-animateurs, par exemple, est source de tension. Les artistes-animateurs, ainsi que le reste du personnel, posent sur les nouveaux médias et sur les réseaux sociaux un regard empreint de méfiance et d'une forme de dégoût « *antiGoogle* ». Si Facebook n'est qu'une vaste cour de récréation

virtuelle, c'est pourtant là que se trouvent les élèves que nous avons pour mission de faire s'intéresser aux cours d'expression artistique. Les réseaux sociaux restent ainsi d'excellents outils de communication et de diffusion. Cependant, les artistes expriment le fait qu'ils souhaitent séparer nettement, sur les réseaux sociaux, leur activité d'animateur de leur identité d'artiste. Nous pourrions dire qu'il s'agit ici d'une *fonctionnarisation* des animateurs du centre d'expression et de créativité, c'est-à-dire exactement ce que l'équipe reproche volontiers à ses partenaires prestataires de services sociaux ou culturels, et ce qui a été identifié ici comme faisant obstacle à des rencontres authentiques entre personnes. Comme le travailleur social, l'artiste-animateur n'échappe pas au paradoxe où le place le fait que son activité professionnelle (en tout cas la partie animation artistique) est subsidiée par les pouvoirs publics. Cette dépendance financière induit une forme d'instrumentalisation de l'art (Belfiore et Bennett, 2010), qui peut déplaire aux artistes qui revendiquent l'autonomie de leur démarche.

### L'art est-il essentiel à l'être humain ?

Si les arts ont une importance en eux-mêmes, sans qu'ils aient besoin d'être utiles à la société, soit économiquement soit comme outils de transformations sociales, alors il devient urgent pour l'artiste d'isoler une partie de son activité artistique pure, de l'autre, contaminée par des considérations d'utilité publique, éducative, thérapeutique avec lesquelles il ne s'identifie pas nécessairement, mais qu'il doit souligner dans le montage d'une réponse à un appel à projets. C'est une question à débattre pour les pouvoirs publics, pour les publics et pour les artistes : *pourquoi et en quoi l'art est-il important et essentiel à l'être humain ?*

Même quand les retours sur ces investissements ne sont pas quantifiables, même quand les publics concernés ne semblent pas y accrocher, même quand sa pertinence sociale peine à être démontrée, l'art n'est-il pas ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue ? Ce tableau bien sombre, dont nous avons progressivement pris conscience sur le terrain, peut constituer un terreau propice à des radicalisations en tout genre : banalisation du discours d'extrême droite, catholicisme fondamentaliste ou traditionaliste, islam radical et politisé...

*Que peuvent faire les animateurs artistiques d'un centre d'expression et de créativité face à cette situation ? Quel est le rôle de l'art dans ce contexte ?* Laisser s'exprimer à travers l'activité artistique les souffrances de jeunes déboussolés, un vécu désorienté et douloureux auquel ils ne peuvent rien changer. Faut-il tenter, comme le font les artistes dans leur propre démarche d'appréhension du monde, d'y créer une forme, de laisser surgir de l'ordre de ce chaos, de faire sens ? Ou bien le rôle de l'artiste au sein d'un centre est-il seulement de servir de soupape de sécurité au système, sans rien y changer ? Nos musées regorgent d'œuvres où la violence systémique contre les femmes ou les personnes racisées, la violence douce et calme de l'ordre établi, s'exprime en toute splendeur et en toute impunité.

## Transmission et dialogue

### Transmission de savoir-faire et identités de classe

S'il est dans la nature même du travail artistique en centre d'expression et de créativité d'être dans la marge de la société, d'en questionner et d'en subvertir les données, qu'est ce qui est mis en place par les autorités publiques pour permettre et encourager cette forme de pensée et d'activité expérimentale? Les goûts et les choix culturels nous distinguent en même temps qu'ils réunissent les gens. Par exemple, un jeune réfugié palestinien passionné d'informatique et de high-tech qui participe à l'un des stages de vannerie nous dit qu'au fond, il ne comprend pas pourquoi nous prenons plaisir à faire de la vannerie : «*Si vous avez besoin d'un panier, et bien, ça ne coûte pas cher, et on en fait de très bons en plastique*». Qu'est-ce que nous trouvons à apprendre des techniques ancestrales? Mais pour de bonnes bourgeoises d'ici, le chic, c'est justement de redécouvrir les savoir-faire antiques ou ethniques. Rencontre et métissage veulent aussi dire confrontation et désaccords. Ces derniers nous renvoient à nos identités de classe, de race, à des considérations qui mettent en évidence les notions de civilisation et de colonisation. *Comment entamer ou favoriser un processus de transformation de la situation sociale ardennaise dans le cadre d'un travail «interculturel»?* Au-delà des clivages existants de part et d'autre, le souhait commun est de voir advenir les conditions d'une *évolution intégrative* dans un processus de généralisation des valeurs partagées par les différents acteurs aux enjeux complémentaires.

### Culture de l'évitement

Le conflit, issu de la pluralité d'enjeux et d'intérêts, est inhérent à la notion de démocratie. L'évitement du conflit ou le refus d'entrer en confrontation verbale, l'absence d'une culture du dialogue relèvent tous d'un désir de domination sans discussion. C'est de ce dernier que nous devrions nous méfier et la généralisation sur notre territoire ardennais de la culture de l'évitement (évitement du conflit et évitement de l'étranger) devrait faire l'objet de signaux d'alarme fréquents. Comme l'écrit le philosophe allemand d'origine coréenne Byung-Chul Han (2020) : «*La culture actuelle de la performance et de l'optimisation ne nous permet pas de gérer et de digérer des conflits, un processus qui prend du temps. (Elle) ne connaît que deux états : ça fonctionne ou ça échoue. Elle ressemble en cela aux états d'une machine : les machines ne connaissent pas non plus les conflits. Soit elles fonctionnent correctement, soit elles sont cassées*». Cette métaphore binaire ne rend évidemment pas compte de la complexité de la vie sociale. Peut-être pourrions-nous apprendre de ce qui se fait avec succès ailleurs et adapter ici les méthodes de réconciliations et de résolution de conflits qui conviendraient le mieux aux besoins de notre terroir?

### Dérives communautaires

Les «migrants» en Ardennes ont des profils divers : des expatriés riches, des expatriés d'amour, des personnes métissées nées de ces mariages, des enfants adoptés à l'internationale, des immigrés de première, deuxième et troisième générations, des réfugiés économiques, politiques et climatiques, des enfants, des jeunes, des adultes, des hommes et des femmes... et cette liste n'est pas exhaustive. Il n'existe pas de «communauté turque» ni marocaine en

Belgique, pas plus qu'il n'y a de communauté afghane ou irakienne ou syrienne. Les «envahisseurs hollandais» ou les «entrepreneurs flamands» des villages ardennais relèvent aussi du mythe communautaire, rien ne les unifie. Il est important de comprendre, dès le départ, les dangers de la communauté et de son identité culturelle.

La notion de communauté est-elle toujours une ressource ? N'est-elle pas parfois prescriptive? Excluant celui qui est différent, autant qu'elle inclut celui qui se conforme. Au lieu de nous crispier sur ce que nous sommes et ce qui définit notre identité, nous devons porter notre attention sur les notions plus évolutives de processus et de devenir. Penser en termes du devenir d'une société et d'évolution devrait nous éviter les écueils identitaires de part et d'autre des groupes en conflit. Dans une ontologie du processus, c'est le devenir (lent et inexorable) qui est à la base du réel. L'identité n'y est pas donnée une fois pour toutes, dès le départ, mais se construit sur la durée, à travers l'exploration de potentialités et sous la conduite de valeurs qui font le devenir d'un individu ou des différents groupes auxquels il appartient.

## En conclusion : l'expérience de *L'Atelier fabuleux*

Officiellement, je suis manhaydoise depuis dix ans. Ça veut dire que je ne suis pas d'ici et que je viens d'ailleurs. C'est un sentiment que je connais depuis l'enfance : issue de l'immigration italienne, mes ancêtres ne sont pas non plus d'ici, mais d'ailleurs. Mon identité linguistique et culturelle a toujours été au moins double et transitoire, non permanente. L'idée d'une identité simple et unique, liée à un territoire ou un terroir particulier est mystérieuse et problématique pour moi. *Comment peut-on s'identifier à un territoire ? Quel intérêt peut-il y avoir à clôturer son terrain identitaire ? Est-ce que nous ne sommes pas tous uniquement de passage, sur la planète Terre ?* Or, il est possible d'être sur le même territoire géographique sans se rencontrer. La rencontre demande un effort, une ouverture, une prise de risque et du temps. Elle demande aussi une prise de conscience d'une absence, d'un vide en soi, où l'autre peut prendre une place, temporairement.

Mes contacts avec L'Atelier pour lequel j'effectue depuis quelques années des animations ponctuelles m'ont permis de participer à la genèse d'un projet commun dénommé *L'Atelier fabuleux*, en partenariat avec le centre d'accueil des demandeurs d'asile de Manhay.

Lors de cet « Atelier fabuleux », des activités artistiques ont été l'opportunité et le cadre facilitant des rencontres humaines. Ce dont j'ai fait l'expérience, c'est avant tout d'un sentiment de lâcher-prise : l'activité artistique permet une expression de soi sans jugement, sans prétention. Simplement, de se laisser

dire qui l'on est, ce qu'on aime, autrement que par des mots. Je dessinais mes moutons, les collines de mon village, tandis qu'à côté de moi une autre personne dessinait les contours du lointain village qu'elle avait quitté. Je me souviens d'avoir été frappée par le contraste entre les dessins d'arbres. Je recopiais un palmier et lui donnais un sapin comme compagnon : du palmier au sapin, ça fait loin.

Le groupe des demandeurs d'asile représentait un éventail de nationalités, en majorité des hommes, mais aussi quelques participantes. Les différences de langues sont bien sûr une difficulté, au premier abord, mais aussi une opportunité : elles permettent de ralentir. Trouver les points communs entre les personnes. Le rapport à la nature, aux éléments (eau, feu, bois, air, métal), aux artefacts (outils, objets usuels), aux animaux, le soin des enfants : toutes ces petites choses universelles qui nous relient. Nous sommes tous dans le même bateau, le vaisseau spatial Terre. Je me lance dans l'aventure, sans réfléchir. Seulement être là, participer, côtoyer les autres, les regarder, sourire, regarder leurs dessins, rire ensemble. Et puis partager un repas de midi. Au début, il faut simplement se donner le temps d'établir la relation, de savoir qui parle quelle langue, qui comprend quoi. On apprend mutuellement des mots polis dans toutes les langues : « Merci », « Bonjour ».

Trois ateliers ont lieu dans cette énergie ludique, dans la cuisine du local, un ancien presbytère, des petits festins sont improvisés à midi. Il nous faut conjurer les peurs que tout ce qui est étranger inspire. La « *cabanutte* » que nous avons construite ensemble est démontée, transportée et reconstruite. Elle sera exposée pendant deux semaines dans l'église Saint-Nicolas de La Roche-en-Ardenne à l'occasion

des fêtes de Noël. L'équipe qui l'a construite participe à des carrefours de rencontre avec les paroissiens, toutes religions confondues. Abu prépare et sert un thé à la menthe. De carrefours de dialogue, il revient ravi, heureux d'avoir été écouté, pour une fois. Non seulement écouté, mais regardé comme un être humain, et non comme un étranger ou un membre d'une ethnie minoritaire à exterminer, comme dans le pays qu'il a dû fuir. J'assiste à la messe assise à côté de mon ami palestinien Bilal. Il me glisse à l'oreille : « *Mais pourquoi le prêtre répète-t-il le nom de la ville, Jérusalem ?* » Je lui réponds que pour les catholiques, Jérusalem est aussi une ville sainte. C'est la première fois que Bilal met les pieds dans une église. Il trouve cela intéressant. *Nos espaces de vie sont-ils un tout petit peu métissés ?* — Je l'espère. ▲

## Bibliographie

- Eribon D. (2009), *Retour à Reims*, Paris : Fayard.
- Belfiore E. et Bennett O. (2010), *The Social Impact of the Arts. An Intellectual History*, Palgrave : Macmillan.
- Byung-Chul Han (2020), *L'expulsion de l'autre*, Paris : PUF.

# L'accueil d'enfants de parents immigrés :

## *Effets sur l'accès à l'emploi et l'égalité hommes/femmes*

Marie **Hugret** et Altay **Manço**

**L**es données du Centre fédéral belge Myria (2019) montrent une augmentation des migrations en provenance de l'est de l'Europe, du Moyen-Orient, ainsi que de l'Afghanistan. Un accroissement des déplacements de femmes et d'enfants est également observé, et ce dernier ne peut que se confirmer au vu des derniers événements en Ukraine, notamment. La présente analyse a pour objectif d'identifier dans quelques pays de l'UE, et singulièrement en Belgique, des dispositifs exemplaires d'accueil d'enfants de parents immigrés (originaires de pays hors UE), dans l'objectif particulier d'aider ces derniers à se former, à s'insérer et à se maintenir sur le marché de l'emploi du pays d'installation. Au demeurant, ces dispositifs s'avèrent être rares. Il s'agit également d'évaluer si ces structures répondent — et dans quelle mesure — aux besoins spécifiques desdits parents.

### Mères monoparentales en recherche d'emploi : l'enjeu de la garde des enfants

Les mères célibataires sont une réalité de plus en plus présente : en 2011, 5 % des femmes européennes étaient des mamans solos. Actuellement, en France,



par exemple, les familles monoparentales représentent près d'un ménage sur quatre, parmi lesquels huit sur dix sont composés d'une femme et d'un ou de plusieurs enfants. L'Europe et la Belgique ont mis en place des mesures afin de soutenir cette population : elle bénéficie, entre autres, d'une aide au logement et d'allègements fiscaux. Toutefois, ces soutiens ne permettent pas de compenser les discriminations dont les mères monoparentales sont victimes, notamment, sur le marché de l'emploi. Les familles monoparentales ne peuvent, en général, compter que sur

un des deux parents pour la garde des enfants, et les ressources économiques du foyer ne reposent, dans la majorité des cas, que sur les revenus de la même personne (Boyer et Villaume, 2016). Certes, depuis peu, la France a mis en place 300 crèches à vocation d'insertion professionnelle. Ces crèches permettent aux parents demandeurs d'emploi de bénéficier d'un mode de garde adapté pour leurs enfants et d'un accompagnement personnalisé en vue de leur intégration sur le marché du travail. Ce dispositif favorise l'égalité entre les femmes et les hommes, et facilite

l'emploi des femmes seules avec enfants. Au moins 20 % de l'effectif de ces crèches doivent être réservés à ce public. Adossées à des structures d'insertion qui mettent en place un accompagnement individualisé, ces crèches s'engagent à adapter l'accueil aux besoins des parents concernés (accueil en urgence, horaires atypiques...) et à pérenniser la solution d'accueil si les parents ont trouvé un emploi. L'évaluation des crèches de ce type montre que 90 % des parents accompagnés trouvent un travail dans les cinq mois.

## La difficile conciliation des horaires de travail et de crèches

Le cumul du statut de famille monoparentale et de la condition de famille issue de l'immigration influence négativement les conditions de vie de ces ménages, particulièrement en ce qu'il complique la garde des enfants en bas âge. Une recherche néerlandaise montre que l'immigration augmente la probabilité de séparation de couples et met en particulier les mères de famille face au fait de devoir élever leurs enfants seules (Eremenko et de Valk, 2016). Les familles immigrées sont souvent dans une situation socio-économique et administrative précaire lors de leur arrivée sur le territoire du pays d'installation, en plus elles subissent des discriminations durant leur recherche d'emploi et de logement (Lechevalier et coll., 2022). Afin de faciliter l'intégration des familles (monoparentales) immigrées, il semble nécessaire de réfléchir à la mise en place de structures d'accueil d'enfants en bas âge adaptées à leurs besoins spécifiques (Eremenko et coll., 2017). En effet, les travailleurs migrants, hommes et femmes, en particulier peu qualifiés et présents dans le pays d'installation

depuis peu de temps, se voient souvent proposer des emplois dans des secteurs en pénurie de main-d'œuvre comme l'entretien ou les soins aux personnes qui fonctionnent selon un horaire différent de celui de la plupart des crèches. Ce qui revient à signer — et ce n'est pas le moindre des paradoxes — l'exclusion de fait des travailleuses migrantes du «*care*» des politiques de «*care*»... (Merla et Degavre, 2016). Aussi, en plus d'une adaptation des horaires, la présence d'interprètes sociaux ou de médiateurs interculturels dans ces structures de garde, ainsi que l'offre d'activités permettant aux familles immigrées de faire le lien entre leur ancien et nouvel environnement, serait de nature à les doter de ressources en termes de parentalité (Petit et Serves, 2019).

Or, selon Biegel et coll. (2021), les familles immigrées primo-arrivantes originaires de pays hors UE (en particulier en provenance de l'Europe de l'Est et du Maghreb) utilisent, en Belgique, moins les systèmes de garde de type formel (crèche, halte-garderie) que les familles européennes natives, entre autres pour des raisons financières. Les emplois précaires et intermittents ont, du reste, des horaires aléatoires : il est donc difficile de prévoir quand les parents auront besoin de confier leurs enfants. Ces résultats confirment le lien difficile entre travail ou formation, d'une part, et garde d'enfants, d'autre part, ainsi que la difficulté de trouver des structures adaptées aux besoins des personnes ayant un emploi avec des horaires variables et/ou atypiques (Thierry et coll., 2018).

## Structures d'accueil des enfants et soutien aux parents immigrés chercheurs d'emploi

Nous nous penchons ici sur l'étude de seize structures d'accueil implantées dans des pays francophones (Belgique, France, Suisse et Luxembourg) et qui rencontrent les axes de la recherche : accueil de l'enfance, familles migrantes, accès à l'emploi.

### Les centres sociaux avec une crèche intégrée

Les centres sociaux sont, en France, des équipements de proximité et des espaces de vie sociale agréés par la Caisse d'allocations familiales (Gangneux, 2020). Ils ont comme finalité l'inclusion et la cohésion sociale et la question de l'accueil de l'enfant n'est pas toujours centrale. La présence de structures d'accueil de la petite enfance logées au sein des centres sociaux dépend des choix des responsables qui gèrent ces centres et de la lecture qu'ils font des besoins des publics habituels de ces structures. Il existe à Paris plusieurs structures de ce type, notamment La Clairière, dont la fonction est de répondre aux besoins d'intégration et d'insertion. Ce centre plus que centenaire a subi de nombreuses évolutions, notamment l'aménagement d'une crèche/halte-garderie, bien que le nombre de places reste limité. Un autre centre social identifié est le centre socioculturel d'Endoume à Marseille qui possède une crèche qui peut accueillir les enfants de manière régulière ou occasionnelle, mais là encore la plage horaire est standard et ne correspond pas aux besoins des parents ayant un travail de nuit.

## Les structures d'accueil dédiées aux familles immigrées

Il existe dans pratiquement l'ensemble des pays impliqués par l'observation, des structures d'accueil spécifiquement dédiées à la prise en charge d'enfants issus de familles immigrées. Ces structures, peu nombreuses, ne couvrent pas l'ensemble des territoires et sont l'initiative d'associations disposant peu de fonds publics et donc développant une offre limitée, vite saturée par rapport à l'ampleur de la demande. Leur priorité est l'accueil des enfants de familles immigrées ou en difficulté. Le personnel de ces initiatives, pour une part bénévole, est peu stable, pas toujours qualifié, et souffre parfois de difficultés de communication avec les familles dont il ne maîtrise pas la langue. Souvent peu structurées, ces associations communiquent peu sur leurs pratiques, bien que des exceptions existent comme l'association La Bobine, à Liège, née dans un quartier populaire, en 1992. C'est une association laïque qui a pour but de favoriser l'intégration harmonieuse des familles d'origine étrangère avec de jeunes enfants. Elle a créé, pour ce faire, un espace interculturel d'échanges, d'informations, d'actions et de formations. La Bobine s'adresse aux femmes qui, dans le processus d'immigration, sont fragilisées et amputées de leur fonction économique, sociale et relationnelle. L'association accueille leurs jeunes enfants, car «*la réussite scolaire se construit dès le plus jeune âge*». De par son expertise, l'association est un lieu-ressource souvent consulté dans sa région pour des questions relevant de l'accueil des enfants issus de l'immigration et contribue au développement d'autres structures travaillant dans son champ, comme la jeune initiative Parents en exil. Toutefois, la réponse aux besoins de garde y est forcément ponctuelle, un problème

auquel La Bobine tente de répondre par une intervention en réseau, en partenariat avec, notamment, des crèches communales.

La crèche «Les P'tits Bouts du Monde» liée à l'association Form'Anim est une structure d'accueil pour personnes primo-arrivantes, se situant à Seraing, dans un quartier défavorisé. Elle propose d'accueillir les enfants pendant que leurs parents bénéficient d'autres services qu'offre l'organisme, comme l'aide à l'insertion sociale et professionnelle. Une attention particulière est accordée aux mères élevant seules leurs enfants.

Un autre exemple pour familles immigrées concerne la halte-garderie du centre d'accueil de réfugiés de la Croix-Rouge à Yvoir, en Wallonie<sup>1</sup>. Dans ce centre, une halte-garderie (crèche au mode de fonctionnement flexible) a été créée, il y a plus de dix ans, pour permettre aux résidents d'y déposer leurs enfants durant les activités d'insertion qui les concernent (activités sociales au centre ou à l'extérieur, formation en langue, formation professionnelle, stages, bénévolat, recherche d'emploi, etc.). Par ailleurs, les demandeurs d'asile y trouvent l'occasion de se socialiser avec le fonctionnement et les règles d'une crèche. La halte-garderie offre également aux résidentes volontaires une possibilité de stage plus ou moins long, pour lequel elles sont rétribuées et qui leur permet de se former et de s'initier aux métiers de la puériculture. La halte-garderie est ouverte en semaine selon trois créneaux horaires. La halte-garderie se trouvant sur le lieu de vie des enfants, les normes de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) ne sont pas appliquées (mais deux inspec-

<sup>1</sup> Communication écrite d'Alice Butaye de la Haute école de la Province de Namur.

tions annuelles sont organisées par la Croix-Rouge de Belgique). Dans le cas contraire, les règles de l'ONE qui concernent le cadre de l'accueil et l'exigence d'un diplôme d'études secondaires et d'une formation professionnelle *ad hoc* pour toute accueillante auraient rendu peu probable la mise en œuvre de ce projet. Ces règles bien qu'utiles pour garantir un accueil de qualité aux enfants rendent, en revanche, irréalisables beaucoup d'initiatives de garde de jeunes enfants et compliquent, dans la même mesure, l'accès à une qualification aux mères, sans l'aide de proches pour la garde de leurs enfants.

## Les lieux de garde intégrés à un centre de formation

La prise en charge d'enfants au sein des structures intégrées aux centres de formation professionnelle s'apparente au fonctionnement des crèches d'entreprise ou des crèches à vocation d'insertion. Il est à noter que le lieu de garde intégré à un centre de formation peut accueillir des puéricultrices stagiaires (issues de l'immigration), elles-mêmes en processus de formation et d'insertion. Toutefois, ce type d'offres généraliste reste peu praticable pour les personnes immigrées. Tout d'abord, parce qu'il est rare dans le paysage institutionnel. Ensuite, il s'adresse aux chercheurs d'emploi en formation professionnelle, stade dont sont éloignés de nombreux immigrés, les femmes en particulier, dans la mesure où ils sont orientés d'abord vers des cours de langue. De plus, si l'offre est pratique, elle est temporaire et ne couvre souvent que les horaires en journée, en semaine.

Telle est l'expérience depuis plusieurs années du foyer pour enfants «Kannerhaus» à Luxembourg. Au Grand-Duché, participer à des formations reste un défi pour mères immigrées ou en difficulté sociale,

tant les structures d'accueil sont onéreuses et peu disponibles. Les familles immigrées, quant à elles, sont souvent dans une situation économique difficile. Aussi, cette possibilité de garde d'enfants organisée au sein de la fédération d'associations « Femmes en détresse » s'avère être une solution intéressante. En Suisse, l'ESPACE, lieu collectif d'apprentissage dédié aux personnes immigrées, propose une possibilité de garde d'enfants pour les personnes suivant des formations. Cet exemple, rare dans ce pays, a été mis en œuvre par le canton de Neuchâtel afin de favoriser l'intégration sociale et professionnelle des personnes issues de l'immigration.

Le centre de formation qualifiante COFTeN à Bruxelles propose des formations gratuites pour futurs agents administratifs ou techniciens informatiques, hommes et femmes, sans qualifications professionnelles et sans emploi. Le centre propose une crèche pour les enfants (0-3 ans) des apprenants (ou des stagiaires d'autres organismes de formation selon la disponibilité des places). C'est un des rares exemples de crèche en centre de formation qui existe en Belgique francophone. Il convient également de mentionner un exemple wallon, probablement la plus ancienne expérience belge de crèche en centre de formation professionnelle : en effet, la crèche « Les P'tits Loups » de l'entreprise de formation par le travail Le Chantier a vu le jour dès 1989 et est agréée par l'ONE. Elle est née de la volonté d'offrir aux mamans stagiaires un lieu d'accueil sécurisant pour leur enfant ainsi qu'un outil de formation et d'insertion pour les stagiaires de la filière « petite enfance » proposée dans la structure.

Pour aider les parents demandeurs d'emploi, le service régional d'insertion bruxellois Actiris propose, quant à lui, depuis 25 ans, trois Maisons d'enfants dédiées à la garde de bébés. L'idée est d'abord de permettre aux parents de se libérer pour passer des tests de sélection ou des entretiens d'embauche. Ensuite, il s'agit de les dépanner en urgence au début de leur insertion dans une entreprise. Cette offre exceptionnelle permet en particulier aux femmes d'échapper au cercle vicieux du chômage qui se prolonge à cause d'un manque de solution de garde. Être sans emploi fait perdre la priorité aux parents dans l'accès aux crèches ordinaires souvent complètes, et la prolongation de la période de chômage ou le refus de contrats pour des raisons familiales mettent les chercheuses d'emploi devant le risque d'être sanctionnées par les services de sécurité sociale. Si, dans les Maisons d'enfants d'Actiris les horaires sont flexibles, le service est payant. Depuis peu, Actiris a débuté une collaboration avec les Bureaux d'accueil des primo-arrivants de la région afin que des places leur soient réservées.

### Les autres lieux de garde

Le dernier exemple d'offre de garde concerne les crèches généralistes, les plus nombreuses. En Belgique comme en France, malgré un réseau étendu et diversifié de crèches publiques ou privées qui se prolonge par une proposition de gardiennes encadrées, les places disponibles sont souvent insuffisantes par rapport aux besoins de la population (en 2019, il existait 36 places disponibles en crèche ou chez les gardiennes encadrées pour 100 bébés en attente d'un lieu d'accueil). Un des avantages de ces structures généralistes est d'embrasser un public mixte ce qui constitue un creuset d'intégration pour

les enfants et leurs parents de toute origine. Toutefois, les équipes ne peuvent pas fonctionner dans diverses langues, les besoins spécifiques des familles ne peuvent pas toujours être pris en charge et les horaires des crèches ne couvrent en général que les heures de bureau.

## Intégrer les politiques de l'enfance aux mesures publiques d'aide à l'emploi

Parmi les exemples intéressants, on note, en particulier, les initiatives de garde visant spécifiquement les familles issues de l'immigration. Notons que les services les plus probants sont les lieux de garde intégrés dans d'autres dispositifs tels que des centres sociaux ou des instituts de formation professionnelle. C'est, en effet, la coordination de multiples services (cours de français pour migrants, formations, mise en réseau des familles et d'institutions, etc.) qui en constitue la plus-value, plutôt que la multiplication d'offres spécifiques (Xhardez, 2016). Plus précisément, la prise en compte des besoins particuliers des familles non insérées dans le marché de l'emploi typique (en termes d'horaire spécifique ou d'accessibilité géographique et financière, mais aussi, simplement la disponibilité des places) renforce l'apport de ces initiatives d'accueil de l'enfance aux processus d'insertion des parents, et surtout des mères monoparentales. L'exemple des crèches à vocation d'insertion est singulièrement parlant, en ce qu'il montre l'utilité d'intégrer les politiques de l'enfance aux mesures publiques d'aide à l'emploi et d'intégration des migrants.

Pourtant, la plupart des initiatives transversales proposées en exemple sont des actions locales et associatives à petite échelle. Elles montrent combien les impensés des politiques publiques (communales, régionales, nationales) sont supportées, autant que faire se peut par des initiatives citoyennes et combien ces dernières devraient constituer une inspiration pour les décideurs publics.

Ces mêmes exigences de qualification et de qualité, illustrées, en Belgique, par le nouveau règlement de l'Office de la Naissance et de l'Enfance appliqué depuis le premier janvier 2020, montrent la tension entre, d'une part, la volonté de professionnaliser le métier d'auxiliaire de l'enfance, un métier en pénurie, et, d'autre part, l'utilité de l'ouvrir notamment aux travailleuses issues de l'immigration qui n'ont pas toujours les titres requis. La pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur se prolonge dans la pénurie de places de garde pour jeunes enfants. Cette situation est paradoxale dans la mesure où elle freine l'accès à l'emploi de nombreuses femmes dont des femmes immigrées.

## Recommandations

L'articulation en un seul lieu des ressources de garde d'enfants, d'une part, et de formation professionnelle ou d'accompagnement en matière de recherche d'emploi, d'autre part, nous semble intéressante. Il peut également s'agir de partenariats entre lieux de formation et crèches locales. Le lieu de garde peut lui-même être un lieu de formation professionnelle pour futures auxiliaires de l'enfance. Enfin, le brassage d'un public mixte (migrants/natifs) renforce la capacité d'intégration sociale de ce type de lieux,

encore rares, qui méritent d'être expérimentés à large échelle. Les crèches d'entreprises participent de la même logique et seraient également à encourager. Elles répondent des mêmes exigences que les crèches financées par l'État, mais elles sont supportées par les employeurs. Toutefois, leur coût financier important, même pour un regroupement d'entreprises, fait que leur nombre reste marginal que cela soit en Belgique ou en France. Là également, des partenariats public/privé peuvent présenter des avantages, ainsi qu'envisager le service d'accueil comme une entreprise coopérative gérée, par exemple, par une association de femmes immigrées.

Ce type d'initiatives doublement intéressantes (création d'emploi pour femmes immigrées dans un secteur en pénurie au service de mères désirant entrer dans la vie professionnelle) devraient bénéficier, en plus d'un soutien financier, notamment au niveau communal, d'une période de lancement durant laquelle les cahiers de charge réglementaires devraient être assouplis, suivant l'exemple de la gestion des crèches en centre de réfugiés, pour autant qu'un nombre de places soit réservé pour les familles monoparentales, un accueil multilingue soit assuré et les horaires élargis pour correspondre aux besoins des travailleurs à pauses. Ces expérimentations permettraient d'enrichir et de diversifier l'offre en matière d'accueil d'enfants, dont ceux issus de familles immigrées : un enjeu d'inclusion important des migrants et des femmes monoparentales. ▲

## Bibliographie

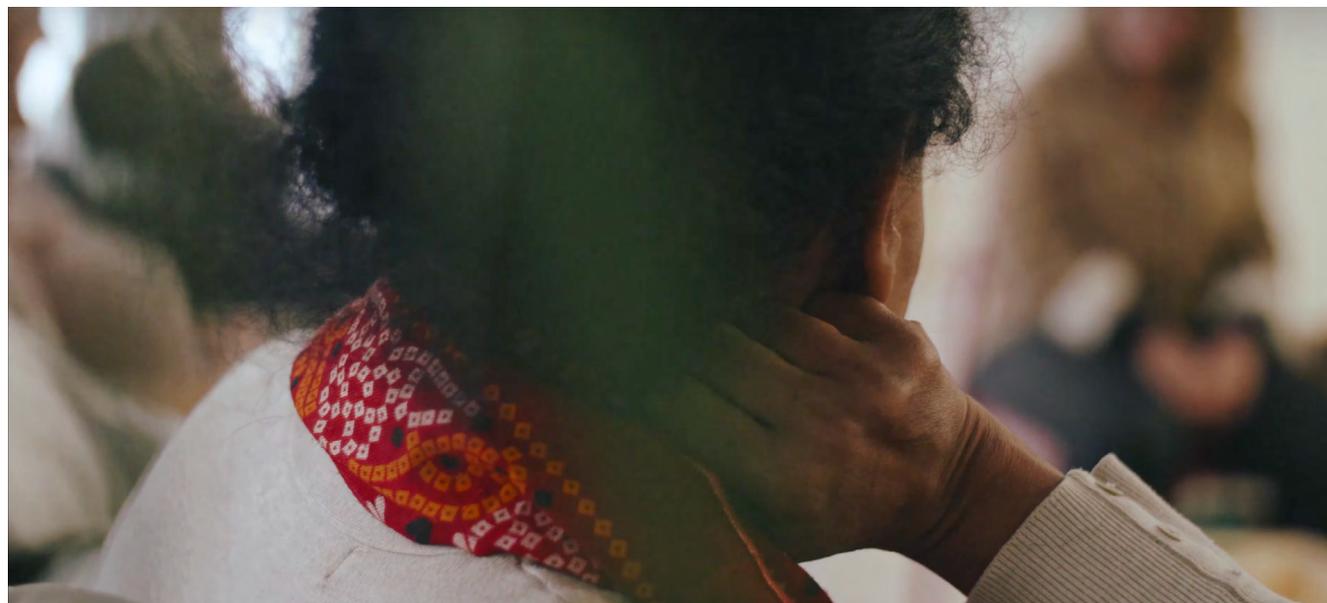
- Biegel N., Wood J. et Neels K. (2021), 'Migrant-native differentials in the uptake of (in) formal childcare in Belgium: The role of mothers' employment opportunities and care availability', *Journal of Family Research*, v. 33, n° 2, p. 467-508.
- Boyer D. et Villaume S. (2016), « Les mères seules confient plus souvent leurs enfants de moins de trois ans aux crèches et aux grands parents », *Études et Résultats*, n° 960.
- Dequière A.-F. et Gastaut Y. (2019), « La petite enfance, enjeu majeur des questions migratoires », *Migrations Société*, n° 178, p. 13-24.
- EMN - European Migration Network, Luxembourg (2021), *Integration of migrant women in Luxembourg : policies and measures*.
- Eremenko T. et de Valk H. (2016), « The role of family and international migration dynamics in the formation of single-parent families », *NIDI Working Papers*, n° 31, La Haye.
- Eremenko T., Thierry X., Mogueur L. et Prigent R. (2017), « Organiser la garde des enfants quand on est mère seule : une spécificité des mères immigrées ? », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 207-228.
- Gangneux B. (2020), « Centres sociaux et espaces de vie sociale », *Empan*, n° 120, p. 26-35.
- Lechevalier A., Mercat-Bruno M. et Ricciardi F. (2022), *Les catégories dans leur genre*, Paris : TESEOPress.
- Merla L. et Degavre F. (2016), « Le concept de défamilialisation à l'épreuve du care transnational. L'exclusion des travailleuses migrantes domestiques des politiques de care », *Informations sociales*, n° 194, p. 50-60.
- Myria (2019), *La migration en chiffres et en droits*, Bruxelles.
- Petit A. et Serves F. (2019), « Créer les conditions propices à l'accueil et à l'accompagnement des jeunes enfants de parents migrants. Des lieux tiers au bénéfice du lien et du soutien à la parentalité », *Migrations Société*, n° 178, p. 9-53.
- Thierry X., Prigent R., Eremenko T. et Mogueur L. (2018), « Caractéristiques et organisation quotidienne des familles monoparentales immigrées », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 127, p. 63-70.
- Xhardez C. (2016), « L'intégration des nouveaux arrivants à Bruxelles : un puzzle institutionnel et politique », *Brussels Studies*, n° 105.

# Accompagner et orienter les mères immigrées : Kopplabunz à Luxembourg

Andrea **Gerstnerová**

**L**e centre de rencontres Kopplabunz est un lieu qui accueille, depuis 1984, des femmes qui manquent de soutien, de reconnaissance et d'appréciation de leur parcours de vie. L'offre relève de formations diverses pour favoriser une intégration citoyenne : des ateliers sont proposés en français et luxembourgeois, et permettent, outre la consolidation des connaissances dans ces langues, d'acquérir des éléments de la culture et des institutions locales. Ils ont pour objectif d'aider les participantes à être davantage autonomes dans leurs actes quotidiens et face aux aléas de la vie.

1 Le dispositif fait partie de l'ASBL Femmes en Détresse créée en 1979 par le Mouvement luxembourgeois pour la libération de la femme. Cette association a comme but initial le développement d'une maison pour femmes en difficulté et leurs enfants, afin de leur offrir une protection contre la violence masculine. La volonté est également de contribuer à l'amélioration des conditions de vie en général des femmes, en les aidant à s'intégrer à la vie économique et sociale, en leur garantissant une aide psychologique et juridique, et en leur offrant des formations spécifiques. Cette volonté s'est concrétisée, tout au long de ces dernières décennies, par la multiplication et la diversification des services destinés aux femmes en difficulté. La structure compte actuellement 90 employées. Kopplabunz y représente deux équivalents temps plein.



## Les mères immigrées, participantes des ateliers

Kopplabunz s'adresse particulièrement aux femmes issues de l'immigration, qui, par leur situation, se trouvent éloignées des mesures d'insertion sociale existantes au Luxembourg. Ces femmes se trouvent souvent exclues des réseaux de solidarité du pays et n'ont pas une expérience socioprofessionnelle utile en Europe. Les participantes aux activités de Kopplabunz (au nombre d'environ 40 par semestre) sont toutes étrangères ou d'origine étrangère dont deux

tiers de réfugiées reconnues ou demandeuses d'asile (données de 2021). Pratiquement toutes les participantes viennent de pays hors UE. Les usagères sont originaires de nombreux pays différents (plus de 30), dont l'Érythrée, la Syrie et l'Irak, ainsi que le Maroc, parmi les plus représentés. La moitié de ces femmes résident au Luxembourg dans le cadre d'un permis de séjour permanent, cependant la plupart y vivent depuis moins de cinq ans. Si les participantes sont âgées de 20 à 66 ans, la grande majorité a entre 30 et 50 ans. Trois quarts habitent en dehors de la capitale, et ces femmes sont réparties dans tout le pays, avec parfois des temps de déplacement longs pour

joindre les réunions du Kopplabunz. *La moitié du groupe vit en couple, et trois quarts des participantes sont mères : elles vivent avec leurs enfants. À noter que près d'un tiers de ce groupe est constitué de mamans monoparentales.* La situation économique des participantes est préoccupante : la moitié bénéficie d'allocations sociales et occupe des logements sociaux ou encadrés. Deux tiers d'entre elles ont au mieux accompli leurs études primaires dans leur pays d'origine. La plupart ne maîtrisent aucune des langues officielles du Grand-Duché (luxembourgeois, français et allemand); ce qui pousse les animatrices à utiliser des langues tierces (anglais...), mais aussi d'autres modes de communication (pictural, non verbal, assistance numérique...).

## L'inclusion dans la société luxembourgeoise

L'intégration et l'inclusion dans la société luxembourgeoise sont facilitées par l'appropriation des éléments de la culture locale (dont les langues) et l'accès à l'emploi. La valorisation du parcours de vie des immigrées peut y aider également. Au sein du Kopplabunz, nombreuses sont les femmes qui manquent de soutien et de reconnaissance. La recherche d'un emploi se solde souvent pour elles par un échec. Elles ont des difficultés d'accès aux mesures d'insertion, notamment à cause d'une méconnaissance du contexte légal et des services existants. Le manque de confiance en soi constitue également un des obstacles principaux empêchant ces femmes de devenir indépendantes.

**CIAO!** Depuis 2018, Kopplabunz développe un programme nommé «Concept d'intégration, d'accompagnement et d'orientation» (CIAO!) soutenu par le Fonds Social Européen à destination de ce public. Le souhait est de proposer un accompagnement qui permette de renforcer l'autonomie des usagères et de les rapprocher de leur objectif d'évoluer dans la société luxembourgeoise, d'y éduquer leurs enfants, de participer à terme à une formation qualifiante et/ou de trouver un emploi et, enfin, de s'y sentir acceptées et intégrées. Si l'emploi s'avère être un des facteurs importants dans l'intégration d'une personne au sein de la société, le chemin pour y parvenir passe par l'affirmation de soi et le renforcement des compétences sociales, ainsi que de la connaissance de la société dans son ensemble.

Le programme du Kopplabunz (menés en français et en luxembourgeois) est construit sur mesure et à la demande des bénéficiaires. Toutes les participantes passent par un bilan des besoins à l'issue duquel elles s'inscrivent à un ou plusieurs ateliers. Ces derniers s'articulent autour de différents axes, notamment :

- ▶ **«Accueil et citoyenneté active : femmes actrices de vie»** : développer de nouvelles connaissances sur le pays d'installation, ses institutions et sa population hétérogène, élargir ses réseaux en vue de renforcer l'entraide et l'autonomie. Par exemple, se familiariser avec des structures d'éducation, de santé et de loisir, pour soi et ses enfants.
- ▶ **«Expression, compétences sociales et interculturelles»** : donner la parole aux participantes, afin de reconquérir la dignité, à l'aide, notamment, de l'expression corporelle et créative.

- ▶ **«Ateliers en langues et inclusion socioprofessionnelle»** : favoriser l'orientation professionnelle, les compétences en communication et l'orientation dans la vie quotidienne (prendre des rendez-vous, maîtriser les outils numériques, s'initier aux structures d'insertion, rencontrer des employeurs, etc.).

Les divers ateliers sont menés de manière interactive : groupes de discussion, rencontres, activités créatives et ludiques, visites et découvertes, etc. De par la rareté des structures prévues pour l'accueil et l'orientation des femmes et de surcroît migrantes, l'essence même du projet CIAO! est d'innover dans l'offre socio-éducative. Par exemple, les animations et les invités sont adaptés aux besoins des participantes (qui peuvent arriver tout au long de l'année). Le suivi individuel et l'évaluation respectent également cette diversité.

## Violences multiples et multiformes dans la trajectoire migratoire des femmes

En effet, les faits migratoires amènent de plus en plus à considérer des situations problématiques concernant la position des immigrées. Cette position se conjugue, pour certaines femmes, avec des violences multiples subies au sein de réseaux de passeurs, de travail clandestin, notamment domestique, et aussi de prostitution. Or, de plus en plus de femmes issues de régions économiquement, écologiquement ou politiquement sinistrées tentent d'accéder, par l'immigration, à un niveau de vie digne pour elles et leurs enfants. On observe aussi des connexions entre les anciennes vagues de migrants et les nouvelles, sans oublier que les filles issues de l'immigration et nées au Luxembourg sont également concernées par des pratiques de mariage et d'emploi, souvent au

sein de réseaux familiaux élargis, pouvant représenter des formes d'oppression, nonobstant les discriminations et les violences sociales qu'elles peuvent également subir au Luxembourg. Par exemple, le Kopplabunz constate que les problèmes de garde d'enfants persistent. Les maisons relais et les crèches sont disponibles prioritairement pour les femmes qui sont à l'emploi et les listes d'attentes sont longues. Ainsi, l'action mise en œuvre dans le cadre de la lutte contre les discriminations multiples est une façon de promouvoir l'égalité des chances et l'égalité hommes/femmes. Cette initiative est notamment utile au développement identitaire positif des femmes dans un contexte de conflit de cultures, dont peuvent jaillir des tensions qui contribuent à complexifier leur situation, et rendent souvent difficile l'exercice de leurs droits et autonomie. L'objectif est aussi de conscientiser les partenaires institutionnels et l'opinion publique à propos du respect des droits fondamentaux des femmes immigrées.

### Des actions qui contribuent à élargir un réseau social

Les actions développées contribuent au dépassement de certains obstacles que rencontrent ces femmes, ainsi qu'à la diminution de l'exclusion qu'elles peuvent subir. Cet impact comprend également des dimensions profitables à leurs enfants et familles. Par exemple, en échangeant entre elles, avec leurs animatrices et d'autres invités aux activités, les bénéficiaires (d'origines très diverses) dépassent peu à peu les stéréotypes et autres appréhensions qu'elles

pourraient avoir vis-à-vis des personnes considérées comme « autres ». La collaboration avec des acteurs diversifiés, publics et privés, luxembourgeois et issus de l'immigration, offre aux femmes un éventail de découvertes, afin d'élargir leur réseau social.

### La pandémie

Il faut noter que durant les années 2020 et 2021, l'activité de Kopplabunz a régulièrement été affectée par la pandémie due à la Covid 19. Même si de nombreux ateliers ont été maintenus, le nombre de participantes a dû être revu à la baisse, ainsi que la diversité de l'offre. Les obligations sanitaires ont conduit à raccourcir la durée des ateliers, même si cela n'a pas

eu d'impact sur le contenu : les animatrices avançant plus vite dans la matière avec moins d'apprenantes. Certaines initiatives se sont tenues en distanciel (Moodle), mais elles furent relativement rares compte tenu des difficultés d'accès au numérique de certaines usagères. Toute-

fois, la pandémie a globalement accentué les inégalités et empêché la prise d'autonomie de nombreuses femmes. Les relations et suivis individuels, comme les activités *extra-muros*, se sont, ainsi, renforcées (téléphone, email..., mais aussi en présentiel), en ces temps d'isolement, et ont pu aider certaines à faire face à la crise, et notamment à la scolarité de leurs enfants, elle-même entrecoupée.

---

La pandémie a globalement accentué les inégalités et empêché la prise d'autonomie de nombreuses femmes.

---

## Favoriser les rencontres et gagner en confiance : évaluation de la pratique

Une enquête réalisée auprès de 42 participantes au second semestre 2021 permet à l'équipe de Kopplabunz d'évaluer la pertinence du système d'ateliers proposé aux apprenantes. Ainsi, la grande majorité des usagères estiment l'offre de Kopplabunz adaptée à leurs besoins, même si les femmes qui suivent des cours de français-alphabétisation trouvent le rythme des formations plutôt rapide. Si toutes estiment avancer en français, là encore, les réponses du sous-groupe « alphabétisation » sont plus mitigées. Toutes les femmes apprécient de venir aux cours et s'y sentent à l'aise. Elles y ont l'impression d'apprendre des choses utiles à leur vie au Luxembourg et de mieux connaître ce pays.

La comparaison entre le questionnaire rempli en début de session et une évaluation similaire appliquée à la fin du programme, rend possible l'estimation des apports de Kopplabunz dans la vie quotidienne des participantes. En effet, lorsque l'on interroge ces femmes sur leur vie avant et après la formation, on constate que la moitié ne fréquentaient que des personnes de leur famille avant de venir dans la structure. Après les formations, cette proposition n'est plus que de 3 %. De fait, après les formations, 80 % des participantes ont pris l'habitude de parler à des interlocuteurs en dehors de leur cercle familial. Si 45 % des participantes déclarent avoir visité différentes villes au Grand-Duché, avant de venir à Kopplabunz, cette proportion monte à 62 % après la session d'ateliers. Les participantes sont nettement moins nombreuses

après les formations à considérer comme stressant le fait de sortir de chez elles et estiment désormais plus aisé de prendre le transport public. Les participantes sont aussi largement moins nombreuses à se sentir isolées, fatiguées ou découragées après avoir participé aux activités proposées qu'avant. Si 71 % des femmes estimaient avoir des difficultés à réaliser des démarches administratives avant la formation, ce taux chute à 33 % après. Par exemple, 67 % des personnes sondées déclaraient avoir des difficultés à remplir des formulaires avant les ateliers. Après, cette valeur n'est plus que de 33 %. Près de la moitié des participantes jugeaient avoir des difficultés à s'exprimer en français avant de fréquenter Kopplabunz, après avoir suivi les ateliers, cette proposition n'est plus que de 13 %. Des résultats similaires sont également engrangés dans le domaine de l'éducation des enfants et des liens aux structures scolaires.

## Conclusion

Ces résultats montrent la pertinence d'accueillir des groupes spécifiques comme les femmes immigrées isolées et en difficulté d'insertion dans le pays d'installation, ainsi que de leur proposer un accompagnement et une formation personnalisés (horaire, fréquence, contenu) en fonction de leurs besoins, attentes et possibilités. La confiance engrangée au sein du groupe de formation et envers les animatrices, ainsi que le plaisir des rencontres et des découvertes finit par rejaillir vers d'autres domaines et relations (voisinage, enseignants des enfants, etc.) renforçant l'inclusion de ces femmes dans de nouveaux réseaux au sein du pays d'accueil (nouvelles formations, inscription à l'école, etc.), même si l'accès à l'emploi (idéalement un des objectifs du projet) ne peut être atteint que par une petite minorité de participantes. Toutefois, l'approche montre toute sa richesse pour affronter de nouveaux défis comme l'accueil d'urgence des réfugiées ukrainiennes et leurs enfants, récemment arrivés au Luxembourg. ▲



# Trajectoires scolaires et effet d'établissement

Abdelkrim **Bouhout**

La présente contribution vise à montrer l'influence des contextes d'implantation des écoles (liés au territoire, à l'environnement social, culturel, économique de la commune) et les difficultés particulières qui y sont rencontrées notamment en termes d'échec scolaire, particulièrement celui des jeunes évoluant dans les quartiers relégués bruxellois et dont les parents ne tiennent pas compte de l'*effet d'établissement* lors du choix de l'école.

À l'égal des villes mondialisées, Bruxelles accueille des cohortes importantes de populations étrangères sur son territoire. Les mouvements migratoires rendent compte de cette dynamique d'attractivité métropolitaine (Labari, 2021) que les statistiques du Centre fédéral Migration mesurent dans ses rapports (Myria, 2021). Considérant que cette tendance dure depuis plus d'une décennie, la Belgique reste une terre d'élection pour des dizaines de milliers d'étrangers, plus spécifiquement Bruxelles, concentrant les bassins d'emploi, l'équipement social, les réseaux de solidarité primaire sur lesquels s'appuie le nouvel arrivant désiré ou « malvenu » sur le territoire (Putnam, 2002). Entre carrefour culturel et crispations identitaires, la forte coloration migratoire des quartiers bruxellois entraîne des conséquences au moins sur la morphologie des quartiers (Dessouroux, 2008), la déviance sociale, l'ethnostratification du marché du travail (Manço et Gatugu, 2018), le rapport au religieux (Devries et Manço, 2018) et le parcours scolaire.

## Contexte scolaire bruxellois à la lumière des enquêtes internationales

En Belgique, la division administrative repose sur quatre unités territoriales : région, province, arrondissement administratif et commune. Si cette dernière est l'unité de base, un découpage territorial plus fin permet de produire des données par quartier ou par secteur statistique. En matière d'enseignement, les données exploitables varient selon la focale que le chercheur privilégie. Globalement, les données par secteur statistique dépendent du recensement réalisé sur la base de registres administratifs, une fois par décennie. Cette occurrence n'est pas sans conséquence lorsqu'il faut confronter les données par secteur statistique aux relevés plus récents produits à partir d'un découpage territorial plus large (Monitoring des quartiers, Monitoring socio-économique...).

En 2015-2016, la population scolaire bruxelloise somme un total de 359 989 élèves (enseignement francophone et néerlandophone confondus) dont 96 370 fréquentant l'école primaire, 96 578, l'enseignement secondaire et 107 217 dans l'enseignement supérieur et universitaire (IBSA, 2021). Si les interruptions prématurées de scolarité dans l'enseignement secondaire sont éloquentes (12 % : Région de Bruxelles-Capitale, 11 % : Région wallonne, 6 % : Région flamande), les moyennes régionales des élèves en retard de deux ans et plus exposent au grand jour une fracture nette entre les deux communautés linguistiques : 24 % en Région de Bruxelles-Capitale, 18 % en Région wallonne et 4 % en Région flamande. Un tel écart de performance entre élèves habitant le même

pays aurait pu éventuellement s'expliquer par le « melting-pot bruxellois » si les enquêtes PISA (OCDE) n'avaient disqualifié le mythe du « déclin culturel » soudé à « l'invasion migratoire ». Si les rudiments de la langue française manquent indéniablement aux primo-arrivants, — l'institutionnalisation en 2013 des Bureaux d'Accueil pour Primo-arrivants témoigne de cet état de fait (Nassaux, 2020) — c'est bien l'efficacité du système scolaire néerlandophone qui creuse l'écart sur son homologue francophone lorsque les évaluations portent sur les compétences non linguistiques des élèves.

## Ségrégation urbaine et relégation scolaire

Aux écarts de performances distinguant les systèmes scolaires francophone et néerlandophone s'articulent des mécanismes de ségrégation urbaine particuliers de l'histoire de l'immigration belge et de la morphologie urbaine bruxelloise (Morelli, 1992; Réa, 2001; Bouhout, 2015). Aux flux migratoires réinvestissant les quartiers populaires désertés de la Première couronne dans les années 60-70 (mouvement de périurbanisation des classes moyennes) ont succédé les politiques de revitalisation urbaine visant à attirer les contribuables actifs dans le centre-ville à partir des années 90. Si ces programmes ont contribué à attirer des ménages instruits dans les quartiers immigrés au regard de la dynamique internationale d'attractivité métropolitaine, elles ont indéniablement renforcé des mécanismes de ségrégation spatiale (Van Hamme et coll., 2016; Debersaques, 2017) chassant les anciens habitants des espaces nouvellement valorisés en

direction des villes économiquement plus accessibles ou acculant les populations dotées de revenus précaires à s'entasser dans les secteurs relégués de la capitale, souvent à proximité des sites de logements sociaux. Dans le contexte particulier de la pandémie de Covid-19, le fait que les poches de non vaccinés se concentrent dans ces secteurs dévalorisés témoigne de cette vision délétère où les politiques de la ville et la concentration des ménages précaires dans certains quartiers recourent la défiance des publics populaires à l'égard des institutions.

Ensuite, reliés à la garantie accordée aux parents de choisir librement l'école des enfants, ces mécanismes de ségrégation urbaine couvent une logique compétitive où les ménages instruits s'emparent des places disponibles dans les établissements scolaires réputés de la capitale. S'érige alors une chasse « aux bonnes écoles » que la concurrence des réseaux d'enseignement exacerbe encore davantage eu égard à l'émulation entraînant le réseau officiel et libre confessionnel subventionné à voir rayonner leurs propres établissements, ce qui creuse encore davantage le fossé entre les « écoles d'élite » et les « écoles poubelles » (Van Haecht, 2001).

Cette logique d'attractivité des écoles réputées installant les ménages bruxellois dans une espèce « d'ultralibéralisme scolaire » génère des différences en termes de qualité d'instruction, de quadrillage des élèves, de concentration des redoublants, de participation des parents à la vie de l'école, de maîtrise de la langue et des législations scolaires et d'homogénéité ethnique dans certains établissements. C'est ce qui explique que la ségrégation inter-établissement est plus forte que la ségrégation intra-établissement

à Bruxelles. Ce constat revient à admettre que l'origine sociale des élèves est moins déterminante que le choix de l'école dans la trajectoire scolaire.

Voilà pourquoi, les variations de performances en lecture entre établissements s'élèvent à 41 % en Belgique contre une moyenne de 29 % dans les autres pays de l'OCDE (dans l'échantillon PISA 2018 composé de 79 pays). C'est ce que nous nommons « *effet d'établissement* » ou *ensemble de disparités significatives entre établissements scolaires liées à l'homogénéité socioculturelle et économique des bassins scolaires au regard de l'implantation de l'école choisie par les parents*.

Cette loi d'airain est aujourd'hui quantifiable au regard des données mesurant le retard scolaire communal au lieu d'implantation (selon les données de l'Institut bruxellois de statistiques en 2021). En 2018-2019, 91 650 élèves fréquentaient l'enseignement secondaire ordinaire à Bruxelles (enseignements francophone et néerlandophone confondus). Renvoyé à l'échelle communale, cet effectif global se distribue variablement en fonction de la taille et de la couverture scolaire communale (de 308 élèves à Berchem-Sainte-Agathe à 19 414 élèves à Ville de Bruxelles même si la majorité des communes accueillent plus de 1000 élèves en moyenne dans leurs établissements). Que l'on appréhende le retard scolaire de deux ans et plus au lieu d'implantation, et le contraste entre les communes abritant les écoles performantes et celles qui entassent les retardataires est patent. Moins de 10 % des élèves accusent un retard scolaire de deux et plus dans les établissements situés à Watermael-Boitsfort (3 %), Jette (6 %), Uccle (8 %). À l'opposé des communes entassant les retardataires dans leurs établissements : 32 % de l'effectif global à

Molenbeek, Ixelles; 40 % à Saint-Gilles, 41 % à Forest, 45 % à Evere et record à Saint-Josse : 53 %. Soulignons que le lien entre retard scolaire et précarité sociale communale est significatif. Au regard de l'indice de richesse communale, force est de constater qu'à l'exception d'Ixelles, les communes concentrant les taux les plus importants d'élèves en retard scolaire sont moins riches.

Un tel écart entre parcours scolaires intra-communaux entraîne, comme déjà souligné, une ségrégation plus forte entre les établissements ce qui induit d'une certaine manière qu'un fils de médecin entamant ses classes secondaires à Saint-Josse bénéficiera d'un parcours scolaire moins performant que celui poursuivi par un fils d'ouvrier fréquentant une école située à Watermael-Boitsfort. Est-ce que les jeunes résidant dans les quartiers relégués bruxellois ont conscience de l'effet d'établissement? Quelles stratégies ont-ils adoptées devant le choix de l'école? Ont-ils planifié leur trajectoire scolaire avec leurs parents? Qu'en est-il du rapport à l'autorité et au langage à l'école? Qu'en est-il de la familiarité avec les savoirs transmis à l'école, des pratiques culturelles, du rapport stratégique à l'institution? Comment perçoivent-ils les retardataires au sein de la classe?

## Des parents et des jeunes peu familiers des savoirs et langages scolaires

Rappelons que notre enquête a ciblé essentiellement des jeunes issus de l'immigration résidant dans les quartiers relégués bruxellois, fréquentant les écoles du quartier. Appréhender l'effet d'établissement dans sa dimension réflexive demanderait à l'élargir vers les professeurs, les parents et la jeunesse résidant dans les quartiers aisés de la capitale.

Globalement, la familiarité des enquêtés avec les savoirs et le langage scolaire est, si ce n'est inexistant, fort lacunaire. D'abord les savoirs transmis à l'école rencontrent rarement ceux acquis à la maison, il s'érige même une frontière symbolique entre les connaissances « inédites » transmises à l'école et les savoirs d'appartenance (histoire familiale, coutumes, convictions) transmis dans la sphère domestique dans une forme de sécularisation mise en pratique sans être objectivée. Quant au langage, dans leur grande majorité, les enquêtés distinguent la langue « soutenue » transmise à l'école du langage trivial que les jeunes échangent entre eux. Soulignons que la langue d'origine est en voie de déculturation chez la plupart des enquêtés y compris ceux qui évoluent dans un ménage dont l'un des parents a bénéficié d'une instruction. En résumé, les jeunes parlent le français entre eux, dans la rue et à la maison. Il arrive même que l'enfant réplique en français à un parent employant la langue maternelle dans la sphère privée. Cette absorption de la langue maternelle par la langue du pays d'accueil augure une forme de déculturation disqualifiant les idées reçues sur le « repli communau-

taire ». Mais davantage encore, elle prive des parents pourvus d'une pratique rudimentaire de la langue française d'un vecteur de transition leur permettant d'établir le lien entre consignes scolaires et suivi des enfants. Ce dernier pouvait encore s'appuyer il y a deux générations sur une langue maternelle plus au moins maîtrisée par tous les membres de la famille.

Ensuite, de manière générale, le rapport stratégique à l'institution scolaire manque d'efficacité. Une lecture plus nuancée des interviews distingue néanmoins les jeunes dont les parents ont bénéficié d'une instruction de ceux

évoluant dans des ménages sans diplôme. Dans le premier cas, les parents sont capables d'entamer une discussion sur l'avenir de l'enfant, le choix de l'école, abordant parfois la trajectoire scolaire sur le long terme par le recours d'un service externe venant renforcer les compétences du jeune en mathématique, en anglais... Dans le second cas, majoritaire dans l'échantillon, les parents se rabattent sur l'école à proximité du domicile, planifient rarement la trajectoire scolaire si ce n'est au détour d'échanges superficiels, d'un repli sur des pétitions de principe renvoyant l'enfant à son sort ou à son propre mérite : « C'est toi qui fais ta vie ». Pour autant que cette différence existe, rien chez les enquêtés ne semble conforter un rapport stratégique à l'institution où les discussions et actions mises en place par les parents viendraient soutenir une stratégie gagnante à long terme, une planification de la trajectoire scolaire adaptée aux perspectives et au contexte dans lequel baigne l'enfant. Au contraire,

les postures méritocratiques font parfois écran à des ambitions scolaires situées aux antipodes du réel de l'enfant. De sorte que beaucoup de parents, par conformisme social vraisemblablement, valorisent l'enseignement général, confortent les enfants dans le choix de profession de prestige sans que ces futurs

« médecin », « architecte » ne prennent la mesure de ce que ces études exigent d'investissement de travail, sans que surtout, le choix du métier ne tienne compte de l'atmosphère scolaire dans laquelle baigne l'enfant.

Par ailleurs, notons que le désintérêt pour les

pratiques culturelles est unanime. Pas un seul des interviewés ne bénéficie d'une pratique culturelle en dehors des remparts de l'école, des exigences scolaires (prêt de livres à la bibliothèque, sorties culturelles obligatoires). Aucun des enquêtés ne bénéficie d'un cours de théâtre, de photo, de musique, ne visite un musée de sa propre initiative, ce qui revient à admettre que pour parents et enfants, les pratiques culturelles ne participent pas d'un capital valorisable sur le marché scolaire et ce que Bourdieu (1979) nomme « capital scolaire incorporé » est si ce n'est ignoré, sans importance aux yeux de beaucoup de parents (instruits et sans diplôme confondus). Aussi, cet état de fait est en totale contradiction avec une idée reçue sur les parents d'immigrés qu'on taxe volontiers de « démissionnaires ». Que du contraire. La plupart des enquêtés affirment que les parents sont prêts à recourir à une école de devoirs, à un professeur particulier, pour renforcer les chances de réussite de

l'enfant. Ce qui revient à reconnaître que le parcours scolaire des jeunes est appréhendé dans sa dimension strictement écolière (renforcement des compétences scolaires) au détriment de pratiques culturelles renvoyées vers l'inutile ou la sphère des loisirs.

L'effet d'établissement est sans grande surprise, ignoré par les enquêtés, sans consistance. Si les jeunes évoluant dans un ménage instruit semblent tenir compte de la réputation de l'école, de l'environnement scolaire, des filières d'enseignement organisées au sein de l'établissement lors du choix de l'école, ces éclairs de bon sens ne les mènent pas forcément vers un choix gagnant. Considérant que beaucoup d'entre eux estiment que toutes les écoles se valent pourvu que l'enseignement général y soit desservi, que le mérite individuel l'emporte sur tout le reste, peu importe les contextes dans lesquels baigne l'élève, que la concentration des aînés en classe est une opportunité à saisir pour les jeunes dépourvus d'expériences, que les règles scolaires sont identiques dans l'ensemble des écoles. Lorsque certains enquêtés font valoir une variation des règlements entre les écoles, cette différence influence rarement le choix de l'enquêté, elle semble juste reliée aux convictions personnelles, à la parure, bref, renvoyée à des considérations identitaires ou à une demande de reconnaissance. Si bien que les filles qui portent le voile distinguent les écoles en fonction de celles qui le tolèrent ou pas, que d'autres classent les écoles selon que le « port du jogging », « la couleur des cheveux » soient admis au sein de l'établissement. En de rares occasions, l'école est différenciée eu égard à la rigueur des professeurs, celle des enseignements reçus. Le professeur est alors collé au pilori dans ce qui distingue bonnes et mauvaises écoles. Enfin, soulignons que six jeunes sur les dix interviewés ont choisi

---

Cette absorption de la langue maternelle par la langue du pays d'accueil augure une forme de déculturation disqualifiant les idées reçues sur le « repli communautaire »

---

l'école à proximité du domicile et qu'un septième enquêté s'est volontairement orienté vers une école pour retrouver les « amis » du coin, ce qui installe cette conduite dans une forme de prolongation de la vie du quartier à l'école.

## Renforcer le rapport stratégique à l'école et le rôle des pouvoirs publics

Premièrement, l'indigence culturelle et la forte réclusion des jeunes dans la sphère du quartier nécessitent une action politique forte en direction du secteur associatif afin qu'il déploie une offre d'activités culturelles soutenues vers les publics issus de l'immigration en veillant à ce que ces initiatives renforcent l'initiation aux arts et qu'elles rompent avec la surconsommation de technologies numériques mal employées. En second lieu, le rapport stratégique à l'institution défaillant réclame une action réinscrivant l'école dans son écoumène. Autrement dit, d'une part, une école qui serait consciente des conditions anthropologiques dans lesquelles évoluent les jeunes du quartier en recrutant du personnel familial de ces publics sans pour autant sombrer dans une politique des « grands frères », d'autre part, des parents qui réinvestiraient la vie de l'école au travers d'actions citoyennes, de la constitution de comités de parents ou de comités de quartier. Ce qui nous amène à recommander que jeunes et parents issus de l'immigration gagneraient à bénéficier d'une action pédagogique veillant à renforcer leur connaissance du système scolaire : filières d'enseignement, législations scolaires, métiers en pénurie, acteurs périphériques de l'école, bourses

et échanges internationaux, vade-mecum permettant aux parents de planifier un parcours scolaire sur le long terme. Par ailleurs, nous insistons sur le fait que la déculturation de la langue d'origine dans la sphère privée appelle au moins à un renforcement des cours de français en direction des parents issus de l'immigration, y compris ceux installés de longue date à Bruxelles.

Enfin, l'effet d'établissement étant peu objectivé par les enquêtés, il revient aux pouvoirs publics d'assainir si ce n'est de neutraliser, la concurrence que se livrent des réseaux d'enseignements placés dans une situation de « quasi-marché scolaire », d'enrayer la « chasse aux bonnes écoles » profitant d'abord aux classes moyennes éduquées. Le premier dysfonctionnement nécessiterait une révision de l'article 19 de la Constitution garantissant aux parents le libre choix de l'école des enfants, ce qui reviendrait à instaurer un système de « carte scolaire » dont on connaît les inconvénients en France. Le second dysfonctionnement demanderait que la politique d'attribution des écoles s'appuie sur un système de quotas renforçant la mixité sociale au sein des écoles au travers notamment d'une prise en compte du niveau d'instruction des parents. Soulignons que ces pratiques sont monnaie courante dans les écoles dites « d'élite » et qu'elles contribuent à concentrer dans certains établissements les enfants évoluant dans des ménages instruits. Une politique de quotas pourrait soutenir dans le même sens une forme d'hétérogénéité sociale volontaire au sein des établissements, ce qui atténuerait l'effet d'établissement. ▲

## Bibliographie

- Bouhout A. (2015), *Essai sur la visibilité des migrants relégués*, Paris : L'Harmattan.
- Bourdieu P. (1979) *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Éditions de Minuit.
- Debersaques S. (2017), « Équipement culturel et développement urbain : le centre d'art contemporain WIELS, héraut des logiques de transformation d'un quartier populaire ? », *Brussels Studies*, Collection générale, n° 112.
- Dessouroux C. (2008), *Espaces partagés, espaces disputés. Bruxelles, une capitale et ses habitants*, Bruxelles : Université Libre de Bruxelles et Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.
- Devries M. et Manço A. (2018), *L'Islam des jeunes en Belgique. Facettes de pratiques sociales et expressives*, Paris : L'Harmattan.
- Labari B. (2021), *La Mondialisation des configurations d'en bas. Pour une sociologie critique des processus transnationaux*, Chaumont : Douro.
- Manço A. et Gatugu J. (2018), *Insertion des travailleurs migrants. Efficacité des dispositifs*, Paris : L'Harmattan.
- Morelli A. (1992), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles : Éditions Vie ouvrière.
- Nassaux J-P. (2020), « La politique d'accueil et d'intégration des primo-arrivants en Région bruxelloise (2004-2020) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2485, p. 5-58.
- Putnam R. D. (2002), *Democracies in Flux: The Evolution of Social Capital in Contemporary Society*, Oxford University Press.
- Rea A. (2001), *Jeunes immigrés dans la cité. Citoyenneté et politique publique*, Bruxelles : Labor.
- Van Haecht A. (2001), *L'École des inégalités*, Mons : Éditions Talus d'approche.
- Van Hamme G., Grippa T. et Van Crielingen M. (2016), « Mouvements migratoires et dynamiques des quartiers à Bruxelles », *Brussels Studies*, Collection générale, n° 97.

# « L'Espace Laïcité »

## contre le défi de la marginalisation

Renaud **Epicum**,  
Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

Tiré des expériences de terrain éprouvées par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège (CAL) avec ses « Ateliers » mis en place à Jupille et à Seraing, ce texte se veut être une mise en perspective des enjeux de l'apprentissage du vivre-ensemble en s'interrogeant sur la manière de prendre en compte les besoins et demandes spécifiques des publics diversifiés tout en les transformant en bénéfice pour tous. La présente analyse montre en parallèle l'importance de la construction et de la durabilité des liens tissés avec les enfants et leurs familles, en les situant dans la période critique de la pandémie de Covid-19.

« **L**es Ateliers » ont pour mission de faire vivre la laïcité et son slogan « Libres, ensemble » au départ des Espaces Laïcité de Jupille et de Seraing. Pour ce faire, ils adressent aux publics jeunes, principalement les 7-11 ans et leurs familles, différentes formes d'accueil extrascolaire gratuites (ou à peu de frais de participa-



tion) telles qu'écoles de devoirs et centres de vacances pendant toute l'année. Il s'agit d'une offre globale d'activités permettant de suivre et d'accompagner les enfants et leurs parents tout au long du parcours primaire des enfants, aux portes de l'adolescence et au-delà vers l'âge adulte. Les délégués travaillent au cœur des quartiers et passent l'essentiel de leur temps sur le terrain, au contact des publics, dans les écoles, dans la rue, ou lors d'activités extrascolaires.

### Les publics : une approche de la diversité et de la marginalisation

Dans les Ateliers, ouverts à toutes et tous, se côtoient des populations d'origines ou de nationalités diverses, algériennes, belges, congolaises, espagnoles, éthiopiennes, grecques, irakiennes... qui se revendiquent athées, agnostiques, catholiques, musulmanes,

protestantes ou encore témoins de Jéhovah. La même diversité est présente à travers le registre socio-économique (familles aisées, de classe moyenne ou précarisées), la situation familiale (parents isolés, enfants placés par le juge ou familles en centre d'accueil), le choix du réseau d'enseignement (officiel et libre; général et spécialisé) ou même encore d'autres différences comme le handicap mental ou physique. Afin de mettre en œuvre la notion de vivre-ensemble, nous favorisons cette diversité dans le but de multiplier les différences et partant, les points d'interrogation de la construction du bien commun. Un point d'attention particulier est porté aux publics pris dans une dynamique de marginalisation et permet d'orienter le travail d'inclusion. Lutter contre la marginalisation, c'est donc vivre-ensemble; proposer des alternatives à la tentation des entre-soi, interroger sans relâche les particularismes et les revendications identitaires dès lors qu'elles isolent plus qu'elles ne rassemblent. La prudence est de mise afin de ne pas basculer d'une volonté d'inclusion des diversités à une approche exclusive, voire stigmatisante. «*Il faut étudier les processus de marginalisation plutôt que les marginaux (...). Ce déplacement du regard permet de penser l'altérité, d'interroger les différences et les distances que les différents groupes établissent entre eux (...)*» (Gagnon, 2018).

## Pour une approche intégrée de l'enseignement et de l'éducation

L'enseignement est un des premiers lieux de socialisation de la population. C'est notamment à travers les divers apprentissages qui y sont délivrés que les uns et les autres se construiront en tant qu'adultes. C'est donc par son biais que l'avenir de notre société se construit pour une bonne part. C'est également l'enseignement qui donne aux hommes et aux femmes une chance de s'émanciper de leur condition en leur donnant accès à la connaissance et qui est le meilleur garant de la cohésion sociale.

L'approche intégrée de l'enseignement et de l'éducation que nous proposons articule les trois dimensions que sont l'enseignement (l'Atelier de Soutien à la Réussite, ASR); l'éducation (l'Atelier du Mercredi, AM) et la famille (l'Atelier Place aux Proches) en vue de soutenir l'intégration et le développement de chacun dans sa diversité. Afin de lutter contre l'échec et la fracture scolaires, l'ASR allie le soutien extrasolaire, centré sur le développement de l'estime de soi et l'aide pédagogique, à des accompagnements axés sur le soutien des enseignants et des auxiliaires d'éducation. À destination des jeunes de 7 à 11 ans, l'AM propose aux enfants de vivre en pratique la laïcité. Les activités privilégient des relations de mixité entretenues par une trentaine d'enfants d'âges, de sexes, d'origines sociales, de nationalités et de croyances différentes. Elles visent à assurer l'égalité, la solidarité et l'émancipation des enfants. L'objectif étant : «*être libres, oui, mais libres ensemble!*» Les proches, entendus au-delà des parents au sens strict

du terme, peuvent venir chercher aux Ateliers des outils, un lieu d'accueil et d'écoute de leurs spécificités tout en participant à un projet collectif inclusif. Les Ateliers articulent les besoins des individus et ceux de la collectivité en faisant le choix du respect et de l'intégration des différences au profit de tous.

### L'école, laboratoire de vie et reflet des tensions de la société

Les événements à haute teneur médiatique dont la presse nous abreuve régulièrement (tel que l'assassinat en 2020 d'un professeur français par un jeune d'origine tchétchène, car le professeur avait montré une caricature jugée obscène du prophète de l'islam) bien que choquants et à ce titre, propices à une prise de conscience collective, tremplin potentiel vers des changements de paradigmes salutaires ne doivent pas masquer les autres réalités vécues quotidiennement par des enseignants, éducateurs, auxiliaires d'éducation, parents, enfants et autres usagers de l'école. Violences, discriminations, harcèlement, remise en question des programmes de cours ont en commun d'être des manifestations, certes dysfonctionnelles, mais, avant tout, révélatrices de la complexité du fonctionnement scolaire et celui des individus qui composent la microsociété qu'est l'école et de la difficulté à gérer les multiples dynamiques qui en découlent. Or, l'école est un laboratoire de vie, un lieu d'apprentissage de la socialisation qui peut, lorsqu'elle parvient à remplir sa mission, former de jeunes citoyens responsables actifs critiques et solidaires ou, au contraire, lorsqu'elle échoue, véritablement «*former les jeunes à l'injustice*», ouvrant alors la porte au rejet du système social. Si l'on ajoute à cela qu'elle a tendance à être le reflet des tensions vécues

par ailleurs dans la société et dans le monde, il apparaît urgent de réinvestir l'école avec un projet ambitieux d'éducation au fonctionnement en collectivité.

## La construction du vivre-ensemble

Les Ateliers, au travers des différents projets présentés, travaillent les expériences de discriminations vécues par les usagers minoritaires et interrogent la place occupée dans ces mécanismes par les usagers majoritaires d'une part, et les autres usagers, d'autre part. Retournant la problématique présentée ici en termes négatifs (discrimination, division, exclusion), nous en proposons une version positive et constructive nécessitant un travail de terrain préventif que nous nommons «*vivre-ensemble*». Ce glissement traduit de la volonté d'inscrire la construction (et non la déconstruction), ainsi que l'articulation entre aspirations individuelles et collectives, l'une nourrissant l'autre au cœur de l'élaboration d'un projet postulant que chacun y a une place (Hansotte, 2005). Ce faisant, le CAL réinterroge le dilemme universalisme-différentialisme (Le Goff, 2007) auquel se heurte l'action anti-raciste de manière générale et son projet de vivre-ensemble en particulier. L'universalisme, basé sur des valeurs telles que l'égalité et la justice, permet de donner une place à chacun et ce faisant, de travailler à l'unification de l'humanité au risque de l'uniformisation. Pour sa part la vision différentialiste (pluraliste) cherche à préserver la diversité au risque d'opposer les individus en mettant en exergue les différences. Articuler du «*Pour Nous Tous*» au départ de demandes particulières semble a priori difficilement réalisable. À cet égard, la pratique, dominante dans le discours, des accommodements raisonnables, visant à assouplir une règle qui s'impose a priori à tous de la même manière «*rencontre des difficultés, en particulier*

*dans le domaine de la pratique religieuse en entreprise, allant jusqu'à soulever des débats passionnés, comme au Québec et en Belgique, alors que cette dimension ne sature, semble-t-il, qu'une minorité des demandes d'accommodements*» (Manço et coll. 2018 citant Le Moing, 2016).

## Le « Plus Grand Dénominateur Commun »

Il semble possible, sans avoir recours aux accommodements raisonnables, de dépasser le dilemme universalisme-différentialisme par un changement de paradigme qui permette aux individus dans toutes leurs spécificités de faire société moyennant l'application de certains principes parmi lesquels la prévalence de l'universalisme des droits, le rôle central de l'éducation dans ses composantes collectives et individuelles et le recours à des outils conceptuels tels le *Plus Grand Dénominateur Commun (PGDC)*. Un détour par des expériences menées dans le monde du travail nous instruit sur le fait qu'un tel outil permet d'éviter «*deux écueils courants : imposer une seule vision du monde comme norme supérieure et universelle (ce qui peut entraîner des discriminations indirectes) ou, à l'inverse, instaurer des traitements spécifiques pour une partie de la population (ce qui peut entraîner des segmentations entre travailleurs sur base de leur conviction, des replis communautaires)*» (Bouzar et Denies, 2014).

Scharnitzky et Stone (2018) préconisent d'aborder l'inclusion de manière transversale, en évitant les actions spécifiques qui risquent de cloisonner les individus et, paradoxalement, nourrir la stigmatisation envers certaines catégories, et ce, bien que l'objectif

premier soit de briser ces stéréotypes. Les diversités doivent être envisagées de la manière la plus inclusive possible et cela passe notamment par le respect de «*l'unicité de chacun en préservant le partage*» : d'une part, en faisant exister une culture commune au sein de l'entreprise et, d'autre part, en mettant tout en place pour que l'individu continue à se sentir unique et respecté (Manço et coll., 2018).

Ainsi, le concept de PGDC repose sur l'idée qu'il y a lieu de veiller à ce que la solution proposée à une demande différenciée puisse être appliquée et bénéficier au plus grand nombre sans discriminer indirectement ceux qui en sont à l'origine. Cela peut s'obtenir en permettant à chacun de s'approprier une demande spécifique tout en neutralisant son caractère différentialiste, en adoptant des dispositions générales, neutres, ayant fait l'objet d'une concertation préalable et non déformée par un prisme religieux, philosophique ou culturel.

## La gestion des interdits alimentaires

Au sein de ses Espaces Laïcité, nous avons fait appel à un diététicien professionnel afin qu'il établisse des menus fragmentés (viande séparée des légumes, eux-mêmes séparés des féculents, eux-mêmes séparés des fruits...) et adaptés tant en quantité qu'en diversité. Il fut également décidé que chaque enfant serait totalement libre de manger ce qu'il voudrait, dans la limite du respect des autres et des quantités prévues. Dans ce mode de fonctionnement, la présence, par exemple, de porc à un menu ne pose pas de problème, car l'enfant qui n'en mangerait pas aurait à manger à sa faim et serait assuré de disposer d'autres sources de protéines (poissons, œufs, etc.).

Ces dispositions permettent aux Ateliers, depuis plus de dix ans, de travailler avec des enfants aux besoins alimentaires spécifiques multiples : musulmans pratiquants, Témoins de Jéhovah, végétariens, végétaliens, allergiques, mais aussi enfants aux préférences et goûts variés dont les intérêts étaient jusque-là relégués au second plan, voire invisibilisés par la primauté accordée aux revendications ethno-religieuses, nourrissant dès lors un sentiment d'injustice et un ressentiment légitimes.

## La gestion des fêtes

Le même principe est à l'œuvre en ce qui concerne la question de la gestion des fêtes de fin d'année et d'anniversaires. Au lieu de multiplier les réponses à des demandes spécifiques et donc d'organiser chaque anniversaire de chaque enfant lors des activités ou de devoir célébrer chaque fête propre à chaque culture ou pire de choisir celles que l'on fête et celles que l'on ne fête pas selon des critères arbitraires, car biaisés par un prisme culturel nous avons pris le parti d'organiser chaque année des temps d'information et de débats qui portent sur le sujet des fêtes de fin d'année et d'anniversaires. Proposition est alors faite aux enfants de créer une fête qui sera leur fête à tous, une fête qu'ils inventent eux-mêmes en mettant ce qu'ils veulent dedans, ce qui fait sens pour eux. Une fête qui vaut pour toutes les autres, en mieux, car elle est rassembleuse et non prétexte à se séparer : la « Fête des Ateliers »!

- ▶ *« La semaine précédant la fête, chaque enfant tirera au sort le nom d'un autre et lui fera un cadeau. Faire un cadeau, ce n'est pas obligatoirement dépenser de l'argent, ça peut être quelque chose qu'on possède et qu'on offre, ça peut être quelque chose qu'on a fait soi-même, en tout cas, ça doit chercher à faire plaisir ».*

- ▶ *« Lors de la fête, on va danser dans le noir et les lumières ».*
- ▶ *« Ce sera aussi une fête pour jouer ».*
- ▶ *« On fera un gâteau, on mangera des chips et on boira des bulles ».*
- ▶ *« L'Espace Laïcité sera décoré avec des ballons, des guirlandes ».*
- ▶ *« Pour la fête, on inventera la "danse des Ateliers", on pourra danser avec qui on veut ».*
- ▶ *« On fera des bricolages avec des melons, ou des pastèques. Pour les Ateliers, on fera des visages qui font des sourires aux personnes ».*
- ▶ *« Pour la fête, on inventera la "chanson des Ateliers", on chantera ensemble et on fera un karaoké ».*
- ▶ *« On fêtera les AM, car on est contents d'être tous ensemble ».*

(Propositions d'enfants participants aux Ateliers).

Dans le même ordre d'idée, les enfants s'associent une fois par an pour créer ensemble leur fête d'anniversaire à tous. Ce processus est répété chaque année. Ainsi, bien que les spécificités aient toute leur place comme moteur d'interpellation et de changement du collectif, la mise en place de lieux de rencontres, d'expérimentation, de débat et d'échanges où se construisent une vision de l'Humain dans sa globalité apparaît comme une nécessité permettant de résorber le dilemme universalisme-différentialisme, et par là même, donner des perspectives engageantes à la construction du vivre-ensemble, notamment en milieu scolaire.

## L'enjeu du vivre-ensemble à l'aune de la crise sanitaire

La crise sanitaire de Covid-19 aura souligné tant le fossé des inégalités socio-économiques, impactant spécifiquement les groupes plus vulnérables que la fragilité de notre système. Pendant cette crise, les Ateliers ont dû fermer leurs portes durant diverses périodes. Afin d'éviter la rupture avec les jeunes et leurs familles, un travail important a été réalisé par les équipes qui ont reliés à une plate-forme gratuite d'apprentissage en ligne chaque enfant par le biais de leur propre matériel (qui un smartphone, qui une tablette ou un ordinateur). Ces dispositions ont permis d'éviter les décrochages complets et la perte de contact avec certaines familles plus marginalisées, mais aussi de renforcer et de maintenir les liens, voire dans certains cas de les créer. Voici le récit d'une expérience vécue par Ada et sa famille qui illustre une situation en temps de pandémie.

*« Ada est une jeune fille de 10 ans mal dans sa peau et peu socialisée. Inscrite en septembre 2019 avec sa sœur handicapée, elle est sur la réserve, reste la plupart du temps muette et semble gênée du handicap de sa sœur. La création de lien est difficile, mais le travail se fait vaille que vaille malgré les conditions sanitaires, les absences. Un objectif : conserver le lien, aussi tenu soit-il. À la rentrée en 2021, la situation s'aggrave, à plusieurs reprises, elle arrive en pleurs aux Ateliers avec sa maman complètement dépassée qui tente de nous la remettre avant d'essayer de s'enfuir sans un mot. Diverses discussions tantôt avec Ada, tantôt avec la maman et pour finir*

une réunion avec Ada et ses deux parents finissent par clarifier la situation. Ada ressent une profonde injustice, elle est en colère contre ses parents, car ils peuvent rester regarder la télévision alors qu'elle se rend aux Ateliers. Or très timide et aux portes de l'adolescence, elle vit violemment la rencontre avec les autres enfants, leurs regards, leurs manières, leurs désaccords parfois et souhaite se réfugier dans un bain d'images réconfortant dans lequel elle se sent bien, comme elle a pu le faire à loisir lors des fermetures de classe. Nous prenons le temps de l'écoute et du dialogue, le travail se fait et petit à petit Ada, ne pleure plus en arrivant, ne se réfugie plus pendant deux heures dans la cuisine en jetant de temps à autre des regards effarouchés. Peu à peu, elle s'acclimate, rejoint une équipe, ose prendre la parole, affronte les premiers désaccords sans se mettre en colère. Ada fait aujourd'hui partie du groupe et le travail se poursuit.»

Au travers du prisme du lien, c'est bel et bien l'enjeu de la lutte contre le repli sur soi qui est en première ligne. Pour des enfants comme Ada, privés de repères suite à la disparition progressive des liens sociaux, des personnes référentes, des activités phares, c'est tout le fonctionnement de la société qui s'est trouvé mit en cause. Il nous arrive parfois de devoir aider les enfants à se projeter pour répondre à cette simple question : *quel avenir pour moi?* Durant la crise, la question aurait pu se résumer par : *y aurait-il un avenir?* Avec en trame de fond, la polarisation croissante des discours, l'abandon de toute forme d'esprit critique, la remise en cause galopante de la science et du système et la fuite en avant dans le nihilisme ou les idées prêtes à porter colportées sur les réseaux sociaux.

## Conclusion

Le Centre d'Action Laïque de la province de Liège soutient la constitution et le maintien de «l'autrui significatif». «L'élaboration du système identitaire de l'enfant résulte de l'interaction avec l'autrui significatif», celui qui permet à l'individu de se saisir comme un individu unique ou comme le membre d'une entité collective, de se définir ainsi un rôle social». (Muniglia et Rothe, 2013). Ce besoin est encore plus criant en temps de crise comme lors de la pandémie. Toutefois, pour les familles prises dans des processus de marginalisation, on peut avancer que la crise, c'est tous les jours. Car, si l'on s'en réfère aux besoins fondamentaux (Maslow, 1943), c'est bien chaque jour que ces familles doivent faire face à la précarité de l'accès aux sources de satisfaction de leurs besoins physiologiques de base et de sécurité. *Cette pandémie nous aurait-elle permis l'espace d'un instant de nous mettre à la place de ceux qui vivent cette violence au quotidien ?*

Si tel est le cas, alors la création de lieux de rencontres porteurs d'un projet pédagogique et éducatif inclusif, comme les Espaces Laïcité, ou comme pourraient l'être les écoles (moyennant la formation, le cadre, les moyens et les enjeux adéquats), s'avère être une nécessité. En ces lieux pourrait se déployer une véritable culture de la vie en collectivité qui permettrait de mettre tous les usagers sur un même pied d'égalité afin de lutter contre le sentiment d'injustice qui anime sans cela ceux qui se sentent lésés. En ces lieux pourraient se vivre la diversité des cultures comme autant de richesse pour construire un vivre-ensemble universel apaisé. ▲

## Bibliographie

- Bouzar D. et Denies N., (2014), *Diversité convictionnelle, Comment l'appréhender? Comment la gérer?* Louvain-la-Neuve : Academia.
- Gagnon É. (2018), «Comprendre la marginalité ou renforcer la marginalisation? Réflexions éthiques autour d'une recherche». Marin A., Eysermann B. et Giroux M. T. (éds), *Recrutement et consentement à la recherche : réalités et défis éthiques*, Éditions de l'Université de Sherbrooke, p. 98-105.
- Hansotte M. (2005), *Les intelligences citoyennes*, Bruxelles : De Boeck Université.
- Le Goffe A. (2007), «Les catégories de genre et d'oppression chez I. M. Young. Vers une redéfinition du sujet du féminisme? », *Les ateliers de l'éthique/The Ethics Forum*, v. 2, n° 1, p. 52-63.
- Manço A., Gatugu J. et Ouled El Bey S. (2018), "Une gestion responsable de la diversité : un atout pour l'embauche?", Manço A. et Gatugu J. (dir.), *Insertion des travailleurs migrants. Efficacité des dispositifs*, Paris : L'Harmattan, p. 279-292.
- Maslow A. (1943), « A Theory of Human Motivation », *Psychological Review*, n° 50, p. 370-396.
- Muniglia V. et Rothe C. (2013), "Parcours de marginalisation de jeunes en rupture chronique : l'importance des autres significatifs dans le recours à l'aide sociale", *Revue française des affaires sociales*, en ligne.
- Scharnitzk P. et Stone P. (2018), *L'inclusion dans les organisations : de la posture à la pratique*, Paris : AFMD.

# Élèves syriens à l'école belge francophone : Quels parcours scolaires ?

Élodie Oger

**A**u plus fort de la guerre civile en Syrie, la Belgique a accueilli près de 4500 ressortissants de ce pays. Les jeunes syriens ont été nombreux à intégrer le système éducatif de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). De nombreux rapports (Jacobs et Danhier, 2017) offrent un éclairage quantitatif sur la réussite des élèves migrants et leur trajectoire éducative. Le constat qu'ils dressent est sans appel : malgré les mesures prises ces dernières années en vue d'aider les jeunes immigrés à intégrer l'enseignement de la FWB, l'on observe chez ces derniers — même lorsqu'ils sont présents en Belgique depuis plusieurs années — des résultats scolaires largement inférieurs à ceux des élèves natifs, ainsi qu'un abandon scolaire plus fréquent. Ils sont aussi plus nombreux à intégrer les filières les moins valorisées du système scolaire.

Dans cette analyse<sup>1</sup>, nous souhaitons apporter un éclairage différent sur la scolarité de ces jeunes (en particulier, de ceux appartenant à la communauté

<sup>1</sup> Ce texte est une version synthétique d'Oger E. (2021) «Trajectoire d'élèves syriens dans l'enseignement belge francophone : retour réflexif sur les parcours scolaires», Degée S. et Manço A. (dir.), *Une décennie d'exil syrien : présences et inclusion en Europe*, Paris : L'Harmattan, p. 155-176.



syrienne), en leur donnant l'opportunité d'exprimer librement leur point de vue sur leur parcours scolaire. Nous avons interviewé cinq élèves syriens, âgés entre 16 et 19 ans. Nous avons cherché à croiser leurs expériences, à identifier les constantes dans leur parcours, mais aussi les ruptures, afin de tirer quelques enseignements susceptibles de nourrir la réflexion des professionnels de l'éducation.

## L'accompagnement des élèves étrangers : focus sur les « DASPA »

Les élèves que nous avons rencontrés, Naël, Bassem, Younes, Nour et Lina<sup>2</sup> ont réalisé leurs études primaires et une partie de leurs études secondaires en Syrie avant d'intégrer le système éducatif de la FWB. L'entrée de ces élèves dans ce système éducatif est souvent accompagnée ou précédée d'une série de mesures visant à soutenir l'apprentissage de la langue de l'enseignement. Il existe depuis 2001 des classes spécialisées dans l'accueil et la scolarisation des élèves migrants. Ces « classes -passerelles », devenues en 2012 des « *Dispositifs d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants* », réunissent tous les élèves non francophones de l'établissement, et constituent en cela des structures dites « fermées » puisqu'elles fonctionnent de manière autonome, sans lien avec l'enseignement « ordinaire » (Oger, 2019). Prenant place dans certaines écoles primaires et secondaires de la FWB, les DASPA ont pour objectif d'assurer l'accueil, l'orientation et l'insertion optimaux

des élèves primo-arrivants dans l'enseignement ordinaire tout en proposant à ces derniers un accompagnement scolaire et pédagogique adapté, pendant une période limitée allant d'une semaine à dix-huit mois. La finalité du dispositif est l'intégration définitive dans l'enseignement ordinaire.

Si ces mesures d'aide sont louables, diverses observations montrent qu'elles peuvent s'avérer contre-productives par certains aspects (ALIA, 2018). La séparation des élèves d'avec les classes ordinaires reviendrait en effet à stigmatiser ceux d'entre eux qui intégreraient les dispositifs à la marge. En outre, comme le notent Cherqui et Peutot (2015), un maintien dans ces structures retarderait inutilement la confrontation aux exigences de la classe ordinaire, laissant se creuser un retard et entraverait la réussite de ces élèves. Toutefois, il apparaît que certaines équipes, particulièrement expérimentées, ont su s'approprier le DASPA, et y ont développé un répertoire de pratiques professionnelles susceptibles de favoriser l'intégration scolaire de ces élèves (Oger, 2019). Ces pratiques ont, entre autres, pour point commun de s'aligner sur celles en vigueur dans l'enseignement ordinaire et de viser l'apprentissage de la langue dans sa fonction de communication, mais aussi de scolarisation. L'une des particularités de ces structures « efficaces » est d'entretenir des relations apaisées et de coopération avec leur environnement en collaborant notamment avec les écoles voisines en vue d'y « envoyer » des élèves qui ne trouveraient pas au sein de l'établissement des options conformes à leur projet scolaire. On s'aperçoit donc que « classe fermée » ne rime pas fatalement avec retard ou ségrégation scolaires, même si assurer le « continuum » avec la classe ordinaire et le milieu extérieur n'apparaît

possible que lorsque les écoles investissent réellement dans le DASPA et occupent une position avancée au sein du quasi-marché scolaire.

## Constantes et ruptures dans les parcours

### Des transitions compliquées

L'entrée dans le DASPA correspond à une première transition, particulièrement marquante pour des élèves qui viennent tout juste d'arriver en Belgique. Lors du premier jour d'école, la confrontation à la « nouvelle langue » s'avère être une expérience déroutante pour la majorité d'entre eux. Bassem nous dit ainsi avoir eu l'impression de devenir « fou » face à cette langue à laquelle il « n'y comprenait rien ». Lina nous confie avoir pleuré en rentrant chez elle la première semaine. Tous observent cependant une amélioration assez spectaculaire à la mi-année. Ces progrès, parce qu'ils étaient rendus manifestes par les enseignants, ainsi que les encouragements dont ils ont fait l'objet, ont été durant toute la période passée en DASPA une source importante de motivation. Nous avons également pu constater qu'à l'angoisse de ne pas suivre les apprentissages s'est ajouté le stress lié à leur situation administrative. Les adolescents rencontrés s'accordent à dire a posteriori que le DASPA a constitué un moment privilégié au sein de leur parcours : c'est dans ce cadre sécurisant et bienveillant qu'ils ont réalisé les apprentissages (principalement linguistiques) nécessaires à la poursuite de leur scolarité.

<sup>2</sup> Les prénoms des élèves sont fictifs.

Le second moment-charnière dans la scolarité de ces jeunes est le passage du DASPA à l'enseignement ordinaire, lequel apparaît aux yeux de tous les élèves comme le plus difficile à surmonter. Il ne s'agit plus de passer d'un répertoire linguistique à un autre, mais aussi d'assimiler en français une matière « nouvelle », plus « complexe ». Lina nous explique avoir été « écrasée » dans un premier temps par le poids d'un « double travail » :

*« Je travaille à l'avance, je travaille deux fois plus que les autres élèves, j'y suis arrivée parce que vraiment j'ai fait des efforts [...] parfois, je passe des heures à traduire, après j'étudie... »*

Dans la classe ordinaire, les élèves se trouvent confrontés à de nouveaux contenus d'enseignement, voire même à de nouvelles matières scolaires (le néerlandais, par exemple). Nour et Lina relèvent le caractère particulièrement complexe de ces nouveaux contenus, et leur rupture avec ceux abordés dans le DASPA. C'est aussi une nouvelle façon d'enseigner qu'il leur faut intégrer rapidement, ce qu'explique Lina :

*« En Syrie, les professeurs [...] écrivent tout sur le tableau, quand je suis entrée ici en 5<sup>e</sup>, j'ai trouvé ça hyper difficile parce que le professeur parle vite, et nous, on doit noter. En Syrie, les professeurs [...] expliquent tout, même les détails. Les informations rentrent facilement dans la tête. Quand je rentre à la maison, je n'ai pas besoin d'étudier. Ici, je trouve que c'est plus pratiquer, intégrer la théorie [...] on doit comprendre parce que les professeurs changent tout. En Syrie, les professeurs ne changent rien. Les questions portent sur la*

*matière. Ici, on a besoin [...] de faire des liens, de comparer. À l'examen, on va analyser des textes qu'on n'a pas étudiés en classe. [...] En Syrie, il n'y avait pas ça »*

Le passage dans l'enseignement ordinaire les confronte également à de nouvelles façons de s'exprimer. Tous les élèves se disent très impressionnés par le débit des enseignants beaucoup plus rapide que celui des professeurs de DASPA. Quant à Lina, elle s'étonne de certaines variantes linguistiques qui ne correspondent pas à ce qu'elle a appris en classe d'accueil :

*« Quand Madame X. me demande un truc en français, c'était une autre façon [...] moi, je ne connais pas. Elle [...] voulait dire "tu viens d'où ?" Mais moi, j'ai l'habitude d'attendre toute la phrase "tu viens d'où ?", Madame X. me demande "d'où ?" comme ça. Je l'ai regardé et je lui ai dit "quoi ?" »*

Enfin, Lina et Nour nous ont fait part de leur difficulté à intégrer un groupe-classe depuis longtemps constitué. Lina observe que son statut de « nouvelle élève » a constitué un obstacle supplémentaire dont elle se serait volontiers passée, vu les nombreux défis qui l'attendaient déjà.

Lors de ces périodes de transition, ces cinq élèves sont tous passés par des périodes de découragement. Lina nous confie avoir eu le sentiment d'« étouffer » sous le poids du travail qu'il lui a fallu accomplir et avoir connu une période de dépression qui la poussera même à consulter un psychologue. Elle déclare avoir pendant un temps voulu « tout laisser tomber ». Les multiples échecs qui jalonnent le parcours des uns et des autres en classe ordinaire génèrent beau-

coup de frustration. Plusieurs d'entre eux admettent s'être sentis « diminués » alors qu'ils étaient perçus comme de « bons élèves » en Syrie. Nour ajoute avoir « passé plus de temps à paniquer qu'à suivre les cours ». Lina, quant à elle, dit s'être sentie humiliée lorsque ses camarades se sont moqués de ses résultats aux premières évaluations. Au bout de quelques mois, Nour et Lina tirent une grande satisfaction d'avoir obtenu en fin de terminale de meilleurs résultats que « les élèves d'ici ». Lina observe que sa réussite — montrée en exemple par les professeurs — a parfois suscité de la jalousie chez ses camarades, ce qui a rendu encore plus difficile son intégration au sein de la classe.

## Une vision méritocratique de la scolarité

Naël, Bassem, Younes, Lina et Nour ont une expérience positive de l'école : tous gardent un bon souvenir de l'école en Syrie, et ce goût pour l'étude n'a pas faibli depuis qu'ils sont scolarisés en Belgique. Ces élèves, en particulier les deux jeunes filles, valorisent fortement l'éducation et le travail : « déjà en Syrie, je ne faisais que ça [c'est-à-dire, étudier] », affirme Nour. Leur vision de la scolarité peut être qualifiée de « méritocratique », dans la mesure où ces élèves assument la pleine responsabilité des échecs qui ont jalonné leur parcours et qu'elles évaluent leur réussite à l'aune des efforts et des sacrifices qu'elles ont consenti à faire pour y parvenir. Lina explique ainsi :

*« Parfois les autres élèves me proposent de sortir, mais moi je dis non je ne sors pas, je vais étudier. Toute l'année, je suis sérieuse, je dis non, les sorties, je les ferai pendant les vacances. Je n'ai pas besoin de sorties (...), mais vraiment ça ne me dérange pas de fournir cet effort parce que c'est*

*moi, c'est pour moi de toute façon. Ce n'est pas pour le professeur, si je fais ça, c'est vraiment pour moi, pour être satisfaite de moi-même »*

L'exigence dont font preuve les enseignants à l'égard de ces élèves, loin d'être perçue comme un manque d'empathie et de sollicitude envers une catégorie d'élèves plus « vulnérables », est comprise par ces derniers comme une volonté de les amener à se dépasser et une marque de considération appréciée. Lina nous dit ainsi :

*« J'ai bien progressé, mais vu que j'avais des échecs à l'examen de Noël, j'ai eu des examens de passage. Les professeurs ne me disent jamais "oui c'est bien", mais plutôt "continue de travailler". Et c'est bien, moi je vais à l'école pour montrer que je veux réussir »*

Autre constat intéressant : ces jeunes et leur famille ont rapidement été en mesure de saisir en partie le fonctionnement du quasi-marché scolaire, dont on sait qu'il est pourtant particulièrement opaque pour les nouveaux arrivants (Jacobs et Danhier, 2017). Cette compréhension de la situation leur a permis d'opérer des choix plutôt avisés en matière d'éducation. De la même façon, ces élèves ont rapidement perçu la hiérarchie implicite qui s'est instaurée entre les différentes formes d'enseignement. Lina était ainsi angoissée à l'idée d'intégrer l'enseignement qualifiant alors que son souhait était de poursuivre ses études dans l'enseignement général.

## Dispositif d'aide et soutiens multiformes

Le premier dispositif d'aide (et souvent le seul) dont ont bénéficié les élèves syriens interrogés est le DASPA. Tous s'accordent à dire qu'ils n'auraient jamais pu faire l'économie de l'année passée en DASPA. Younes voit dans l'engagement des professeurs de DASPA, leurs exigences, leur expérience et leur confiance dans la capacité des élèves à réussir une des raisons de l'efficacité de la structure. Si le passage en DASPA apparaît pour ces élèves comme une étape nécessaire dans leur parcours, ils observent cependant qu'elle n'est en rien suffisante : il leur aura fallu redoubler d'efforts pour réussir l'année suivante.

Une fois leur départ de la classe DASPA vers les classes ordinaires, l'accompagnement de ces élèves se réduit. Pourtant, nous avons mis en évidence que ce second moment de transition est vécu de manière tout aussi brutale que le premier. Younes, Nour et Lina nous font part de leur sentiment d'avoir été livrés à eux-mêmes. Pour tout accompagnement, Younes a bénéficié des périodes de remédiation destinées aux élèves du premier degré. Quant aux deux filles, elles se sont inscrites aux ateliers de soutien à la langue française. Des professeurs de la classe ordinaire se sont distingués par le soutien qu'ils leur ont prodigué. En l'absence de tout dispositif d'accompagnement expressément conçu pour les élèves ayant quitté le DASPA, cette aide ponctuelle est bien souvent à mettre sur le compte de la bonne volonté des enseignants. Le problème est qu'elle varie d'un professeur à l'autre. C'est une raison pour laquelle certains élèves font appel à de l'aide extérieure, ne trouvant pas le soutien escompté au sein de l'école. Naël a suivi, dès les premiers mois en DASPA, des cours particuliers de français auprès d'un voisin, ce qui lui a permis

de s'améliorer et de recommencer l'année avec une certaine avance. Quant à Lina, elle a régulièrement eu recours à des cours particuliers tout au long de sa scolarité. Ce soutien extrascolaire est fortement encouragé par les enseignants.

Enfin, pour Younes, Lina et Nour, le rôle des camarades de classe s'est révélé déterminant dans leur réussite. Les copains ont agi en véritable « détonateur », les amenant à se ressaisir lors de moments de grande détresse où elles se disaient prêtes à « laisser tomber ». En particulier, Lina évoque le rôle qu'ont joué ses amis : en prenant note pour elle, en partageant leurs synthèses, ils lui ont permis de se raccrocher un peu mieux aux apprentissages. Leur effet positif sur sa scolarité est tel, qu'elle leur attribue une partie de sa réussite. Ces amitiés lui auront permis de mieux s'intégrer et de trouver sa place au sein du groupe.

## Conclusion

Qu'ils aient intégré le système scolaire récemment ou depuis plusieurs années, les jeunes syriens que nous avons rencontrés affichent un parcours remarquable. Ils ont pour point commun d'avoir bénéficié d'une bonne scolarité en Syrie et d'avoir consenti à de nombreux sacrifices pour réussir leurs études en Belgique. Leur arrivée dans le DASPA constitue un premier temps fort dans leur parcours. De l'avis général, le DASPA remplit sa mission : il permet de réaliser les apprentissages linguistiques nécessaires à la poursuite de leur scolarité. Le maintien d'exigences élevées par les enseignants, l'alignement des pratiques pédagogiques sur celles des pratiques de la classe ordinaire, la capacité de l'école à agir dans l'intérêt des élèves au détriment de leur intérêt propre

sont autant de facteurs qui maximisent l'efficacité du dispositif. Les observations d'effets contre-productifs sont ainsi à nuancer : sous certaines conditions, les DASPA sont en mesure d'offrir un tremplin vers l'enseignement ordinaire, car ils proposent un cadre serein et sécurisant qui permet aux élèves de s'adapter au nouveau système.

Il n'en demeure pas moins que le second moment de transition — le passage du DASPA à l'enseignement ordinaire — est vécu par tous comme un moment particulièrement difficile. Or, cette transition n'est encadrée d'aucun dispositif formel visant à la faciliter. C'est généralement le soutien ponctuel qu'offrent quelques enseignants et l'aide fournie par les pairs qui « font la différence ». On ne saurait pédagogiquement se satisfaire d'une aide aussi hasardeuse, et aussi inégalement distribuée entre les élèves. Si des efforts sont à fournir, ils nous semblent dès lors devoir porter notamment sur l'accompagnement post-DASPA. ▲

## Bibliographie

- ALIA (2018), « Politiques linguistiques dans les contextes multilingues de la Belgique francophone. Aide ou ségrégation ? » *Synergies Pays Germanophones*, n°11, p. 185-197.
- Cherqui G. et Peutot F. (2015), *Inclure : français de scolarisation et élèves allophones*. Paris : Hachette.
- Jacobs D. et Danhier J. (2017), *Aller au-delà de la ségrégation scolaire. Analyse des résultats à l'enquête PISA 2015 en Flandre et en Fédération Wallonie-Bruxelles*, Bruxelles : Fondation Roi Baudouin.
- Oger E. (2019), « *Faire-passerelle* » : analyse systémique des pratiques enseignantes dans les dispositifs d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants de Belgique francophone, UCLouvain : Louvain-la-Neuve.

# Liens entre structures de jeunesse et monde de l'emploi

## Quels apports pour l'autonomie des jeunes ?

Alexia Heusdens

**P**lusieurs études de l'IRFAM montrent que certains jeunes, en particulier ceux issus des milieux défavorisés et migrants, n'ont pas beaucoup l'occasion d'avoir des contacts avec le monde professionnel à travers, par exemple, les expériences et le réseau de leurs parents, des jobs d'étudiant valorisants, des stages, ou simplement des visites d'entreprises et des échanges avec des professionnels de divers métiers. Nous pensons que ce type d'opportunités renforcent une vision positive que les jeunes ont d'eux-mêmes en tant que futurs travailleurs, mais aussi renforcent leur compréhension du marché de l'emploi. Ces opportunités aident également la recherche d'une adéquation avec leurs propres attentes et celles du marché de travail : cela leur permet d'avoir des modèles, des repères, des connaissances et des compétences transversales, utiles, plus tard, quand ils seront en recherche d'em-



ploi. Les structures pour jeunes pourraient ainsi contribuer utilement à créer un tel lien positif entre les jeunes (en tant que consommateurs et futurs travailleurs) et les entreprises (qui gagneraient elles-mêmes à développer des liens et une vision réalistes des jeunes de toute origine).

Les structures dédiées aux jeunes sont, quant à elles, nombreuses et diversifiées en Belgique, tant par leur nature que par leurs objectifs et moyens pédagogiques. Nous avons choisi de porter notre attention sur les services d'action en milieu ouvert (AMO). Une AMO est un lieu d'accueil, d'écoute, d'information, d'orientation, de soutien et d'accompagnement pour

jeunes. Elle tente de remédier aux problèmes qui les touchent dans leur quotidien. Les AMO peuvent être parmi les lieux ressources pour les jeunes en matière de lien au monde du travail. Ces services pourraient, en effet, apporter une aide sociale et éducative aux jeunes (jusqu'à 26 ans). Ils interviennent à la demande du jeune ou de sa famille/ses proches. Leur aide est gratuite. Quelles approches mettent-elles en place en Wallonie-Bruxelles afin de faire découvrir le monde du travail aux jeunes ? Quels liens existent-ils entre les structures dédiées aux jeunes, ici les AMO et le monde du travail ? Le but de notre travail est d'identifier si ce type de relations existent et si elles sont nombreuses d'une part, comment ces relations s'établissent d'autre part et enfin, que ce qu'elles peuvent apporter afin de rapprocher les jeunes du marché du travail, dans une visée de socialisation et d'autonomisation des jeunes.

23 AMO ont répondu à notre questionnaire. On constate d'entrée de jeu que 13 AMO au sein de l'échantillon mettent en place un programme visant à rapprocher les jeunes du monde de l'entreprise, alors que les 10 restantes n'en développent pas. Présentons et comparons les informations obtenues pour les unes et les autres.

## Les AMO travaillant au rapprochement des jeunes et du monde de l'emploi

### Les programmes d'ouverture vers le monde du travail

Parmi les différents programmes rencontrés au sein des AMO et dédiés au rapprochement des jeunes du monde du travail, on en trouve plusieurs basés sur le principe du volontariat. Il s'agit d'une participation bénévole à une mission. Cette activité est exercée librement et gratuitement au profit d'autrui ou d'une cause, en général au sein d'une association à but non lucratif, d'une fondation, voire d'un service public, en tout cas, en dehors de tout esprit de lucre et du cadre familial ou amical. Cette initiative ne peut donc concerner des entreprises marchandes. Le projet «Solidarité» est illustratif de ce type d'activités. Il est mis en place par plusieurs AMO<sup>1</sup> en Wallonie-Bruxelles. Il consiste en une «année citoyenne» réalisée par des jeunes entre 16 et 25 ans. Une année durant laquelle, par groupe de huit, les volontaires développent une activité bénévole au service de diverses associations et participent pour ce faire à des formations et séances de sensibilisation, ainsi qu'à des modules de maturation personnelle afin d'extraire de cette expérience intensive un projet de vie. Dans l'exemple de l'AMO Passages, des partenariats existent avec diverses associations locales. Les jeunes en profitent pour les visiter et, éventuellement, se décider de s'y investir en tant que bénévoles, auprès des professionnels qui y travaillent. Selon la conven-

tion de volontariat, les acteurs locaux s'engagent à les initier au travail qu'ils effectuent et à l'esprit dans lequel ils le mettent en œuvre. L'AMO Plan J de Tubize propose un plan similaire afin de promouvoir la solidarité en tant que valeur, auprès des jeunes, mais agit hors du programme Solidarité. Dans ce cas, l'offre de services bénévoles s'adresse à la population dans son ensemble et non à certaines associations locales uniquement.

D'autres activités proposées au sein des AMO souhaitant rapprocher les jeunes du secteur de l'emploi passent par le canal des organismes d'*insertion socioprofessionnelle*. Autant l'exemple précédent est une activité d'éducation permanente autour de la notion de la solidarité, autant dans le cas présent, c'est le principe de *l'activation des jeunes* qui est mobilisé par les AMO à la manœuvre. L'activation consiste en un ensemble de politiques publiques encourageant le développement de l'employabilité et la capacité d'insertion des (futurs) demandeurs d'emploi. Elle vise forcément le rapprochement avec le marché du travail. Deux AMO (A l'écoute des Jeunes AMO et CEMO) proposent aux jeunes de les mettre en lien avec des organismes d'insertion professionnelle de leur ressort. Dans la même idée, Dynamo AMO (Bruxelles) propose des permanences en rue avec la participation d'un partenaire spécialisé en matière d'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Une des questions abordées concerne les jobs étudiants.

Enfin, l'AMO Reliance dans la Basse-Meuse développe un projet nommé «*Bouge pour ton Job*». Il consiste en une formation de cinq jours en résidentiel. Cela permet aux jeunes participants d'identifier leurs

1 AJMO, AMO Jeun'Est, AMO Passages, Color'ados AMO

aspirations et orientations en matière professionnelle, et de se rendre compte de leurs compétences dans certains domaines.

Les autres programmes observés proposent une palette diversifiée d'activités qui ont comme point commun de s'adresser individuellement aux jeunes, et non (comme dans les cas précédents) de s'adresser à des groupes. Ainsi, l'AMO CIAJ, en périphérie liégeoise, suggère aux jeunes de définir un projet de formation ou d'activité professionnelle à l'aide d'entretiens individuels, mais aussi, le cas échéant, au moyen d'ateliers collectifs. Ces actions se déroulent avec l'intervention d'opérateurs externes, afin d'informer et/ou accompagner les jeunes vers des structures d'insertion socioprofessionnelle spécialisées. Tel est également l'approche du programme «*Sac à dos*» proposé par l'AMO Mic'Ados : il consiste à réconcilier le jeune avec le monde scolaire ou de la formation, en l'aidant à faire le point sur son futur.

Une AMO présente à Bruxelles, Centre COMÈTE AMO, développe un partenariat avec *un collectif de commerçants locaux*. Cela lui permet de mettre en contact les jeunes de toute origine avec ces entrepreneurs (dont certains sont également issus de l'immigration) afin d'y expérimenter une immersion professionnelle juste avant leurs 16 ans et, ensuite, d'y démarrer, le cas échéant, un job étudiant, voire un apprentissage, dès qu'ils en ont l'âge. L'originalité de cet exemple est d'impliquer directement des employeurs du secteur marchand et de proposer aux jeunes une activité rétribuée sous forme de job ou de formation en alternance. Le projet «*Été solidaire*» à l'AMO Oxyjeunes de Verviers permet à une dizaine de jeunes par an de travailler pendant deux semaines au sein de leur commune. Celui-ci peut être suivi par

une journée de formation afin d'apprendre comment rédiger un CV, une lettre de motivation, prendre connaissance de la législation du travail, etc.

On constatera à travers ce descriptif que la plupart des AMO, bien que développant des activités en lien avec le marché du travail, n'ont pas véritablement de collaborations directes et fortes avec des entreprises, de surcroît marchandes. La majorité est localement en lien avec des organismes d'insertion professionnelle ou d'autres associations, voire des communes, autant d'institutions non marchandes, même s'il s'agit d'employeurs potentiels et beaucoup d'entre elles sont amenées à collaborer avec des entreprises privées.

### Les conditions d'accès aux programmes et le profil des participants

La plupart de ces offres sont ouvertes à tous les jeunes entre 15 et 25 ans. Certaines nécessitent toutefois que le jeune relève de la condition «*NEET*», c'est-à-dire avoir entre 15 et 24 ans, n'exercer aucun emploi, ne suivre aucune formation ou enseignement. D'après une analyse de l'IRFAM, les jeunes hommes en particulier issus de l'immigration, avec un faible niveau de scolarité et des problèmes de santé sont surreprésentés dans ce groupe. D'ailleurs, sur les onze AMO, six évoquent le décrochage scolaire comme un des points communs importants aux jeunes participant à leurs programmes de rencontre du marché du travail. Les autres points communs des profils des participants à ces programmes relèvent de la santé mentale et sociale : addictions aux jeux, substances ou réseaux sociaux, difficultés familiales et divers troubles relevant de la santé mentale.

### Les AMO des grandes villes développent plus d'actions en lien avec le monde du travail

Trois des AMO mettant en place un programme se trouvent dans des communes avec un nombre d'habitants très important (Charleroi, 203 071 habitants, Bruxelles 189 850 et Namur 113 832). Cinq autres de ces AMO se trouvent dans des communes de taille intermédiaire (Seraing 64 013, Forest 56 690, Verviers 55 399, Saint-Gilles 48 995 et Braine-L'Alleud 40 367). Enfin, les cinq dernières se trouvent dans des communes avec une population proche de la moyenne des communes belges (20 000) (Tubize 27 803, Visé 17 995, Marche-en-Famenne 17 792, Waremme 15 317 et Jodoigne 14 971). Cette lecture géographique semble indiquer que les AMO des grandes et des moyennes villes sont plus promptes à développer des actions en lien avec le marché du travail.

### Les résultats des programmes d'après les AMO

Les AMO contactées sont plutôt satisfaites des résultats de leurs programmes de lien avec le monde du travail : nombre de participants, continuité des dispositifs, rapports durables avec les partenaires, etc., même si, pour au moins trois AMO, les résultats restent mitigés, car certains jeunes «*n'arrivent pas à atteindre l'objectif*» qui est de trouver leur voie dans le domaine professionnel. Quant aux jeunes, dont les AMO rapportent le degré de satisfaction, ils semblent globalement satisfaits de ce que ces programmes leur apportent : découverte d'un pan du monde professionnel et d'eux-mêmes face à ce monde. En particulier, les AMO dont les programmes consistent à mettre les jeunes en lien avec des organismes d'insertion professionnelle sont peu satisfaites de l'im-

pact obtenu auprès de leur public. La plupart de ces structures insatisfaites se situent dans les communes bruxelloises.

### Quid des AMO ne mettant pas en place d'actions en lien avec le marché du travail

Dans les dix autres AMO ne travaillant pas directement au rapprochement des jeunes et du monde de l'emploi, seules deux y ont déjà pensé : l'AMO J4 et l'AMO Mille Lieux de Vie. Pour la première, la crise sanitaire a empêché la mise en place du programme imaginé. Pour la seconde, ils ciblent les jeunes NEET, mais n'ont pas réussi à les localiser ou à les approcher, afin de les intégrer au programme. Celui-ci a donc arrêté prématurément. Les autres AMO n'y ayant pas pensé trouvent la proposition suscitée par notre sondage intéressante et certaines vont même de leurs idées : l'AMO Canal J propose de valoriser et de développer un lien avec des filières d'apprentissage et de formation en alternance; l'Arpège AMO, quant à elle, évoque l'idée de mettre en œuvre des « rallyes professionnels » mettant en contact des jeunes et des travailleurs expérimentés, dans des secteurs diversifiés. On constate qu'à l'exception de la ville de Tournai (69 421 habitants), les autres communes où se situent les AMO n'ayant pas mis en œuvre un programme d'activités en lien avec le monde du travail, se situent dans des localités dont la population est proche de la moyenne des communes belges : Soignies (28 520), Terte (23 509), Huy (21 495), Dour (16 561), Couvin (14 173), Dinant (13 312), Beyne-Heusay (11 950), Libramont (11 637), et Virton (11 389). Les AMO des communes semi-rurales semblent moins dynamiques en matière de lien entre jeunes et le marché de l'emploi.

## Comparaison entre les deux groupes

Comme on le voit, une des différences entre les AMO travaillant au rapprochement des jeunes et du monde du travail, d'une part, et celles n'y travaillant pas, d'autre part, semble géographique : les actions observées se situent plutôt au sein des AMO des entités urbaines de taille relativement grande et desservant une population relativement nombreuse. C'est également dans ces localités qu'est concentrée la majeure partie des entreprises et des institutions. Dans la même mesure, les AMO actives dans le domaine étudié totalisent, en moyenne, près de 11 équivalents temps plein, alors que le nombre de travailleurs est moindre dans les AMO ne travaillant pas le sujet : une moyenne de 7 équivalents temps plein. Les AMO insistant sur le rapprochement des jeunes et du monde de l'entreprise mettent en œuvre annuellement 9 projets collectifs de tout type. Ce chiffre est, en moyenne, de 8 au sein des AMO de travaillant pas la thématique étudiée.

## Discussion et recommandations

La recherche a permis de mettre en avant certaines initiatives prises par des AMO afin de rapprocher les jeunes du monde du travail. Parmi ces initiatives, celles fonctionnant le mieux semblent être celles où les jeunes sont en groupe encadré, entendez, les projets où les intervenants jouent un rôle actif auprès des groupes de participants. En revanche, les programmes proposant de mettre les participants individuellement en lien avec des organismes d'insertion professionnelle n'obtiennent pas les résultats

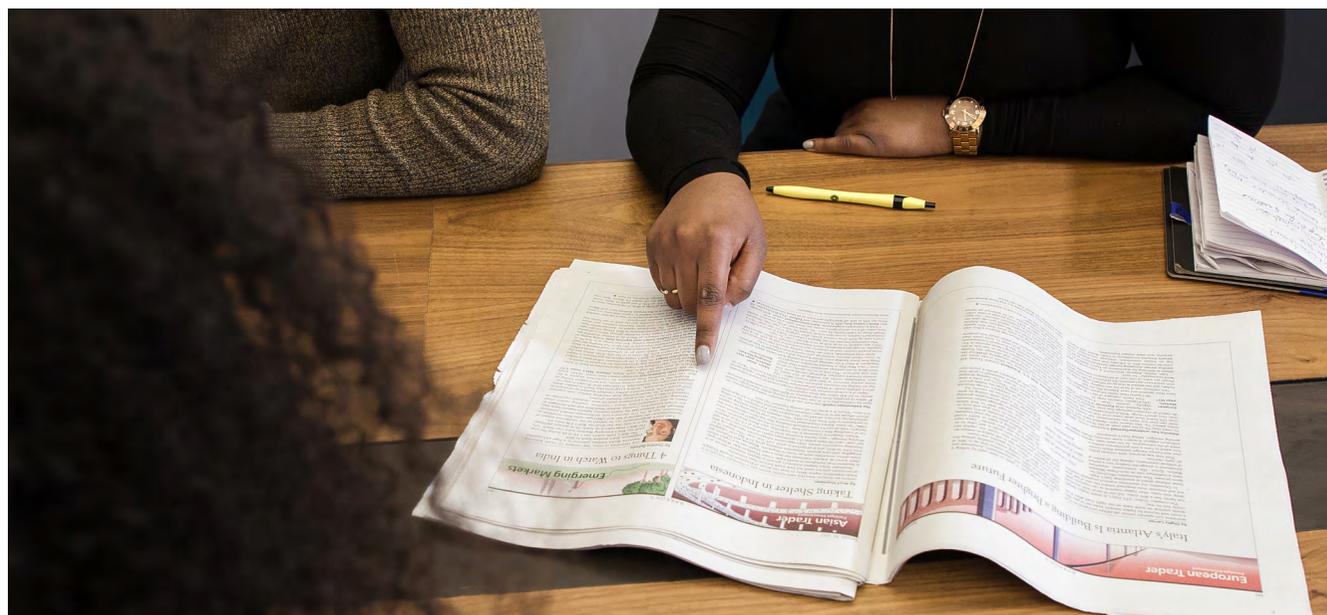
espérés, soit des prises de conscience parmi les jeunes quant à leurs orientations et talents en matière professionnelle. La proximité et l'interaction avec les intervenants spécialisés des AMO, plutôt que ceux des centres d'insertion qui s'adressent à un public d'adultes, semblent constituer un facteur de succès. Rappelons que les AMO dynamiques dans le domaine sont également celles disposant de plus d'encadrants.

Les avis recueillis auprès des AMO ayant participé au sondage montrent que la mise en place et la réussite de ce type de projets dépendent de la maîtrise que mettent en œuvre les animateurs en matière de dynamique de groupe et d'écoute active, ainsi qu'un travail sur la confiance en soi. Il s'agit de prendre en compte le jeune dans la globalité de son existence et ne pas se focaliser uniquement sur l'emploi. Pour l'AMO Mic'Ados, par exemple, il faut de l'implication de la part des éducateurs et soigner l'accompagnement individualisé du jeune : entendre sa situation, ses besoins, globalement, et respecter son rythme. Il faut également accorder de l'importance à la dynamique du groupe, susciter la coopération et le soutien entre pairs. Enfin, le Centre Comète AMO recommande de travailler l'élargissement des réseaux de connaissances des jeunes, notamment en créant des contacts avec petites entreprises et des commerçants locaux. ▲

# Quel rôle peuvent jouer les entreprises en amont de l'insertion professionnelle des jeunes migrants ?

Wendy **Roufosse**

Cette analyse tente de mettre en lumière ce qui est mis en place — ou non — par les entreprises, dans le but de rapprocher les jeunes migrants et issus de milieux précaires du monde socioprofessionnel. Nous avons tenté d'identifier les mesures volontaires et les projets menés par des entreprises pour renforcer les opportunités d'insertion des jeunes issus de l'immigration. Ces actions peuvent répondre à divers objectifs. En ce qui concerne *les jeunes*, susciter l'intérêt pour tel ou tel métier, faciliter l'orientation professionnelle, renforcer la création de liens et de réseaux entre des jeunes et le monde professionnel, favoriser la rencontre des jeunes avec le monde du travail et atténuer les points de vue stéréotypés sur ce monde, informer et conscientiser le public sur les attentes des employeurs, créer des repères et des connaissances à propos de la sphère professionnelle... En ce qui concerne *les responsables d'entreprise* ; conscientiser sur la diversité et le dynamisme des jeunes et des structures qui les regroupent, dépasser les regards



stéréotypés, rencontrer de possibles talents, susciter un partage de pratiques, de points de vue et de valeurs... Ces rencontres et échanges peuvent, en effet, être à la base, de part et d'autre, de multiples prises de conscience et de questionnements réciproques, souvent critiques. Ils semblent surtout utiles pour des jeunes issus de milieux défavorisés et migrants qui, à la différence de certains jeunes originaires de groupes sociaux plus aisés, peuvent moins souvent bénéficier

de réseaux utiles ou de modèles dans le domaine professionnel. Ainsi, encadrés par des éducateurs ou des enseignants, de tels rencontres et échanges représentent un apport important en termes d'éducation permanente et citoyenne, et peuvent contribuer au raffermissement de la cohésion sociale et à lutter contre les discriminations.

## Contexte

Le chômage et la précarité des jeunes ont des conséquences importantes sur le plan socio-économique, mais aussi humain (désaffiliation sociale, conséquences psychologiques et physiques<sup>1</sup>, perte du pouvoir d'achat...). En Europe, les travailleurs immigrés sont, de surcroît, plus fortement touchés par le chômage et l'exclusion économique que les autochtones (OCDE, 2022). Cet écart est particulièrement marqué dans les États de l'UE (2019) pour les immigrés originaires de pays hors de l'Union. La Belgique n'échappe pas à ce constat, puisque les personnes issues de l'immigration et résidant dans ce pays connaissent un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale (Manço, 2021). En effet, selon le Monitoring socio-économique 2019, la différence entre les autochtones et allochtones reste importante, et ce même avec un niveau d'éducation et un domaine d'études équivalents. De plus, selon Eurostat (2019), la Belgique fait montre d'un taux d'emploi pour les immigrés d'origine non européenne de 54 %. Ce dernier représente le taux le plus faible enregistré parmi les pays de l'UE. L'OCDE (2019) précise enfin que, parmi les immigrés, l'accès à l'emploi est plus difficile encore, notamment, parmi les jeunes, les femmes et les travailleurs les moins qualifiés. En effet, au sein de l'UE, plus de 18 % des migrants âgés de 15 à 24 ans sont sans emploi et ne suivent aucun programme scolaire ou de formation professionnelle, contre 11 % des personnes de la même classe d'âge, mais nées dans les pays de l'observation (OCDE, 2019). Ces écarts s'expliquent notamment par un marché du travail, de l'école et de la formation professionnelle

<sup>1</sup> Jin et coll., 1995.

discriminant (Sensi, 2018), mais également, selon les Assises de la Jeunesse de Wallonie-Bruxelles (2021), par un manque de lien concret des jeunes, notamment issus de l'immigration et des milieux populaires, avec le monde du travail : faiblesse des réseaux relationnels dans le domaine professionnel, difficultés d'accès à l'information utile, absence de liens entre les structures de jeunesse ou les écoles, d'une part et le monde des entreprises, d'autre part, et dans certains cas, absence de modèles parentaux ou de pairs valorisants, etc.

Or, la création de liens — même informels — entre les jeunes et le monde du travail peut-être une source d'opportunités tant pour les jeunes que pour les entreprises : développement d'une interconnaissance, de repères mutuels et des formes de rapprochement. Dans ce cadre, les entreprises qui œuvrent proactivement aux côtés d'acteurs socio-éducatifs pourraient permettre de renforcer la compréhension critique du marché de l'emploi par les jeunes, autant que la connaissance approfondie de la diversité du monde de la jeunesse par les responsables d'entreprise. Cette rencontre peut, *in fine*, soutenir l'insertion socioprofessionnelle future de ces jeunes.

## Les entreprises comme levier d'intégration

Alors que les politiques et les acteurs sociaux jouent un rôle clé dans le processus d'intégration sociale, une observation internationale suggère que les employeurs aussi peuvent apporter leur pierre à l'édifice et contribuer à faciliter l'intégration sur le marché du travail des jeunes migrants et, plus généralement, des jeunes issus des couches défavorisées de la population.

En effet, si les facteurs qui concourent à une mauvaise insertion socioprofessionnelle des jeunes sont multiples, une meilleure intégration au monde du travail doit se comprendre *de façon systémique*. À ce titre, la participation des entreprises au processus d'accès à l'emploi est un levier essentiel dans la mesure où une grande partie des emplois se trouvent justement chez elles. À leur échelle et déjà en amont de l'insertion, les employeurs peuvent ainsi créer des opportunités pour les jeunes en les aidant à comprendre le fonctionnement des entreprises et du marché de l'emploi, à se confronter aux réalités de diverses professions, à se donner de nouvelles motivations et projets pour le futur... Cette contribution à la maturation vocationnelle des jeunes est certainement bienvenue pour tous ceux faiblement scolarisés et/ou sans expérience professionnelle et manquant de soutien en ce domaine, compte tenu entre autres, d'un rapport fragile au monde de l'emploi dont leurs parents ou leur entourage proche peuvent souffrir. Pour ces jeunes, « *le marché peut être vu comme hermétique, et les employeurs comme "méchants"* ». Les jeunes peuvent ainsi « *penser que ça ne vaut pas la peine d'essayer, de tenter de travailler* », explique

Labo Jeunes (2019). À l'inverse, certains jeunes peuvent aussi considérer le marché du travail comme un parcours «*facile d'accès et nourrir des espoirs ou des rêves qui vont vite se heurter aux barrières*» de la réalité professionnelle — extrêmement changeante — et de ses exigences, de ses concurrences, etc.

Les entreprises peuvent justement aider les jeunes à revoir ces représentations biaisées et incomplètes, à travers une immersion en leur sein, des activités de découverte et la rencontre de professionnels expérimentés. Elles contribueront au développement de connaissances ancrées dans le réel en donnant aux jeunes une vision plus adaptée du monde du travail, une vision qui, du reste, peut être réinterprétée ou complétée de manière critique par les éducateurs, les enseignants ou les accompagnants de ces jeunes, voire le cas échéant, par des acteurs issus des milieux syndicaux ou associatifs. De plus, les échanges informels avec les entreprises et leurs membres peuvent contribuer à préparer les jeunes pour leurs futurs contacts «formels» avec le monde de l'emploi, en les aidant à adapter leur communication au contexte et en affûtant leur orientation professionnelle. Tels sont, entre autres, les principaux enjeux de la participation active et précoce des entreprises à l'encadrement des jeunes pour une orientation professionnelle future, davantage congruente avec les contextes et les conjonctures socio-économiques.

Pourtant, si les structures de jeunesse et les écoles, voire étonnamment les centres de formation professionnelle développent en réalité peu d'actions en coopération avec des entreprises du secteur marchand (Manço et Scheurette, 2021), ces dernières, à leur tour, ont largement tendance à attendre passivement le moment des demandes de stages, de jobs d'étudiants ou la récep-

tion de CV pour un premier emploi, afin de rencontrer des jeunes. Or, dans la majorité des cas, les entreprises jugent peu intéressantes ces premières rencontres avec les jeunes, les trouvant peu matures, peu informés, peu motivés et dans la même mesure peu intéressants. En ne considérant que le point de vue de l'entreprise, en omettant celui plus global du jeune, futur travailleur, les recruteurs en entreprise, en intérim, sans concertation avec les organismes d'insertion finissent par décourager les jeunes. Les employeurs déplorent ensuite une pénurie de candidats travailleurs en particulier pour de nombreux métiers, justement considérés comme «difficiles» (travail à pause, physiquement pénible...) et néanmoins essentiels. Ces métiers sont légion dans la liste des secteurs en tension du FOREM, entre autres. Ne serait-il pas plus efficace et juste de préparer les jeunes de manière informelle et en amont d'une première confrontation à l'emploi, en les informant sur les exigences et les manières de communiquer au sein des entreprises, sur les métiers en pénurie, avec leurs avantages et désavantages, ce qui pourrait aussi, dans une certaine mesure créer des liens entre jeunes et certains professionnels expérimentés. Des liens sur lesquels pourront prendre appui une confiance, un début de motivation et d'orientation professionnelle, voire un projet d'avenir? Des stages, des jobs, des plans formation-insertion, des ateliers de recherche active d'emploi, etc. ne pourraient-ils pas s'arc-bouter sur ces premiers liens informels en entreprise, contacts mis en œuvre en amont de tout enjeu professionnel immédiat? Aussi, il nous semble profitable, pour l'ensemble de la société, que les entreprises coopèrent avec les structures socio-éducatives, afin de développer une telle émulation autour des jeunes, notamment issus de l'immigration et des milieux précarisés.

## La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et l'intégration des jeunes issus de l'immigration

La Commission européenne définit la RSE comme «*l'intégration volontaire par les entreprises des préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes*». La RSE peut donc s'entendre comme la contribution des entreprises à divers enjeux, elle se rapporte aux démarches des entreprises, s'inscrivant dans une optique de développement durable, de cohésion sociale et de compétitivité. D'après Pour La Solidarité, le volet social de la RSE renvoie entre autres à des objectifs en matière d'égalité professionnelle des femmes et des hommes, de lutte contre les discriminations liées au handicap, de qualité du dialogue social, de formation, d'intégration des jeunes et des seniors, de communication interne, d'horaires variables, de santé au travail, de prévention des risques, d'adaptation de l'emploi, de conditions de travail favorables et de bien-être. Il y est question de renforcer l'égalité des chances et la diversité au sein des entreprises, un des piliers de la RSE. Il semble ainsi pertinent de faire prendre conscience aux entreprises de la plus-value de la diversité (origines, genre, génération...) et de promouvoir leurs actions en la matière. Une entreprise socialement responsable est donc une entreprise qui contribue notamment à l'intégration des jeunes, à l'égalité de chances et à la promotion de la diversité. Pour pouvoir agir efficacement et réaliser ces finalités, les entreprises devraient cependant toucher les jeunes avant l'emploi, d'où l'importance d'une démarche proactive en faveur de l'intégration des jeunes de diverses origines.

## Actions des entreprises en matière d'insertion socioprofessionnelle des jeunes

Notre observation montre que de nombreuses entreprises<sup>2</sup> s'engagent dans une démarche de RSE en matière d'intégration des migrants, seules ou en partenariat avec d'autres organismes. Cependant, ces actions concernent souvent des questions de cohésion sociale en général ou des questions d'insertion professionnelle en tant que telles. Elles ne sont pas orientées vers des initiatives dédiées aux jeunes, afin de prévenir de futures difficultés d'insertion. Il existe en effet très peu d'initiatives menées par des entreprises visant le rapprochement des jeunes (issus de l'immigration) et le marché de l'emploi. Aussi, peu de ressources liées à ce genre d'actions éducatives, préventives et informelles ont pu être rassemblées, les entreprises étant rarement actives dans ce domaine. Pourtant, nous avons contacté un certain nombre d'entreprises (N = 32) afin de lister leurs initiatives au moyen d'un bref questionnaire. Nous avons porté notre attention en priorité aux entreprises qui annoncent sur leur site internet ou rapport d'activité d'autres actions à caractère social<sup>3</sup> ou mettant en avant leur label «Égalité-Diversité»<sup>4</sup>. Quelques-unes

2 Par exemple, [Accor](#), [Adecco](#), [Barilla](#), [BMW](#), [BNP Paribas](#), [Ikea](#), [Ipsos](#), [Keolis](#), [L'Oréal](#), [Sodexo](#), [Total](#)... rassemblés au sein d'un collectif, « *Refugees are talents* », avec pour objectif : appeler à l'intégration en entreprise des personnes réfugiées.

3 Par exemple, [Kiabi](#), [Coca Cola](#), [Airbnb](#)...

4 [Age d'Or](#), [Proximus \(Belgacom\)](#), [Center Parcs](#), [AB-Reoc](#), [Ethias](#), [Ville de Gand](#), [IBM](#), [Ville de Liège](#), [Ville de Louvain](#),

n'ont, malgré tout, pas saisi l'objet de la recherche arguant du fait que tel n'est pas leur rôle. D'autres nous ont redirigés vers des associations ou des services publics, mais jamais vers des entreprises privées. Toutefois, au moins cinq entreprises de grande taille, situées en Belgique et en France, se sont avérées être sensibles et actives dans l'insertion des jeunes éloignés de l'emploi et des diversités : [Delhaize](#), [Ethias](#), [Bpost](#) (DynaGroup), [Décathlon](#) et de [Facenergy](#).

### Delhaize et l'opération «Jobs d'été»

Dans une [étude](#) de « Pour La Solidarité » (2010), Stokink et Verdonk rapportent une action menée par Delhaize qui semble correspondre à notre recherche. En effet, au lieu d'engager uniquement les enfants de ses employés pour les jobs d'étudiants annuels (ce qui renforce les effets de discrimination systémique), l'entreprise de grande distribution a décidé d'ouvrir son recrutement à des jeunes issus de milieux défavorisés et éloignés de l'emploi. Les objectifs sont multiples : favoriser l'insertion des jeunes qui pourraient rencontrer des difficultés sur le marché du travail, leur permettre de découvrir un environnement de travail, et enfin sensibiliser le personnel de Delhaize à la mixité sociale. Pour ces jeunes, c'est l'occasion de découvrir le monde du travail et une opportunité d'acquérir une première expérience professionnelle. Pour le personnel et l'entreprise, il s'agit d'une expérience humaine : côtoyer et aider à former de jeunes collègues qui probablement n'auraient pas eu un contrat de travail dans le groupe. Au-delà, la rencontre est bénéfique à l'entreprise en tant qu'opération « découverte (potentielle) de nouveaux talents ». Chez Delhaize, l'histoire commence en 2005 : le Comité de direction décide

[Randstad](#), [Police fédérale](#), [SNCB](#), [Sodexo](#), [Trace!](#)...

de développer un plan «Diversité» et désigne l'association « Pour La Solidarité » en tant que consultant pour sa mise en œuvre. Ce plan comporte un certain nombre de mesures (communication, formation, etc.), dont l'opération «Jobs d'été» initiée dès 2006 et réitérée avec succès les années suivantes. Le projet est national et concerne Anvers, Gand, Bruxelles, Namur, Charleroi et Liège. « Pour La Solidarité » s'appuie sur les partenaires locaux : les missions locales, comme le [MIREC](#), associations actives dans la promotion de l'emploi des jeunes, etc. Ces structures proposent des activités de découverte d'entreprises, du *jobcoaching* qui consiste par exemple à rédiger des CV et des lettres de motivation ou encore à préparer les entretiens d'embauche. D'après Pour La Solidarité, après trois années de mise en œuvre du projet, «*l'évaluation est globalement positive*». Environ 200 jeunes ont été concernés par cette opération, il s'agissait d'une première expérience professionnelle pour la plupart. Par ailleurs, les jeunes «*ont pu bénéficier de la possibilité de repostuler sans passer de nouveau par le coaching*», avec des chances d'être engagés. La principale difficulté «*réside dans les problèmes de "timing" et dans la nature des contacts. En effet, il a souvent été constaté qu'il y avait un décalage entre la temporalité du jeune, rythmée par les examens et celles des partenaires et des magasins, qui sont parfois difficiles à concilier*». Le projet (qui n'a pas été réitéré) ne ciblait cependant pas les jeunes issus de l'immigration, mais plutôt les jeunes issus de milieux défavorisés, éloignés de l'emploi. Depuis lors, un dispositif régional bruxellois a été mis en place, [JEEP](#) (Jeunes, École, Emploi... tout un Programme) proposant des modules de formation et

de sensibilisation à la vie active, et destinés aux élèves du dernier degré de l'enseignement secondaire, toutes sections confondues.

## Ethias

Un partenariat a existé entre ce groupe d'assureurs et le CRIPÉL, entre autres acteurs. Il a œuvré pendant plusieurs années afin de proposer des jobs de vacances à des jeunes issus de quartiers défavorisés de Liège. Toutefois, et à l'instar de Delhaize, l'action aujourd'hui éteinte n'intervenait pas en amont de l'insertion socioprofessionnelle, le job de vacances étant déjà une phase intermédiaire. Il est néanmoins vrai que cette initiative pour laquelle peu d'informations sont accessibles peut avoir aidé des jeunes à créer de nouveaux liens et réseaux avec le monde professionnel et à développer un projet de formation.

## Decathlon : «*Sport2be*» et «*Job2be*»

L'objectif des actions du distributeur de matériel de sport et de loisirs est simple : utiliser l'activité sportive et récréative comme tremplin de l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté. Les jeunes peuvent y participer gratuitement et exercer divers sports en étant encadrés par des coachs professionnels. La pratique encadrée d'un sport est considérée comme un outil afin d'établir une relation de confiance entre le jeune et des encadrants, comme les coachs sportifs, et profiter de l'occasion pour le sensibiliser à son avenir professionnel. En effet, le sport semble faciliter le contact spontané avec le jeune public et l'accompagnement en la matière se relève être un élément essentiel pour gagner sa confiance. L'encadrant transmet à travers ses interventions des valeurs indispensables à chaque parcours de vie : l'engagement, l'effort et la persévérance, le respect de soi, de l'autre et des règles,

la loyauté, l'esprit d'équipe, le dépassement de soi, le *fair-play*... des acquis transversaux fondamentaux qui constituent le socle nécessaire au développement personnel, social et professionnel des jeunes à l'aube de leur carrière. L'approche de Décathlon repose sur une action en deux temps. Premièrement, il s'agit d'offrir des séances de sport hebdomadaires gratuites avec des coachs sportifs, pour les filles et les garçons (ou exclusivement pour les filles), aux jeunes de 6 à 18 ans (*Sport2be*). Ensuite, il est question d'accompagner les 16-25 ans vers leur première expérience professionnelle grâce au programme *Job2Be*<sup>5</sup>. Ce dernier vise à être un lien entre les jeunes et tous les acteurs qui les aideront dans leur développement professionnel, à travers notamment des visites d'entreprises (du groupe et ses partenaires), dans le but de découvrir des métiers et des secteurs, ainsi que de bénéficier des opportunités de contact avec des professionnels et de commencer à créer un réseau, auquel ils n'auraient probablement pas accès autrement. Les témoignages de certains jeunes issus de l'immigration ayant participé à l'action *Job2Be* à Bruxelles sont présentés sur le site de l'initiative. Pour tous, l'action a été d'une grande aide que ce soit pour réaliser leur CV, pour découvrir des métiers, mais également pour trouver un job d'été, voire un emploi. Pour l'année 2020-2021, 28 jeunes se sont inscrits à l'action et 13 ont trouvé un emploi dans ce cadre. Par ailleurs 88% se sentent préparés pour leurs futures recherches d'emploi.

Quant au projet *Sport2be*, il embarquait, en 2020, plus de 400 jeunes sur une dizaine de terrains de sport en Belgique. Alors que Décathlon envisage

---

5 Immersions, premiers contacts professionnels, ateliers, mise en relation avec les entreprises partenaires, suivi individualisé, première expérience professionnelle.

d'élargir l'action, les jeunes participants témoignent de leur satisfaction : ils ont pu y «*rencontrer beaucoup de gens*», le sport les aide dans leur vie et à l'école en leur donnant envie de se surpasser dans tout ce qu'ils entreprennent. Ils ont pu développer «*des valeurs grâce au sport : être solidaire, aller au bout des choses...*», des attitudes qu'ils peuvent faire valoir à l'avenir.

## DynaGroup

Entité néerlandaise de Bpost, cette entreprise a conclu en 2019 un partenariat avec JINC, une organisation qui entend familiariser les enfants de 8 à 16 ans issus de milieux précarisés avec le monde de l'entreprise. Grâce à cette organisation, plus de 55 000 élèves du primaire et du secondaire professionnel ont eu la possibilité de participer à une série de formations (Digital Skills, Lightning Internship, Job Application Training). Objectif : préparer les jeunes à l'exercice, souvent stressant, de l'entretien d'embauche (pour un stage, un bénévolat ou un job de vacances, par exemple). En parallèle, des immersions ont été organisées pour permettre aux élèves de découvrir les métiers de la logistique et du numérique et, pourquoi pas, d'éveiller des vocations. Dans son rapport d'activités de l'année 2020, DynaGroup mentionne 144 jeunes qui ont été aidés grâce aux animations. En 2021, ce sont 260 jeunes du sud du Limbourg qui ont bénéficié d'une expérience similaire, les rapprochant d'une entrée sur le marché du travail. Plusieurs jeunes ont pu partager leur ressenti par rapport à ces expériences sur les sites web des organismes concernés : les retours sont, dans l'ensemble, positifs. Les participants disent avoir beaucoup appris. Quant aux animateurs des séances, employés volontaires de DynaGroup, leurs avis semblent également très satisfaits. L'action a permis à de nombreux jeunes

de découvrir diverses professions peu connues. Bien qu'elle n'ait pas ciblé spécifiquement les jeunes issues de l'immigration, mais plutôt les milieux défavorisés, la zone géographique ciblée, où beaucoup d'habitants immigrés résident, indique que ce sont bien ces jeunes qui ont bénéficié de l'action.

Chaque année, l'association JINC organise une initiative nommée *Baas van Morgen*, auquel participe également DynaGroup<sup>6</sup>. L'idée est de donner à des jeunes qui grandissent dans des quartiers défavorisés sur le plan socio-économique un avant-goût de la «réussite professionnelle». Lors de cette activité, quelques jeunes arrivent dans l'entreprise en voiture de société, et endossent le rôle de directeur, jusqu'à s'asseoir dans son fauteuil. Ils participent à des réunions, déjeunent avec le patron et mènent des recherches sur un problème spécifique. Cette action symbolique et médiatisée permet d'offrir à des jeunes un regain d'énergie et un horizon plus large, en plus de découvrir les différents métiers d'une entreprise de logistique. L'idée est de renforcer les liens entre les responsables de l'entreprise et les jeunes en proposant aux premiers de se montrer présents, plus tard, lorsque les jeunes participants auront besoin d'un coup de pouce pour leur insertion professionnelle.

### Facenergy Sport et partenaires

Promu par un club d'entreprises françaises situées dans divers pays, ce projet décliné par régions scénarise la rencontre entre des chefs d'entreprises proposant des emplois et des jeunes issus de quartiers populaires. L'initiative se déroule sous forme de tournois sportifs ou ludiques, suivis de «forums emploi». Des matchs sont organisés et opposent des équipes comprenant en

ordre dispersé des demandeurs d'emploi et des salariés ou des dirigeants d'entreprise. L'activité débouche, dans sa prolongation, vers des stands de simulation d'entretiens, par exemple. Des visites d'entreprises sont également organisées. Cette action concerne l'accès à tous types d'emploi et provoque des rencontres directes. Ces dernières permettent de créer du lien social et font évoluer les représentations de chacun. Cette suite d'événements, destinée principalement à de jeunes demandeurs d'emploi, la plupart d'origine étrangère, vise à faciliter les contacts entre chercheurs d'emploi et collaborateurs de diverses entreprises, dans un cadre informel. Dans son rapport d'activités 2020, Facenergy relate l'initiative qui tend à faciliter l'accès à l'emploi des publics en difficulté, à construire des passerelles entre le monde économique et le monde de l'insertion professionnelle et de permettre aux entreprises de diversifier leur recrutement en s'ouvrant à la diversité. On recense pour l'ensemble de l'année, 322 bénéficiaires, pour un taux d'accès à l'emploi ou à la formation de 76 %, dont 113 collaborateurs engagés au sein des 149 entreprises participantes, avec 130 offres d'emplois. Encore une fois, l'action en question n'intervient pas en amont de l'insertion socioprofessionnelle, mais elle tente de servir de pont pour relier publics en difficulté et monde du travail. De plus, les jeunes participants sont sélectionnés sur la base des besoins des entreprises : l'offre ne s'adresse donc pas à tout jeune.

## Incise sur la plateforme YouTube et ses créateurs de contenus

YouTube est un site d'hébergement de vidéos sur lequel les utilisateurs peuvent envoyer, regarder, commenter, évaluer et partager des vidéos en streaming. Les «youtubers» célèbres et regardés sont les nouvelles idoles qui ont le pouvoir d'influencer leurs suiveurs. Récemment, le youtubeur Valentin Halter, plus connu sous le pseudonyme *Neoxi*, qui comptabilise deux millions de followers, a publié une vidéo (vue à ce jour près de 176 000 fois) à la demande de la *SNCF*, dans laquelle il présente et fait découvrir à sa communauté une plateforme ferroviaire et les métiers s'y attachant. Une autre vidéo de ce genre a été publiée par *Ludovic B.*, autre youtubeur comptabilisant 300 000 abonnements. Il s'agit ici d'un sponsoring de l'entreprise *Carrefour* (dans le cadre de l'action *Act for Food*). Cette vidéo présente le métier de pisciculteur. Une autre production du même créateur de contenus, réalisée en partenariat avec *Tadao*, réseau de transports urbains des agglomérations de Lens-Liévin, Hénin-Carvinet Béthune-Bruay-Artois-Lys-Romane fait découvrir l'envers du décor du travail de conducteur de bus en suivant un employé durant une journée. Ces vidéos sont nombreuses et regardées abondamment par un public surtout jeune. Bien sûr, ces productions ne ciblent pas uniquement la population issue de l'immigration (même si des sous-titres automatiques en différentes langues sont possibles sur la plateforme YouTube), le concept semble ludique, intéressant et puissant pour intéresser les jeunes dans leur ensemble,

<sup>6</sup> Vidéo du projet mené en 2021.

et pourrait inspirer les acteurs de la jeunesse et de l'insertion, ainsi que les entreprises dans leurs efforts de rapprochement du jeune public du monde du travail<sup>7</sup>.

## Conclusion

Analysant ce qui est mis en place, notamment par les entreprises, dans le but de rapprocher les jeunes migrants du monde professionnel, nous constatons que la plupart des actions présentées, malgré leur intérêt, ne semblent pas intervenir en amont de l'insertion : elles proposent des ponts qui mènent plus ou moins rapidement vers le travail et laissent libre la place des initiatives de sensibilisation et d'information davantage précoces. De plus, une action comme Facenergy Sport n'est pas accessible pour tout jeune, le recrutement des bénéficiaires se basant sur les besoins des entreprises et concernant finalement de petits nombres. Le rôle généraliste d'initiation semble rempli alors par de nouveaux outils comme les chaînes YouTube, avec leurs difficultés comme l'absence d'interactivité, même s'il est indéniable que cette plateforme constitue un des canaux d'information massifs importants. Mentionnons tout de même les initiatives de Décathlon et de Dyna-Group qui remplissent un rôle de découverte du monde du travail, mais globalement ces initiatives sont rares.

Nous remarquons que les entreprises identifiées en Belgique, aux Pays-Bas et en France qui œuvrent pour plus de liens entre la jeunesse et le monde de l'emploi n'agissent en général pas seules. Elles développent des partenariats avec des associations du monde social ou des entreprises de communica-

---

<sup>7</sup> Un exemple bruxellois : la coopération d'Abdel en vrai avec l'Actiris.

tion. Ces dernières (JINC, Pour La Solidarité...) apparaissent finalement comme celles qui réalisent les commandes des entreprises, inventent les dispositifs, les appliquent, les évaluent, voire les diffusent sur divers médias, même si les entreprises, leurs dirigeants et leurs travailleurs peuvent prendre part à la réalisation des initiatives.

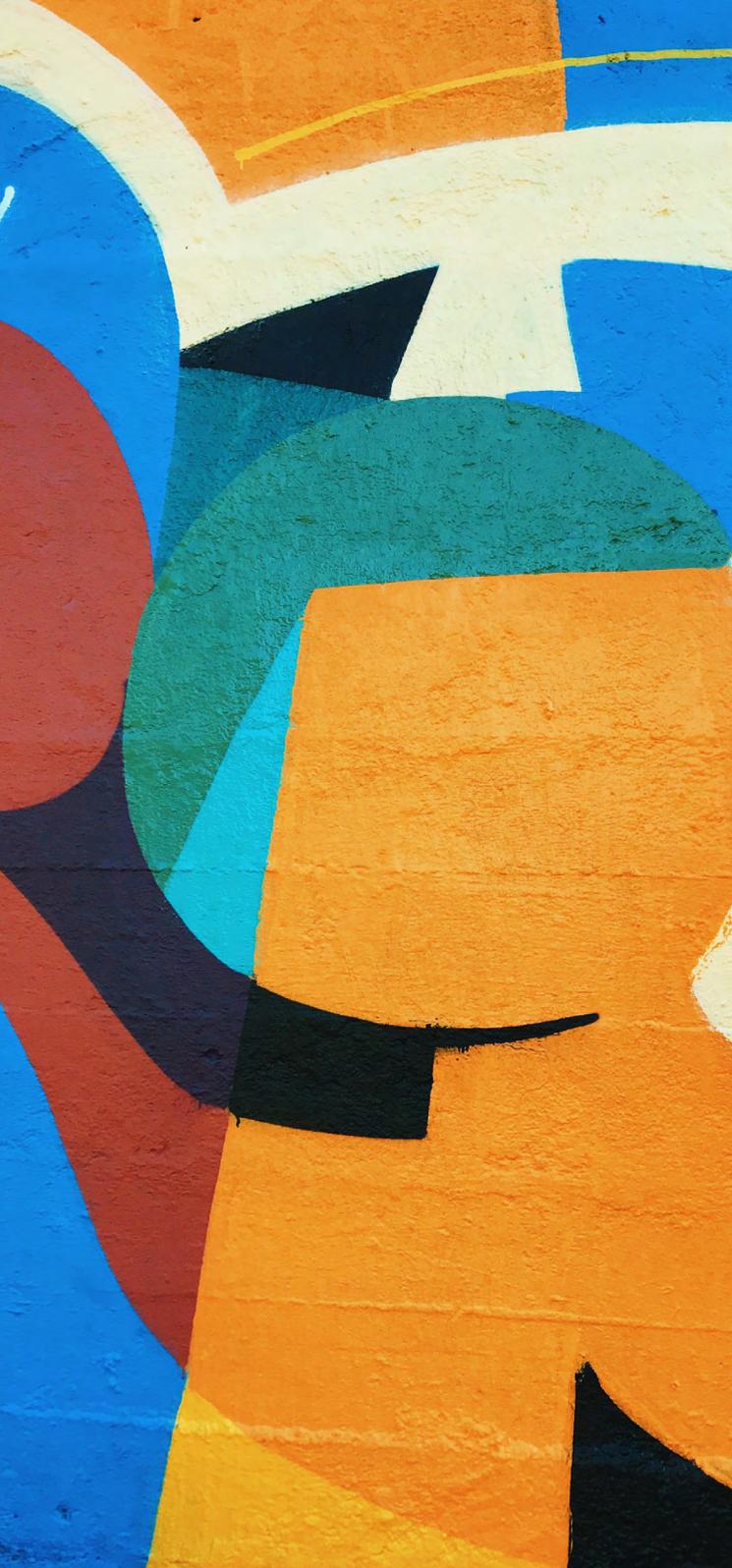
Enfin, les entreprises identifiées sont toutes de grandes tailles. Il est probable que les initiatives forcément de moins grande ampleur des petites et moyennes entreprises (accueil d'apprentis, visiteurs, stagiaires, journées portes ouvertes...) restent sous seing privé et, dès lors, hors des radars des médias que nous avons compulsés. Il est certain également que les PME ont infiniment moins de ressources, de moyens et de temps à investir pour ce type d'actions, sachant que les grandes sociétés ont un intérêt direct à soigner leur image corporative, à travers des actions de type *causes marketing*<sup>8</sup>. ▲

---

<sup>8</sup> Le *cause marketing* est une façon pour les entreprises de répondre de leur responsabilité sociale. Leur action sur la société constitue en même temps une campagne promotionnelle dont l'objectif d'augmenter leur rentabilité : elles réussissent tout en faisant le bien autour d'elles.

## Bibliographie

- Jin R. L., Shah C. P. et Svoboda T. J. (1995), « The health impact of unemployment : a review of the evidence », *Social Science & Medicine*, v. 56, p. 973-985.
- Manço A. (2021), « Mobiliser les entreprises pour l'insertion de travailleurs issus de l'immigration », *Analyses de l'IR-FAM*, n° 13.
- Sensi D. (2018), « La transition de l'école à la vie active pour les jeunes (et les enfants de) migrants », Manço A. et Gatugu J., *Insertion des travailleurs migrants. Efficacité des dispositifs*, Paris : L'Harmattan, p. 315-336.
- Manço A. et Scheurette L. (2021), *L'inclusion des personnes d'origine étrangère sur le marché de l'emploi. Bilan des politiques en Wallonie*, Paris : L'Harmattan.

An abstract artwork on the left side of the page, featuring bold, overlapping shapes in orange, blue, green, and black. The style is reminiscent of mid-century modern or pop art, with thick, textured brushstrokes.

# La coconstruction d'une pratique de soins

## avec des migrants victimes de traumatismes multiples

Daniel Schurmans

**L**e centre «Tabane», situé à Liège, est spécialisé dans l'accueil et la santé mentale de personnes migrantes polytraumatisées et prend en charge les migrants récents, les immigrés installés et les descendants de migrants. Les troubles post-traumatiques représentent 80 % de son activité. Sauf exception, les consultants ne sont pas considérés comme des malades, mais comme des personnes blessées par les événements. La notion de coconstruction entre consultants et thérapeutes, ainsi que la prise en compte d'élaboration culturelle sont centrales dans le processus thérapeutique.

### L'identité personnelle n'est pas l'identité collective

Si Maalouf (1998) a pu montrer la virtualité meurtrière de l'identité collective, c'est parce qu'elle est susceptible de se substituer à l'identité personnelle. Cela

se produit, soit chez une personne particulière, dont l'identité personnelle se brise ou menace de se briser. Cela se produit aussi collectivement, lorsqu'une société se trouve confrontée à des contradictions internes ou externes qui la mettent en péril. Il faut alors qu'elle affirme, jusqu'à l'absurde, ce qu'elle croit être les fondements de son unité. Par contre, l'identité personnelle est ce dont nous avons tous besoin pour nous reconnaître comme un être cohérent. Peu importe la théorie que nous héritons de nos ancêtres à ce sujet : *sommes-nous vraiment des individus ou sommes-nous plutôt, comme le disent de nombreux anthropologues, des «dividus» (Tremblay, 1960), c'est-à-dire des composés de principes pluriels?* Peu importe, car ce qu'il faut, c'est que cela nous apporte la conviction intime d'être soi. C'est là que se trouve la base de ce que l'on appelle souvent «santé mentale». Car cette conviction est fragile. Les différentes formes de «maladies mentales» peuvent être décrites comme les modalités défensives (névroses)

ou comme les modalités expressives (psychoses) des atteintes qu'elle subit. L'identité personnelle se construit progressivement, en « pelure d'oignon », et comprend un « noyau » et des couches périphériques (Collomb, 1966). Le noyau est en principe stable et détermine la forme de la personnalité tandis que la périphérie se modifie tout au long de l'existence et varie en fonction de l'histoire personnelle et de la position sociale. L'identité personnelle se construit (et se détruit) à partir de la rencontre avec autrui : le noyau se forme dans la rencontre entre le bébé et l'adulte, en particulier avec l'adulte « désirant » (Collomb, 1978) et la périphérie se transforme en fonction des informations reçues d'autrui concernant l'image de soi que l'on donne aux autres.

## La « pathologie mentale » est fonction d'un trouble de l'identité personnelle

La pathologie mentale est fonction en effet d'un trouble de l'identité personnelle, soit au niveau de la périphérie, soit au niveau du noyau. Dans notre travail, nous nous centrerons sur un phénomène clinique : le trauma psychique. Le trauma psychique est l'effet d'un ou de plusieurs événements successifs qui affectent l'image de soi, la position sociale et, en fin de compte, l'identité personnelle. Laplanche (2006) compare le trauma psychique à l'agression d'un corps étranger dans un milieu protégé par une membrane. Quand il est « implanté », il s'intègre au milieu et tout en le déformant, il lui donne une forme. Quand il est

« intromis<sup>1</sup> », il peut en paralyser le fonctionnement et l'affecter durablement, ou bien s'enkyster en lui pour n'apparaître que de temps en temps, mais alors de façon explosive et destructrice. Beaucoup d'événements peuvent être traumatiques. Ils se produisent, sans doute, dès avant la naissance, mais aussi tout au long de la vie. Certains traumatismes sont donc « structurants ». Nous n'en parlerons pas. Ceux qui surviennent sur une personnalité déjà structurée, déjà formée, avec ses capacités de défense et avec, aussi, ses fragilités, ont un effet caractéristique. Cet effet, qui gouverne la symptomatologie du syndrome post-traumatique est une rupture de la continuité biographique et du lien social.

### Le syndrome post-traumatique

Tel que décrit par le DSM<sup>2</sup>, le syndrome post-traumatique est l'expression logique d'une agression qui, d'abord, sidère le fonctionnement mental puis le modifie durablement dans une expression symptomatique qui évolue avec le temps selon diverses voies. Le manuel ne prend toutefois pas la peine de décrire cette évolution temporelle qui est cependant fondamentale, car elle conduit à une compréhension intime du phénomène. En effet, les symptômes post-traumatiques sont le fait d'une élaboration psychique qui se différencie en élaboration résiliente, élaboration culturelle, élaboration pathologique (psychosomatique, névrotique ou psychotique) et modifications de la personnalité. Certaines techniques thérapeutiques mises au point pour lutter contre le trauma psychique

se centrent sur les premières phases du syndrome. Le débriefing, par exemple, n'est valable qu'avant la mise en place de mécanismes de défense qui chercheront bientôt, mais en vain, à faire oublier. Ce qui me semble important c'est d'adapter l'attitude thérapeutique en fonction de l'évolution du syndrome. Les techniques sont secondaires. Ce qui compte c'est d'adopter à chaque moment l'attitude qui convient. Il existe cependant une constante, mais dont l'application demande beaucoup de doigté : l'effort thérapeutique doit viser essentiellement au rétablissement de la continuité biographique, selon l'axe temporel et selon l'axe spatial. Le traumatisme induit une rupture où le passé peut être oublié, ou trop douloureux pour qu'on en parle. Le futur est inconcevable et dévalorisé. Il n'existe qu'un présent répétitif, dénué de sens. Le récit de vie est impossible, fracturé. Le lien social est, lui-même, brisé par la méfiance qu'inspirent les autres et par un sentiment de trahison subie. Ce n'est que peu à peu, grâce à un travail portant précisément sur la confiance que les liens se renoueront.

1 Participe passé masculin du verbe intronmettre (NDLR).

2 « *Diagnostic and Statistical Manual* » est un outil de classification des troubles mentaux publié aux États-Unis depuis 1980 et qui en est à sa cinquième révision (NDLR).

## « Tabane », un centre de santé mentale consacré au « retissage » spatio-temporel

Le centre de santé mentale « Tabane », spécialisé dans l'accueil de personnes migrantes polytraumatisées, a commencé ses activités cliniques en 2000 (Snoeck et Manço, 2016). Les soins sont gratuits pour les personnes intéressées (l'intervention d'un tiers payant, quand elle est possible, est évidemment requise). Sauf d'évidentes exceptions, nous ne considérons pas les consultants comme des malades, ni comme des patients, mais comme des personnes blessées par les événements qu'elles ont traversés. Le terme a son importance. Il veut reconnaître l'existence et la spécificité du phénomène traumatique : c'est ce que la personne exige. Il veut aussi signifier qu'il n'y a pas encore de processus psychopathologique structuré, mais qu'il pourrait y en avoir à l'avenir. L'évolution vers une forme quelconque de pathologie mentale est en effet possible, mais elle doit précisément être évitée. Si elle est déjà en cours d'élaboration, comme cela arrive, nous devons y adapter l'attitude thérapeutique.

### La coconstruction avec les consultants de la pratique thérapeutique

Nous considérons dans tous les cas la notion de coconstruction comme centrale dans le processus thérapeutique. Dans cette perspective le lien des consultants entre eux est aussi important que celui qu'ils établissent avec l'équipe thérapeutique. Le lien des membres de l'équipe thérapeutique entre eux

est tout aussi essentiel, puisque c'est l'équipe qui est responsable de l'ensemble du « travail de lien » et doit veiller à sa qualité et à son devenir.

Concrètement, le projet thérapeutique se déploie selon deux axes.

Selon **l'axe spatial** d'une part ; il s'agit de reconstituer le lien social rompu entre des gens qui, à cause des expériences traumatiques, ont perdu toute confiance les uns dans les autres, ainsi qu'entre eux et le milieu où ils ont à vivre désormais. Le rez-de-chaussée de la maison où nous travaillons est entièrement consacré à des activités de rencontre et d'échanges, organisées ou informelles, qui bientôt dépassent la maison et vont à l'assaut du quartier, de la ville, de la région. Il s'agit de faire un groupe à partir de gens qui probablement ne se seraient jamais rencontrés, qui proviennent de cultures diverses, qui doivent se connaître avant de se comprendre et qui peuvent avoir de bonnes raisons parfois, de se méfier les uns des autres.

Selon **l'axe temporel** d'autre part. Il faut d'abord accueillir la personne et jeter les bases d'une confiance suffisante pour l'amener ensuite à retisser le fil de sa propre histoire. La confiance ne s'obtient pas sans un engagement sans faille, sans commune mesure avec ce que pratiquent généralement les centres de santé mentale. Retisser ce fil n'est pas simple. En effet, on sait que le trauma psychique casse la continuité biographique. Le souvenir traumatique se pose en écran entre le passé et l'avenir, dans un présent paralytique et obsédant. Le travail thérapeutique vise à reconstituer cette continuité biographique, ce qui ne se fait ni facilement ni rapidement. La thérapie crée d'abord un lieu sécurisant à l'intérieur duquel peuvent être évoquées, en fonction des besoins et des possibi-

lités, les images des alliés du consultant. Le récit de vie, souvent impossible, toujours lacunaire, sera travaillé patiemment. Les rêves feront l'objet d'une attention particulière, mais ils ne seront pas interprétés. Ils seront considérés plutôt de façon proactive comme l'indication d'un processus psychique en cours.

### Le projet thérapeutique n'est jamais l'application d'une théorie préexistante

Il se construit en fonction du besoin des consultants et avec leur collaboration et même selon leur guidance. Le rôle du thérapeute est d'apprécier les chances qu'ils ont en suivant leur propre voie, d'obtenir un résultat qui leur convienne. S'il peut leur arriver de se précipiter dans une impasse, il faudra dans ce cas leur suggérer d'autres voies. Le cadre au sein duquel se déploie le projet thérapeutique se compose physiquement de plusieurs personnes : le thérapeute est presque toujours accompagné d'un interprète, dont le rôle est de représenter la communauté, les absents, parfois les parents morts. Dans d'autres cas, le travail se fait en groupe, avec plusieurs thérapeutes qui n'hésitent pas à parler de leurs expériences personnelles. Les consultants sont, dans tous les cas, des « *experts de leur propre histoire* » dont la parole a autant de poids que celle des thérapeutes, sinon davantage.

La coconstruction se manifeste dans un partage des tâches original. Les consultants apportent la « matière » à travailler, et l'expertise que la vie leur a donnée, avec ses échecs et ses succès. Les thérapeutes proposent leur expertise professionnelle, mais aussi leurs propres expériences de vie. Chacun fait référence à ses appartenances culturelles. Personne ne détient la vérité du processus thérapeutique, qui se construit *in situ*. Les thérapeutes exercent toutefois l'entière responsabilité professionnelle du processus.

## La prise en compte de l'élaboration culturelle dans le processus thérapeutique

La notion de «thérapie individuelle» n'existe donc pas. Certes, il arrive parfois qu'un thérapeute soit physiquement seul avec un «patient». Mais même dans ce cas relativement exceptionnel, il n'est pas seul, il le sait, et il sait que le «patient» le sait. Un espace est créé et reconnu comme le lieu des familiers et des ancêtres. Les morts sont présents. Souvent, d'ailleurs, ils se font remarquer. Ils apparaissent dans les rêves racontés, dans les associations, parfois dans ce que l'on a appelé des «*pseudo-hallucinations*» qui sont des perceptions sans objet non psychotiques. Dès lors, il est naturel qu'une phase de l'élaboration thérapeutique soit l'objet de toute notre attention, alors qu'elle est le plus souvent négligée par d'autres thérapeutes : c'est l'*élaboration culturelle*.

J'entends par là le moment où le consultant cesse de vivre dans la répétition pure et simple des traumatismes vécus et commence à modifier le contenu de ses rêves et de ses associations en se référant, pour le meilleur ou pour le pire, à des représentations culturelles. Par définition, ces représentations varient en fonction de l'origine culturelle du consultant. Elles ne sont pas toujours immédiatement reconnaissables par le thérapeute qui ne peut tout savoir. Une certaine habitude permet cependant d'avoir l'oreille qui tinte devant certaines expressions ou l'œil qui cligne devant certaines images. L'important c'est de comprendre que le consultant fait appel là, au savoir collectif de sa communauté. Par conséquent, il propose une solution dont, en tant que membre de cette communauté, il sait déjà quelque chose.

Il arrive que cette solution soit la bonne ou tout au moins qu'elle soit d'un apport déterminant. Le thérapeute doit alors la favoriser. Il arrive aussi qu'elle n'apporte qu'une complication supplémentaire, car les cultures ont leurs impasses. Le thérapeute doit alors aider le patient à explorer d'autres voies. Voici quelques exemples :

- ▶ Le roi désigné d'une ethnie camerounaise fuit son pays pour ne pas avoir à épouser les femmes de son père décédé. Sa culture ne lui offre aucune porte de sortie, sauf l'acceptation ou la mort. Par contre, il s'adapte parfaitement à l'exil et suit avec succès une formation de technicien supérieur en informatique.
- ▶ Après avoir été victime d'un viol à l'intérieur même d'un centre d'accueil, une femme rom, musulmane, se met en route, avec son mari, pour consulter un hodja<sup>3</sup>. Elle reconnaît son agresseur dans le conducteur d'une voiture qui la poursuit. Son apparence lui permet de l'identifier avec un « mulo », l'esprit d'un mort. Son mari et elle décident d'en référer à des spécialistes de la culture rom, et oublient — provisoirement — leur religion islamique.
- ▶ Une dame togolaise doit fuir son pays après avoir été séquestrée et violée par un « prêtre vaudou » qui la considère, depuis l'enfance, comme son bien. En Belgique, elle subit des accidents qui lui prouvent que la persécution a traversé l'océan. Elle se réfugie avec succès dans un groupe de prière évangélique. Tout irait bien si la Belgique lui donnait un statut de réfugiée. Hélas, il semble que l'Office des Étrangers soit lui-même influencé par le vaudou...

## Conclusion

Il existe, donc, dans la pratique du centre «Tabane», une dimension ethnopsychiatrique conjointe à un travail sur le trauma psychique. Ces deux dimensions nous avaient d'abord paru distinctes. Ce n'est que peu à peu que nous avons réussi à les rendre complémentaires et convergentes. Ce qui nous y a aidés, c'est la découverte de l'évolution temporelle des symptômes post-traumatiques et de la phase d'élaboration culturelle. C'est aussi l'attention donnée à l'apport propre des consultants dans le processus de coconstruction (Schurmans, 2019, 2020). ▲

## Bibliographie

- Maalouf A. (1998), *Les identités meurtrières*, Paris : Grasset.
- Tremblay M. (1960), « La notion de société globale chez les anthropologues », *Anthropologica*, v. 2, n° 1, p. 3-17.
- Collomb H. (1966), « Les bouffées délirantes en psychiatrie africaine », *Transcultural Psychiatric Research Review*, n° 3, p. 29- 34.
- Collomb H. (1978), « La sorcellerie-anthropophagie (genèse et fonction) », *Évolution psychiatrique*, v. 43, n° 3, p. 499-520.
- Laplanche J. (2006), *L'après-coup*, Paris : PUF.
- Snoeck L. et Manço A. (2016), *Soigner l'Autre en contexte interculturel*, Paris : L'Harmattan.
- Schurmans D. (2019), « Variations ethnopsychanalytiques sur les notions de trauma, de résilience et de destin psychique », Moussa-Babaci F. (dir.). *Devenir des victimes et prise en charge des traumatismes*, Paris : L'Harmattan.
- Schurmans D. (2020), *Repenser la psychiatrie, pour mieux tenir compte de l'apport des sciences humaines*, Paris : L'Harmattan.

---

3 Un enseignant coranique (NDLR).

## Crédits photos

Couverture : Le Monde des Possibles asbl

P. 4 : IRFAM

P. 12 : Mona Eendra (Unsplash)

P. 17 : Altay Manço

P. 22 : Femmes en détresse asbl

P. 26 : Redd (Unsplash)

P. 31 : Centre d'Action Laïque

P. 36 : Siora Photography (Unsplash)

P. 41 : AMO Reliance

P. 45 : Jopwell Collection (Unsplash)

P. 52 : Josep Martins (Unsplash)

## Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations

17 Rue Agimont

B-4000 Liège

04-221 49 89

[info@irfam.org](mailto:info@irfam.org)

[www.irfam.org](http://www.irfam.org)



## Avec le soutien de

